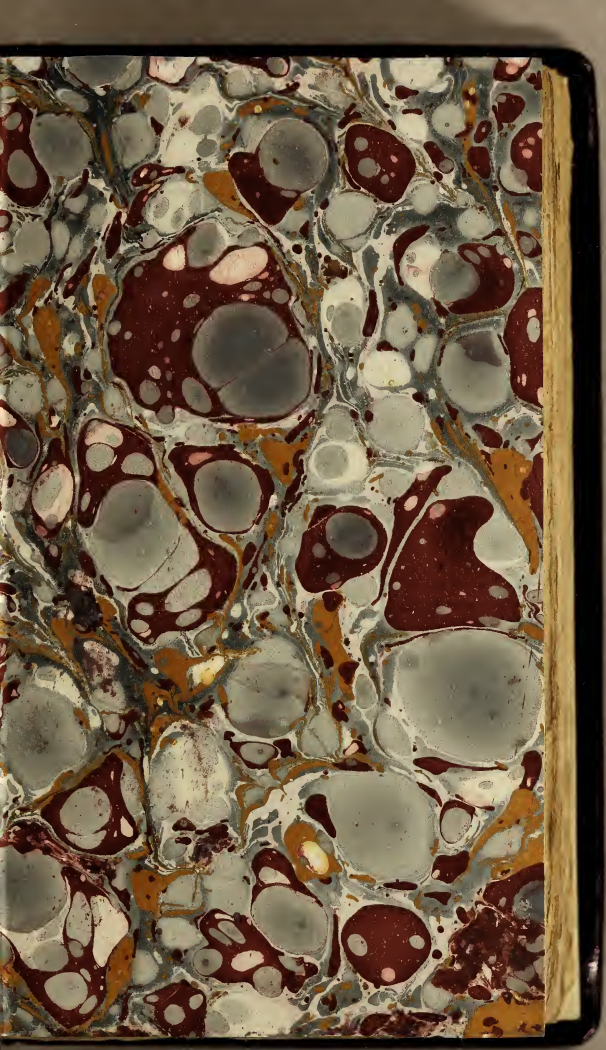
JOHN CARTER BROWN
LIBRARY

Purchased from the
Trust Fund of
Lathrop Colgate Harper
LITT. D.



82132

RÉSUMÉ

DE L'HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS DES COLONIES ESPAGNOLES DE L'AMÉRIQUE DU SUD.

IMPRIMERIE DE SÉTIER,
Cour des Fontaines, n° 7, à Paris.

RÉSUMÉ

DE

L'HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS DES COLONIES ESPAGNOLES DE L'AMÉRIQUE DU SUD,

PAR SÉTIER.

Paris,

CHEZ BOUQUIN DE LA SOUCHE, LIBRAIRE,
BOULEVARD SAINT-MARTIN, N° 3;
LE COMTE ET DUREY, LIBRAIRES,
QUAI DES AUGUSTINS, N° 49.

1827.

PRÉFACE
DE L'AUTEUR.

Après les Croisades et l'invention de l'Imprimerie, la découverte du Nouveau-Monde a été, sans contredit, l'évènement qui a eu le plus d'influence sur la situation morale et politique des Etats de l'ancien continent, et qui probablement amènera, par suite, des changements dont il est impossible de prévoir les immenses résultats.

A peine Christophe Colomb, poussé par son vaste génie, eut-il, à force de persévérance, découvert un autre hémisphère, que quelques aventuriers espagnols, s'élançant sur ses traces, portèrent aux paisibles habitants de ces belles et riches contrées leurs vices au lieu d'une bienfaisante civilisation, des fers en échange de leur or, les tortures et la mort, pour prix de leur trop confiante

hospitalité, s'emparèrent du bel empire de Montézuma, et y commirent les crimes les plus atroces.

Plus tard quelques hommes laborieux et entreprenants ne craignirent pas d'abandonner les bords populeux de la Tamise pour aller chercher dans une autre partie du Nouveau-Monde l'aisance et les richesses qu'ils ne pouvaient acquérir dans leur patrie. Ils y portèrent cet esprit réfléchi et sensé, ce caractère ferme qui a toujours distingué les Anglais, et, au lieu d'imiter les orgueilleux et féroces dévastateurs du Pérou, ils ne s'occupèrent que de tirer le plus grand parti possible des immenses ressources que leur présentait ce sol encore vierge, et devinrent en peu de temps de véritables Américains.

Un esprit d'indépendance fut la suite naturelle de leur position : ils méconnurent une patrie qui ne se rappelait à leur souvenir que par le despotisme et l'oppression ; qui exigeait qu'ils supportas-

sent les charges attachées au titre de citoyen, sans leur en accorder les droits; qui leur imposait des contributions, sans les admettre à leur fixation et à leur répartition.

Telles furent les causes qui aliénèrent peu-à-peu de la mère-patrie les esprits des Anglo-américains, et qui amenèrent l'insurrection, dont un bateau de thé ne fut pas le motif, mais bien le prétexte.

De ces colonies triomphantes, les principes immuables de la justice et de la raison se répandirent dans le vieux continent, et surtout en France, où ils furent propagés par cette vaillante jeunesse qui venait d'arroser de son sang l'arbre de la liberté de la jeune Amérique. La révolution de 1789 en fut la suite inévitable : heureuse la France si elle avait pu s'arrêter en si beau chemin ! Mais ne parlons que des bienfaits de cette révolution, bienfaits consacrés par la Charte, et jetons un voile sur des crimes dont l'avenir saura absoudre le Français, qui en fut la victime et non l'auteur.

Dans de telles circonstances, qu'avait à faire la monastique Espagne pour conserver ses colonies et neutraliser l'effet du mouvement général imprimé aux esprits, et des évènements qui se pressaient de toutes parts, si ce n'était de changer la législation oppressive qui les régissait, et de prévenir, par des concessions, une catastrophe qu'aucun pouvoir humain n'aurait pu empêcher? Mais de quoi était capable un gouvernement soumis au joug avilissant de l'Inquisition! il n'était même pas en état de régir ses possessions européennes.

L'émancipation de l'Amérique du sud devait donc être la suite nécessaire de la conduite de la Métropole : son orgueil l'a empêchée de profiter des circonstances qui se sont offertes..... Il n'est plus temps : ces colonies sont à jamais perdues pour l'Espagne.

La reconnaissance de l'indépendance de ces contrées par le gouvernement de la Grande-Bretagne a mis le sceau à cette séparation, et une immense carrière se

trouve ainsi ouverte au commerce européen. L'Angleterre en a déjà su profiter; espérons que la France ne restera pas en arrière, et que ses spéculateurs s'empresseront de mettre à profit les ressources que leur présentent ces Républiques naissantes, destinées à atteindre à la plus haute prospérité.

Le récit d'une guerre qui a amené de tels évènements ne saurait être sans intérêt : il a fallu le génie, la constance et le désintéressement de Bolivar pour faire triompher la cause sacrée de la liberté ; il a fallu l'ineptie des Espagnols pour consommer la perte de colonies où tant de causes militaient pour eux, où tant de préjugés s'opposaient à l'indépendance. Ils sont infinis les travaux et les peines qu'a coûtés au Libérateur l'affranchissement de la Colombie ; ils ne le sont pas moins ceux que lui a coûtés l'établissement de la liberté péruvienne, et on peut dire sans exagération qu'il a été deux fois le sauveur de l'Amérique. Doué de

cette noble éloquence qu'inspire la liberté, cet homme illustre a su, à la tête des armées, comme dans les assemblées populaires, faire entendre à ses concitoyens le langage de la vérité, réunir les esprits, et faire taire les passions, et, en exhaltant le patriotisme de l'Américain, le rendre digne de son émancipation.

Mais si le Nouveau-Monde a eu le bonheur de trouver encore un Washington, il n'est malheureusement que trop vrai qu'il a produit aussi des traîtres et des parjures; que des chefs militaires, après avoir coopéré à la défense de sa cause, se sont souillés de crimes dignes de la férocité espagnole.

C'est à regret que nous avons rapporté des faits déshonorants pour le général San Martin : aucun motif ennemi n'a guidé notre plume : historien, nous nous sommes contenté de donner des faits et nous désirerions que ce général pût se disculper d'actions vraiment criminelles, et de sa basse envie envers lord Cochrane, cet

intrépide marin, ce généreux étranger, dont tous les efforts en faveur de l'indépendance américaine, n'ont eu pour mobile que l'amour de la liberté, et pour but, que le bonheur des peuples; actions qui lui sont imputées par Stevenson, témoin occulaire des faits qu'il rapporte, dont l'ouvrage, en anglais, nous a fourni les premières pièces officielles qui ont servi à la composition de ce Résumé.

Il manquait à la collection des Résumés historiques celui de l'Histoire des révolutions des colonies espagnoles de l'Amérique du sud; la traduction que nous avons faite du précis de ces révolutions de Stevenson (1), précis que nous avons continué jusqu'à ce jour, nous a

(1) Relation historique et descriptive d'un séjour de vingt ans dans l'Amérique du sud, ou Voyage en Araucanie, au Chili, au Pérou et dans la Colombie, suivie d'un Précis des Révolutions des Colonies espagnoles de l'Amérique du sud, traduite de l'anglais de W. B. Stevenson, ancien secrétaire du Président de Quito, et ensuite de lord Cochrane, et augmentée de la suite

donné le moyen de remplir cette lacune.

Chaque république du Nouveau-Monde ayant secoué séparément le joug espagnol, et établi un gouvernement particulier, il nous a été impossible de faire marcher sur une seule ligne l'histoire des révolutions de toutes ces contrées. Nous espérons que le lecteur nous tiendra compte de la difficulté de décrire, un des premiers, des évènements si récents et qui se sont passés dans un continent si éloigné. Ils savent qu'au temps seul il est réservé d'éclaircir les faits historiques, et de rectifier ceux qui peuvent être inexacts.

---

des Révolutions de ces Colonies depuis 1823 jusqu'à ce jour : par Sétier. Trois volumes in-8°, papier fin, avec une belle Carte du Pérou, du Haut-Pérou, du Chili et du Rio de la Plata, et des gravures représentant les Indiens de ces contrées et le port de Callao. Prix : 30 fr.

Paris, A. J. Kilian, libraire, rue de Choiseul, n° 3.

TABLE

DES CHAPITRES.

CHAP. Ier. — Premiers symptômes révolutionnaires dans l'Amérique du sud. — Communication faite par le capitaine Salinas à deux moines. — Leur rapport au gouvernement. — Emprisonnement de Morales, de Quiroga, de Salinas et de Riofrio. — Mise en liberté des prisonniers. — Révolution à Quito. — Lettre de la Junte au comte Ruis. — Le marquis de Selva Alègre est nommé président. — Nouveau serment. — Réinstallation du comte Ruis. 1

CHAP. II. — Arrivée des troupes de Lima et de Santa Fé. — Arrestation des insurgés. — Leur procès. — Le comte Ruis refuse de signer l'exécution des condamnés. — Les pièces du procès sont envoyées à Santa Fé. — Massacre des prisonniers à Quito. — Assemblée des principaux habitants. — Départ des troupes espagnoles. — Révolution à Santa Fé. . . 18

CHAP. III. — Arrivée de don Carlos Montufar à Quito. — Arredonda marche sur cette ville. — Il arrive à Huaranda. — Sa fuite. — Montufar marche sur Cuença. — Il revient à Quito. — Prise d'Esmeraldas. — Assassinat du comte Ruis. — Le général Montes entre dans Quito. — Mort de Montufar. — Prise de Quito par le général Sucre. 35

CHAP. IV. — Bataille de Guayaquil. — Proclamation de la Constitution des Cortès. — Manifeste de Venezuela. — Expédition du colonel Gainsa contre le Chili. — Armistice. — Le régiment de Talavera arrive d'Espagne. — Deux cents soldats de ce corps sont envoyés contre le cacique Pucatoro. — Ils sont entièrement détruits par les Indiens. — Nouvelle expédition contre le Chili. — Révolution de Cusco et d'Arequipa. — Mort de Pumacagua. — Le général Osorio occupe Santiago. — Bataille de Vilcapugio. — Arrivée à Lima des drapeaux pris dans le Chili. — Révolte des soldats espagnols. — Capitulation de Miranda. — Révolte dans la province du Cumana. — Batailles de Cucuta et de Lostaguacen. — Bolivar s'empare de Caracas. — Les Espagnols soulèvent les esclaves. — Bolivar se rend à la Jamaïque et au Port-au-Prince. — Combat de San Florenzo. — Bolivar s'empare de la Guyane espagnole et d'Augustura. — Revers de Morillo. — Bolivar abdique la dictature 44

CHAP. V. — Le vice-roi Abascal remplacé par Pesuela. — Premiers actes de Pesuela. — Arrivée de La Serna. — Bataille de Chacabuco. — Nouvelle expédition contre le Chili, sous le commandement d'Osorio. — Bataille de Maypu. — Prise de la Maria Isabel. — Lord Cochrane arrive à Callao. — Arrivée de l'escadre à Huacho, à Supe. — Capture de la Maria Isabel par le commodore Blanco 64

CHAP. VI. — Arrivée de lord Cochrane à Valparaiso. — Il est nommé Amiral. — Son arrivée

à Callao. — Proclamations de lord Cochrane, de San Martin et de O'Higgins. — Blocus de Callao. — Arrivée de lord Cochrane à Huambacho. — Prise de Paita. — Arrivée de la flotte à Valparaiso. — Révolution du Chili. — Carrera et O'Higgins. — Défaite de O'Higgins. — Défaite des indépendants à Rancagua. — Les Chiléens traversent les Cordilières. — Batailles de Chacabuco et de Maypu. — Arrestation du général Carrera. — Sa fuite. — Mort de Don Juan Jose et de Don Luis Carrera. — Meurtre du colonel Rodrigues. 81

CHAP. VII. — Formation d'une force maritime. — Massacre des prisonniers espagnols à San Luis. — Expédition maritime sous lord Cochrane. — Mauvais succès de l'attaque dans la baie de Callao. — Prise de Pisco. — Mort du lieutenant-colonel Charles. — Retour de l'escadre au Chili 104

CHAP. VIII. — Lord Cochrane reconnaît le port de Valdivia. — Prise du brick espagnol le Potrillo. — Arrivée à Talcahuano. — Expédition maritime contre Valdivia. — Prise de Valdivia. — Tentative sur Chiloë. — Retour de lord Cochrane. — Il se rend à Valparaiso. — Victoire remportée par Beauchef. 121

CHAP. IX. — Préparatifs pour l'expédition du Pérou. — L'amiral met aux arrêts le capitaine Guise. — Il les suspend. — Lord Cochrane renvoie sa commission. — Le gouvernement renvoie à l'Amiral sa commission. — Les marins étrangers refusent de servir. — Promesses de

San Martin à ces marins. — Embarquement des troupes.—Départ de l'expédition. . 136

CHAP. X. — L'expédition met à la voile. — Son arrivée à Pisco. — Conférences. — Reprise des hostilités. — Le colonel Arenales marche sur Ica. — Défaite des royalistes à Nasca. — Arrivée à Ancon. — Révolution de Guayaquil.— Capture de la frégate espagnole l'Esmeralda. — L'armée marche sur Huacho 147

CHAP. XI. — Le bataillon de Numance se joint à l'armée libératrice. — Victoire remportée par Arenales à Pasco. — Insubordination des officiers de la Valdivia. — Le vice-roi Pesuela est déposé et remplacé par La Serna. — Capture de la goëlette l'Aransasu. — Débarquement à Pisco.— A Arica. — Combat à Mirabe. — Armistice entre les généraux San Martin et La Serna. — Sa prorogation. — Lord Cochrane se rend à Callao. 164

CHAP. XII. — La Serna évacue Lima. — Entrée de l'armée libératrice dans cette ville. — Déclaration d'indépendance. — Entrée de lord Cochrane à Lima. — Expédition dans le port de Callao. — San Martin se constitue Protecteur du Pérou. — Entrevue de lord Cochrane et de San Martin. — Actes arbitraires de San Martin. — Etat de la flotte. 181

CHAP. XIII. — Proclamation de San Martin. — Arrivée de Canterac à Callao. — Son départ. — Lord Cochrane s'empare des trésors embarqués à Ancon. — Reddition de Callao. — Arrestation du lieutenant Wynter à Callao. — Sa

mise en liberté. — L'escadre quitte Callao. — Son arrivée à Guayaquil 200

CHAP. XIV. — Révolution de Guayaquil. — Départ de l'escadre. — Commencements de la révolution mexicaine. — Hidalgo. — Sa mort. — Lopez et Rayon. — Morelos. — Sa mort. — Mina. — Sa mort. — Révolte d'Iturbide. — Son entrée à Mexico. — Arrivée de l'escadre à Acapulco. — Départ de la flotte d'Acapulco. — Révolution de Panama. — Départ de la flotte pour Guayaquil. — Son arrivée. — Lord Cochrane hisse le pavillon chiléen sur la Vengansa. — Conduite du peuple de Guayaquil. — Départ de la flotte de Guayaquil. — Son arrivée à Callao 216

CHAP. XV. — Liberté de la presse. — Institution de l'Ordre du Soleil. — Convocation d'un Congrès constituant. — San Martin délègue l'autorité exécutive au marquis de Torre Tagle. — San Martin quitte Lima. — Son retour. — Défaite de l'armée libératrice à Ica. — Arrivée de lord Cochrane au Pérou 229

CHAP. XVI. — Le régiment de Numance refuse de sortir de Lima. — Les Espagnols sont exilés de Lima. — Lord Cochrane quitte Callao. — Son arrivée à Valparaiso. — Il se retire à Quintero. — Convention réunie au Chili. — Monteagudo exilé de Lima. — Troubles dans le Chili. — Arrivée de San Martin à Valparaiso. — Abdication de O'Higgins. — Départ de lord Cochrane pour le Brésil. 239

CHAP. XVII. — Situation de Morales. — Ouverture du premier Congrès de Colombie. — Combat naval. — La Junte établie à Santiago abdique le pouvoir. — Le général Freire est nommé Directeur. — Expédition de Bolivar contre Pasto et Quito. — Départ de Bolivar de Quito pour Guayaquil. — Les indépendants évacuent Lima.—Entrée de Canterac dans cette ville. — Les Indépendants en reprennent possession. — Traité conclu entre la Colombie et le Pérou. — Etat de la Colombie . . . 254

CHAP. XVIII. — Convention entre le gouvernement de Buenos Ayres et les Commissaires de Ferdinand VII. — Occupation d'Arequipa par les indépendants. — Cruauté de Morales. — Capitulation de Morales. — Riva Aguero déclaré traitre par le Congrès. — Combat près de Sepita. — Défaite de Santa Cruz. — Entrée de Bolivar à Lima. — Décrets du Congrès. — Bolivar envoie des Commissaires à Riva Aguero. — Blocus de Porto Cabello. — Les Espagnols chassés de Colombie. — Prise de Porto-Cabello 266

CHAP. XIX. — Riva Aguero est fait prisonnier et envoyé à Guayaquil. — Trahison du marquis de Torre Tagle. — La garnison livre la place de Callao. — Mouvement à Guayaquil. — Message du Vice-président de Colombie au Congrès de 1824. — Prise de la corvette espagnole la Cérès. — Message du pouvoir exécutif de Buenos Ayres à l'assemblée législative. — Dissensions entre les deux vice-rois Olanetta et La Serna. — Combat de cavalerie en avant de Jauja.

— Blocus de Callao. — Proclamation de Bolivar. — Attaque de Callao. — Combat livré sur les bords de l'Apurimac.—Bataille d'Ayacucho. — Capitulation. — Lettre de Canterac à Bolivar. — Mort de M. Rowecroft. . . . 278

CHAP. XX. — Le colonel Rodil refuse de remettre aux indépendants les forteresses de Callao. — Bolivar le déclare hors la loi des nations. — Assassinat de Monteagudo. — Tentatives d'assassinat sur la personne de Bolivar. — Dépêche de Bolivar au Sénat de Colombie. — Bolivar convoque le Congrès constituant du Pérou et abdique la dictature.—Olanetta battu et blessé mortellement. — Décrets du Congrès du Rio de la Plata relatifs à la guerre avec le Brésil. — Bolivar convoque une assemblée des provinces du Haut-Pérou. — La corvette espagnole l'Achille est livrée au gouvernement chiléen. — Ambassade du Congrès des Provinces-Unies du Rio de la Plata envoyée à Bolivar. — Décrets. — Escadre brésilienne devant Buenos Ayres. — Monte-Video. — Invasion de la province de Chiquitos par les Brésiliens. — Le général Rodil propose de capituler. — Description de Callao. — Lettre du Pape 293

CHAP. XXI. — Les provinces du Haut-Pérou s'érigent en état indépendant, sous le titre de république de Bolivia. — Bolivar quitte Lima. — Déclaration d'indépendance de la Banda oriental. — Traité conclu entre Colombie et le Mexique. — Victoire remportée sur les Brésiliens par Fructuoso Ribeira. — L'armée brésilienne défaite complètement à Sarandi. —

Note du secrétaire des affaires étrangères de Buenos Ayres. — Prise du château de St.-Jean d'Ulloa. — Iturbide empereur. — Son abdication. — Son exil. — Son retour. — Sa mort. — Départ de la flotte chiléenne pour l'île de Chiloë. — Déclaration de guerre du Brésil. — Proclamation du général Lavalleja. — Manifeste de la République des Provinces-Unies du Rio de la Plata. — Reddition de Callao. — Prise de Chiloë. — Prise de Santa Theresa et du fort Miguel. — Situation de l'armée patriote sur l'Uruguay. — Réélections de Bolivar et de Santander à Bogota 309

CHAP. XXII. — Le général Paez est décrété d'accusation par la Chambre des représentants de Colombie. — Le Sénat admet l'accusation. — Paez reçoit l'ordre de se rendre à Bogota. — Insurrection à Valence. — Le peuple et les soldats le rétablissent dans son commandement. — Proclamation de Paez. — Les autorités de Caracas se joignent à celles de Valence. — Résolutions des deux municipalités. — Entrée de Paez à Caracas. — Lettre de Paez à Bolivar. — Alvear reçoit son audience de congé du Libérateur. — Proclamation de Bolivar aux citoyens de la république de Bolivia. — Exécution du comte de San Domas. — Pétition de cinquante-deux députés du Congrès du Pérou. — Réponse de Bolivar. — Décret du gouvernement. — Congrès de Panama. . . . 324

FIN DE LA TABLE.

RÉSUMÉ
DE L'HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS DES COLONIES ESPAGNOLES DE L'AMÉRIQUE DU SUD.

CHAPITRE PREMIER.

Premiers symptômes révolutionnaires dans l'Amérique du sud. — Morales et Quiroga. — Communication faite par le capitaine Salinas à deux moines. — Leur rapport au gouvernement. — Emprisonnement de Morales, de Quiroga, de Salinas et de Riofrio. — Mise en liberté des prisonniers. — Révolution à Quito. — Lettre de la Junte au comte Ruis. — Le marquis de Selva Alegre est nommé Président. — Nouveau serment. — Dissentions dans le nouveau gouvernement. — Réinstallation du comte Ruis.

Peu de temps après l'arrivée du comte Ruis de Castilla à Quito, capitale de son gouvernement, les écoliers de San Fernando lui donnèrent quatre représentations théâtrales, auxquelles tous les nobles assistèrent comme spectateurs. Ils choi-

sirent pour pièces Caton, Andromaque, Zoraïde et l'Auraucana, qui avaient toutes pour objet d'inspirer l'amour de la liberté et les principes du républicanisme. Néanmoins cette tendance générale des esprits ne fut point remarquée du Président, ni des autres membres du gouvernement. Ne suivant point d'un œil observateur l'influence que pouvait exercer sur les colonies l'état des affaires dans la mère-patrie, les représentants de l'autorité royale en Amérique se crurent encore entourés des mêmes vassaux obéissants et soumis que leurs prédécesseurs avaient gouvernés d'une manière si despotique, sans même soupçonner que le peuple, éveillé sur ses propres intérêts, portait des regards attentifs sur ce qui se passait en ce moment en Espagne ; car, malgré les soins pris par le gouvernement pour que la liberté de la presse ne pût concourir à rien apprendre à ses colonies, les Américains qui résidaient en Espagne à cette époque, étaient activement occupés à instruire leurs amis d'Amérique du véritable état des affaires, et les naturels étaient mieux informés de ce qui se passait dans la métropole que le gouvernement lui-même, parce que les correspondants espagnols, craignant de mettre en danger

leurs propriétés dans les colonies, envoyaient en Amérique des détails obscurs ou remplis d'exagération en faveur de leurs opinions.

Les personnes qui avaient fait le choix des pièces étaient le docteur Quiroga et Don Manuel Morales; le premier, avocat, jouissant d'une bonne réputation, né à Arequipa, dans le Pérou, établi et marié à Quito; le dernier, né dans la ville de Mariquita, dans la vice-royauté de Santa Fé de Bogota, avait été secrétaire du gouvernement à l'époque où le baron de Carondelet en était président; lui ayant déplu, il fut destitué de son emploi. Il avait espéré sa réintégration à l'arrivée du comte Ruis; mais ce chef ayant à sa suite un jeune avocat nommé Don Tomas Arrechaga, qu'il avait fait élever, et dont il désirait assurer le sort, n'eut aucun égard aux réclamations de Morales, et son protégé fut nommé secrétaire du gouvernement.

Morales était doué d'une âme forte, avait reçu une éducation libérale, et, par suite de ses travaux de plusieurs années dans le secrétariat, il avait acquis une grande connaissance des affaires du gouvernement, et se trouvait initié très-avant dans les intrigues de la cour d'Es-

pagne. Il se regardait comme injustement traité par le baron de Carondelet, et plus encore par le comte Ruis : il était déterminé à se venger sur ceux qu'il regardait comme les coopérateurs de sa ruine, s'ils n'en étaient pas les auteurs. Les circonstances, qui ne pouvaient échapper à ses regards observateurs, devenaient chaque jour plus favorables à ses desseins, et si la violence de son caractère ne l'avait pas fait agir avec trop de précipitation, il aurait pu réussir.

Quiroga était d'un caractère inquiet et ambitieux, téméraire et intrépide dans ce qu'il entreprenait, mais très opiniâtre; ne pouvant supporter la censure, mais accessible à la conviction lorsqu'on employait la persuasion pour la faire arriver jusqu'à lui. Au barreau il gagnait souvent les causes dont il était chargé; il portait facilement la parole, et parlait avec éloquence; mais, même devant les magistrats, sa précipitation lui suscitait souvent des embarras : il était fréquemment réprimandé par le tribunal, par lequel il fut plusieurs fois suspendu de ses fonctions d'avocat, et enfin obligé de quitter le barreau. Quiroga devint le compagnon inséparable de Morales, espérant, comme lui, qu'à l'arrivée du comte Ruis, un ap-

pel à son Excellence, comme président de l'audience royale, suffirait pour le rendre à l'exercice de sa profession; mais un rapport du régent Bustillas trompa son attente, et cette circonstance le réduisit au désespoir.

Ces deux individus, ainsi désappointés, choisirent les pièces qui furent représentées au collége de San Fernando, en octobre 1808.

En février 1809, le capitaine Salinas, qui commandait l'infanterie à Quito, donna connaissance à deux moines, le père Polo et un autre, d'un complot pour déposer les autorités espagnoles, et en choisir d'autres pour les remplacer, en les prenant parmi les citoyens les plus respectables. Les moines allèrent aussitôt rendre compte de cette circonstance au Président, qui donna à l'oidor Fuertes Amar une commission secrète pour procéder légalement contre les individus soupçonnés. Don Pedro Munos fut chargé de remplir les fonctions de secrétaire particulier, sans avoir d'autres titres à cette nomination que celui d'être espagnol. Quiroga, Morales, le curé de Sangolqui, le docteur Riofrio et le capitaine Salinas furent arrêtés, et renfermés dans le couvent de la Merci. Leurs déclarations fu-

rent reçues et écrites par Munos, et toutes les précautions possibles prises pour empêcher que le peuple n'eût connaissance du procès; les prisonniers furent privés de tous les moyens de communiquer à leurs amis aucune particularité relative à leur situation; le secrétaire ne put se faire aider d'un copiste, et toutes les mesures ordinairement employées par l'Inquisition, furent mises en pratique dans cette circonstance. Dans les premiers jours d'avril, au moment où Munos se rendait le soir au palais pour rendre compte au Président de l'état de la procédure, tous les papiers lui furent enlevés. Cet évènement produisit une grande sensation; plusieurs de ceux qui avaient réellement trempé dans cette affaire, purent se convaincre qu'ils n'avaient pas été nommés par les prisonniers qui, nièrent, d'un commun accord, avoir aucune connaissance du complot, et Salinas protesta qu'il n'avait rien déclaré aux deux moines: ce fut ainsi que, par un heureux incident, les plans du gouvernement se trouvèrent dérangés; la persécution cessa, et les prisonniers, furent mis en liberté. Cet évènement leur apprit néanmoins à être plus circonspects à l'avenir. Mais le flambeau de la liberté était allumé; et,

quoique sa flamme se trouvât ainsi étouffée pendant un court espace de temps, elle n'était point éteinte.

Le caractère de Salinas était parfaitement connu de Morales et de Quiroga. C'était un véritable Quiteno, léger et inconstant, amateur de toutes les innovations qu'il embrassait avidement, sans réflexion ni discernement, Salinas était aussi ardent à entreprendre l'exécution d'un nouveau plan, que prompt à l'abandonner aussitôt qu'il perdait à ses yeux le charme de la nouveauté, ou dès qu'un autre lui était proposé; mais comme cet officier était à la tête de l'infanterie, qui consistait dans environ quatre cents hommes, dont il avait précédemment commandé une partie à Panama, ce qui était considéré comme une campagne en pays étranger, il était devenu l'idole des soldats, en sorte qu'il était absolument nécessaire de l'amener au point de consentir à seconder leurs plans, ce qui fut très-facile : ces plans étaient nouveaux et promettaient une suite d'évènements qui réjouissaient d'avance son esprit inquiet et turbulent.

Le docteur Riofrio était un ecclésiastique d'un caractère hautain et morose, toujours porté à se réunir aux associations

d'hommes disposés à tout désapprouver : il était, ainsi que Salinas, natif de Quito.

Après la mise en liberté des quatre individus dénoncés comme conspirateurs, Salinas et Riofrio retournèrent à leurs précédentes occupations; Quiroga rentra dans sa famille, plus ulcéré que jamais, et Morales alla dans l'intérieur du pays, sans avoir acquis d'autre résultat de sa démarche qu'un nouveau degré d'expérience. Le gouvernement crut que les papiers perdus par Munos, étaient tombés entre les mains de quelque voleur, ou qu'ils avaient cessé d'exister; mais il était dans l'erreur, ces documents parvinrent dans l'étude de Quiroga qui fit circuler leur contenu parmi ceux à qui il croyait pouvoir le plus sûrement se confier. Aucun nouvel incident ne survint depuis le mois d'avril jusqu'à celui d'août 1809, excepté des nouvelles d'Espagne, telles que l'abdication de Charles, l'avènement de Ferdinand, son emprisonnement, et l'invasion du pays par les Français, qui étaient le sujet de toutes les conversations. Mais une tranquillité parfaite régnait dans toutes les parties de la colonie, et ses habitants semblaient rivaliser dans les démonstrations enthousiastes de loyauté et de dévouement pour leur *amado Fernando*.

Chaque nouvelle d'Espagne concourait à augmenter la crainte et le découragement des Espagnols résidants en Amérique, et toute leur attention était tellement dirigée vers la situation politique du royaume auquel ils appartenaient, qu'ils n'avaient pas le temps de méditer, comme cependant ils auraient dû le faire, sur les effets qui pouvaient en résulter dans la contrée où ils se trouvaient momentanément placés; d'après la conviction où ils étaient, que les colonies devaient suivre le sort de la mère-patrie, exactement comme si elles lui avaient été attachées par les liens de la nature, tandis qu'elles ne l'avaient réellement été que par la force et la violence. Mais l'explosion se fit au moment et sur le point où l'on s'y attendait peut-être le moins, et, quoique ses effets fussent promptement réprimés, le voile n'en fut pas moins déchiré, et de là résultèrent les fondements de cette émancipation, maintenant l'heureux partage de toutes les nations du nouveau monde.

Le 10 août 1809, de grand matin, deux citoyens de Quito, Ante et Aguire, se rendirent chez le Président avec une lettre. L'ordre donné à la porte de l'antichambre s'opposait à ce qu'il fût porté à son Excellence aucune lettre à une heure si

indue; mais Ante insista sur la nécessité de la remettre de suite, en disant qu'elle contenait des observations importantes de la *Junta Soberana*, Junte souveraine. L'huissier éveilla le Président, lui remit la lettre et lui répéta ce qu'il avait entendu, pour motiver et excuser son entrée intempestive. Le Président ayant lu l'adresse, « La Junte Souveraine au comte Ruis, ex-président de Quito, » s'habilla et lut ce qui suit :

« L'état actuel d'incertitude dans lequel l'Espagne est plongée, l'anéantissement total des autorités légalement constituées, et les dangers auxquels sont exposées la personne et les possessions de notre bien-aimé Ferdinand VII, de tomber au pouvoir du tyran de l'Europe, ont déterminé nos frères trans-atlantiques à former des gouvernements provinciaux pour leur sécurité personnelle : tant pour se garantir des machinations de quelques-uns de leurs perfides compatriotes indignes du nom espagnol, que pour se défendre contre l'ennemi commun. Les loyaux habitants de Quito, déterminés à conserver à leur roi légitime et souverain maître, cette partie de son royaume, ont établi une Junte souveraine dans cette ville de San Francisco de Quito, au nom de laquelle,

t d'après l'ordre de son Excellence le résident, j'ai l'honneur d'annoncer à otre Seigneurie que les fonctions des nembres de l'ancien gouvernement ont essé. Que Dieu conserve vòtre Excellence endant encore un grand nombre d'anées. Salle de la Junte, à Quito, le 10 oût 1809. Manuel Morales, secrétaire e l'intérieur. »

Après avoir lu cette épître si peu attenue, Son Excellence entra dans l'antihambre et s'avança vers les messagers ui lui demandèrent s'il avait reçu la déêche; sur sa réponse affirmative, ils le luèrent et se retirèrent. Le Comte les uivit jusqu'à la porte extérieure qu'il oulut dépasser, mais la sentinelle l'en mpêcha. Il envoya ensuite son officier 'ordonnance chercher l'officier de garde, ui répondit qu'il ne pouvait, d'après les rdres qu'il avait reçus, conférer avec le omte. A six heures du matin, on vit se ormer sur la place, en face du palais, un ssemblement très-nombreux; on endit en même temps une décharge d'arllerie, et la musique militaire, stationée sur l'esplanade en face du palais, oua jusqu'à neuf heures quelques airs ationaux. Alors il y eut une réunion des nembres du nouveau gouvernement exé-

cutif, composé du marquis de Selva Alegre, président, des marquis d'Orellana, de Solanda et de Miraflores, du comte Casa Guerrero, de Don Manuel Zambrano, de Don Manuel Mateus et de Don Pedro Montufar, ayant pour ministres Morales et Quiroga. On publia la déclaration d'installation, et on rédigea la formule du serment que devaient prêter toutes les personnes attachées au nouveau gouvernement. L'évêque de Quito fut élu vice-président, mais il refusa d'assister à cette assemblée, et à toute autre subséquente.

La révolution eut lieu dans la nuit du 9. Morales vint à Quito, et, de concert avec Quiroga, convoqua une assemblée, informa ceux qui la composaient des dangers auxquels tout le pays était exposé, publia l'intention où était le gouvernement de reconnaître Napoléon pour souverain, parce que les rois d'Espagne lui cédaient leur souveraineté, et les exhorta en même temps à se préserver de sa domination en établissant, au nom de Ferdinand, un gouvernement provincial, et en destituant de leurs emplois toutes les personnes suspectes. Cette harangue n'eut lieu que pour la forme, parce que tous les préliminaires avaient été conve-

nus d'avance. Salinas, qui était présent, fut député pour s'assurer des soldats, ce qu'il fit immédiatement; il se rendit aux baraques et ayant formé l'infanterie sur la place, il leur apprit que leur bien-aimé Roi était prisonnier en France, peignit très au long ses souffrances, leur dit ensuite que les autorités actuelles en Amérique étaient déterminées à livrer le pays à l'ennemi commun, et termina sa harangue en leur demandant s'ils voulaient défendre la cause de leur roi Ferdinand, ou devenir les esclaves de Bonaparte. Les soldats abusés s'écrièrent aussitôt, vive Ferdinand VII! vive Quito! Le commandant de la cavalerie, Don Joaquin Saldumbide, reçut les mêmes ordres et les exécuta de la même manière. Lorsque ces deux individus revinrent auprès de la Junte, elle leur ordonna de donner les ordres nécessaires aux différents corps de garde, et de faire prêter aux troupes le serment suivant :

« Je jure, par Dieu et sur la croix de mon épée, de défendre mon légitime souverain Ferdinand VII, de soutenir ses droits, de maintenir la pureté de la sainte Eglise catholique romaine, et d'obéir aux autorités constituées.»

Après la fin de cette cérémonie, on

donna les ordres nécessaires à l'officier de garde au palais du Président, aux baraques et aux prisons. On plaça une garde à la porte de chaque personne suspecte, particulièrement aux portes du régent et des oidores, et, toutes ces dispositions prises, les membres du gouvernement se retirèrent.

On envoya immédiatement un exprès au Chillo, domaine appartenant au marquis de Selva Alegre, pour lui apprendre ce qui s'était passé, en priant sa Seigneurie de se rendre immédiatement à Quito, pour y prendre possession du commandement suprême du gouvernement du royaume; on vit ainsi, en une seule nuit, déplacer, sans effusion de sang, et même sans commotion populaire, un gouvernement qui était établi depuis plus de trois cents ans, et le remplacer par un nouveau organisé sur ses bases.

Le marquis de Selva Alegre arriva dans la matinée du dixième jour, et tous les membres du gouvernement vinrent lui rendre visite, tandis que ses deux ministres exerçaient les fonctions de leurs charges, en plaçant les nouveaux officiers et employés dans les bureaux de la secrétairerie, et en prenant possession de l'Audience royale.

Selva Alegre était extrêmement affable et poli, ayant le ton distingué d'un homme de cour, plus qu'on ne devait l'attendre chez un individu né dans ce qu'on peut appeler une contrée isolée. Il déployait dans ses maisons de ville et de campagne une splendeur, un goût exquis dont Quito offrait bien peu de modèles; cependant il ne pouvait rivaliser avec Miraflores et Solanda, ni pour la fortune, ni pour la popularité. Comme homme public, Selva Alegre était incertain et timide, cherchant à concilier les deux partis plutôt qu'à soutenir l'un ou l'autre; aimant l'ostentation et la magnificence, mais redoutant jusqu'à son ombre.

Le treizième jour, les membres du nouveau gouvernement se rendirent à l'église du Carmen Alto, revêtus de leur costume de cérémonie. Son Excellence, en grand habit de l'ordre de Charles III, les membres de la junte en écarlate et en noir; la corporation et les autres tribunaux, dans les anciens uniformes espagnols, et les militaires en habit bleu et parements blancs, au lieu de parements rouges.

Dès lors, l'anarchie commença à présider à toutes les réunions de la junte. Morales insistait pour qu'il y eût une ré-

forme dans la régularisation des tribunaux; Quiroga demandait qu'il fût fait des dispositions offensives et défensives contre les provinces voisines qui ne suivraient pas l'exemple de Quito; Selva Alegre et les autres membres de la junte désiraient que tout pût rester dans le même état. Cependant l'armée fut augmentée, et des détachements envoyés à Guallabamba, contre les Pastusos, et à Huaranda, pour prévenir une invasion des Guayaquilenos. Le peuple commença à donner des marques de mécontentement, essentiellement motivés sur la crainte de manquer de sel, article qu'il tirait de Guayaquil. Le gouverneur de Guayaquil menaça d'abord d'envahir la province, et le vice-roi de Santa-Fé, ainsi que celui du Pérou, fit la même menace. Il arriva des avis portant que des troupes venaient de se mettre en marche de ces différents points, et, pour compléter la consternation du peuple, le comte Ruis quitta son palais pour aller habiter une petite maison de plaisance, à deux lieues de la ville, où il demeura jusqu'au huit novembre, époque à laquelle une députation de la Junte souveraine vint lui proposer de le réinstaller dans sa présidence, ce qu'il accepta. Il y mit pour conditions que les

membres de la Junte se retireraient dans leurs domiciles respectifs; et la Junte, qu'il serait rendu compte à la Junte centrale d'Espagne de ce qui s'était passé, et qu'il ne serait exercé contre ses membres aucune persécution jusqu'à ce qu'on connût sa résolution. Ces préliminaires ayant été agréés, le comte Ruis entra à Quito le lendemain matin, et fut reçu avec enthousiasme. Les habitants et les membres de la junte remirent au Président les diplômes des titres qu'ils avaient obtenus, et tous les autres papiers du gouvernement usurpateur, qu'il ordonna de brûler; mais Arrechaga, au lieu d'obéir à l'ordre qui lui avait été donné, les conserva pour en faire l'usage le plus coupable.

CHAPITRE II.

Arrivée des troupes de Lima et de Santa-Fé. — Arrestation des insurgés. — Leur procès. — Le comte Ruis refuse de signer l'exécution des condamnés. — Les pièces du procès sont envoyées à Santa-Fé. — Massacre des prisonniers à Quito.—Assemblée des principaux habitants. — Départ des troupes espagnoles. — Révolution à Santa-Fé.

Le 2 décembre 1809 on vit arriver les troupes auxiliaires de Lima et de Guayaquil, composées de cinq cents hommes d'infanterie et de cinquante artilleurs, sous les ordres du colonel Arredonda. Les habitants de Quito, se reposant avec confiance sur l'accomplissement des conditions acceptées par le comte Ruis, élevèrent des arcs de triomphe pour les recevoir, et jonchèrent de fleurs les rues par lesquelles elles devaient passer ; mais, à peine eurent-elles pris paisible possession de la ville et licencié ses troupes, qu'Arrechaga qui, à la mort d'Yriarte, avait été nommé fiscal, conseilla à Arredonda de solliciter

du Président l'ordre d'arrêter tous ceux qui avaient pris une part active à la dernière révolte, en motivant cette démarche sur ce qu'on ne devait pas agir de bonne foi avec des traîtres. Le Comte eut la faiblesse d'accéder à cette demande, et il parut un ordre, donné à Don Manuel Arredonda, commandant des troupes pacificatrices, d'arrêter toutes les personnes qui se trouvaient compromises dans la dernière rébellion, dont les noms furent donnés par Arrechaga; en conséquence de cet ordre, plus de cinquante des habitants les plus respectables de Quito, furent arrachés de leurs maisons et enfermés dans les cellules des baraques, et le juge Fuertes Amar fut de nouveau nommé pour instruire leur procès. Chaque jour suivant vit de nouvelles incarcérations; car on arrêtait non-seulement ceux qui avaient pris une part active à la révolution, mais encore plusieurs individus à qui les insurgents avaient écrit des lettres, et d'autres pour ne point s'être montrés assez ennemis du gouvernement révolutionnaire. Cependant le régent, les oidores, les fiscaux et autres, qui étaient demeurés neutres, et quelques Espagnols en place qui avaient continué à remplir leurs fonctions pendant l'administration

de la junte, ne furent point compris dans cette mesure; mais il n'en fut pas de même de l'évêque qui, en sa qualité d'américain, était porté sur la liste des insurgents et accusé d'avoir coopéré à la trahison de ses ouailles, parce qu'il n'avait point lancé contre elles l'anathème, et interdit les lieux de culte public.

Deux cents soldats de plus, arrivés de Santé-Fé de Bogota, vinrent ajouter à la sécurité des ministres du despotisme, et toutes les provinces dépendantes de Quito gémirent sous le poids de leur tyrannie. Un grand nombre des plus riches habitants allèrent se réfugier dans leurs maisons de campagne. Du nombre de ceux assez heureux pour avoir pu se cacher et tromper la vigilance du gouvernement, fut le marquis de Selva Alegre; le marquis de Miraflores mourut de chagrin dans sa propre demeure, et une garde de soldats fut placée auprès de son corps jusqu'au moment de son enterrement.

Non seulement ceux qui pouvaient être considérés comme les chefs de la révolte furent incarcérés, mais les soldats le furent aussi dans une prison séparée appelée le *Presidio*. Cette mesure porta l'alarme parmi les basses classes qui commencèrent à s'enfuir dans la campagne, pour

chercher, sur les montagnes et au milieu des bois, un asyle contre le système de persécution qui atteignait alors toutes les conditions. Les provisions devinrent chaque jour plus rares dans la ville, par la même raison la soldatesque devint plus insolente; lorsque, pour combler le désespoir dans lequel toutes les classes des habitants étaient plongées (excepté les naturels d'Espagne qui résidaient dans ces pays), l'interrogatoire des prisonniers fut terminé et suivi du *vista* fiscal. Cette horrible production, bien digne de son auteur, Arrechaga, divisa les prisonniers en trois classes et les condamna tous à mort, au nombre de quatre-vingt-quatre; l'évêque lui même ne fut point épargné, quoique, selon les lois d'Espagne, il ne pût être jugé que par le conseil de Castille. La détresse, la douleur et l'affliction furent alors à leur comble. Les mères, les femmes et les filles remplirent l'air de leurs cris, demandant grâce pour leurs fils, leurs époux et leurs frères, enlevés de leurs bras et enfermés dans des cachots où il était impossible de les voir, et où ils gémissaient sous le poids d'une sentence de mort ignominieuse, ayant perdu toute espérance, excepté celle que le Président

ne consentirait point à confirmer l'arrêt, et en cela leur attente ne fut point déçue.

Lorsque le procès fut terminé et qu'il ne fallut plus, pour l'exécution du jugement, que la confirmation du Président, la sentence lui fut présentée; mais, au lieu d'adopter l'opinion du fiscal, et de céder aux instances du colonel Arredonda, il ordonna que tous les papiers fussent remis dans son cabinet. A la fin, il se détermina à renvoyer la révision de cette affaire au Vice-Roi de Santa Fé, au grand chagrin de Fuertes, d'Arrechaga et d'Arredonda, qui fondaient tout leur espoir d'avancement en Espagne sur l'exécution des prisonniers qui avaient été qualifiés traîtres.

Le comte Ruis était alors âgé de quatre-vingt-quatre ans, il en avait résidé plus de quarante en Amérique, d'abord en qualité de corrégidor d'Oruro, ensuite de gouverneur-intendant de Huancavilica, ensuite comme président de Cusco, et en dernier lieu de Quito. A l'époque de sa résidence à Huancavilica, il commandait, en 1780, les troupes qui combattirent contre le malheureux Tupac Umaru, qui fut fait prisonnier et écartelé vivant sur la grande place de Cusco, attaché à

quatre poulains sauvages qu'on dirigeait chacun à un des quatre angles opposés de la place.

Tandis qu'il était Président à Cusco, en 1796, les malheureuses victimes de la cruauté et de la jalousie espagnoles, Ubalde et Ugarte, furent exécutées sur une déposition de témoins. Ce procès fut conduit par l'oidor Berriosabal, depuis comte de San Juan et marquis de Casa Palma, qui fut ensuite, en 1821, proscrit par San Martin. Comme simple particulier, le comte Ruis était bon, affable, et extrêmement charitable. Dans sa vie publique il était trop facilement influencé. La cour d'Espagne était tellement convaincu de la conduite vertueuse de ce Seigneur, qu'en 1795 il parut une ordonnance royale qui le dispensait d'une investigation résidenciaire à l'expiration de son premier gouvernement à Cusco; honneur qui, je crois, n'avait jamais été accordé à aucun gouverneur des colonies espagnoles.

L'oidor Don Felipe Fuertes Amar était d'une extrême timidité; on ne pouvait porter plus loin la poltronnerie, et cette faiblesse le conduisit à la potence, par suite d'un mouvement des Indiens qui eut lieu en 1810.

Le fiscal Don Tomas Arrechaga était originaire d'Oruro et passait pour être le fruit de l'intrigue d'un moine de San Juan de Dios avec une métis d'Oruro. A une époque où il était encore très-jeune, le comte Ruis le prit sous sa protection, l'éleva et l'emmena avec lui à Quito, où il lui donna la profession d'avocat pour laquelle il avait fait ses cours.

Arrechaga était brutal dans ses manières comme dans ses actions; il aurait répandu tout le sang de ses compatriotes pour assurer son avancement; et, depuis la première découverte de ces contrées, ce moyen n'avait que trop souvent été couronné de succès.

Don Manuel Arredonda était fils du Vice-Roi de Buenos Ayres, et neveu du régent de l'audience royale de Lima ; il était avide de réputation et d'avancement, tyran impérieux dans la prospérité, et abject lorsqu'il était sous l'influence de l'adversité.

L'individu choisi pour porter à Santa Fé la procédure, fut le docteur San Miguel. Cet important paquet ne contenait pas moins de six rames de papier écrit, pour la sûreté duquel un piquet de cavalerie eut ordre d'escorter San Miguel jusqu'à Pasto, de crainte que quelques-

uns des proscrits ne s'en emparassent sur la route. Les prisonniers n'attendaient aucune faveur du Vice-Roi, parce qu'il était oncle de Fuertes qui les avait jugés, et qu'il était naturel qu'il partageât l'opinion de son neveu et qu'il s'y conformât.

Après le départ de San Miguel pour Santa Fé, un grand nombre de soldats qui avaient fait partie de l'armée des insurgents, supposant que la persécution avait cessé, retournèrent dans la ville ; mais ils furent arrêtés, et envoyés au Presidio. On s'assura également, sur de simples soupçons, de plusieurs individus arrivant de différents points du pays, et, quoiqu'ils fussent mis en liberté après leur interrogatoire, l'alarme fut promptement répandue d'un lieu à un autre, de sorte que personne ne voulut porter des provisions au marché et qu'il en résulta dans la ville une excessive disette. Cette circonstance, au lieu de faire prendre des mesures conciliatrices, rendit furieux les soldats espagnols, qui commirent de nombreux désordres, dont la crainte empêcha qu'on ne se plaignît à leurs officiers ; ceux qui s'y hasardaient s'entendaient prodiguer les épithètes d'insurgents, de rebelles, de traîtres. Ce fut ainsi que le mal s'accrut

journellement jusqu'au 2 août 1810. Ce même jour, quelques-uns des soldats enfermés au Presidio, surprirent leurs gardes, s'emparèrent de leurs armes, revêtirent leurs uniformes, et coururent aux baraques à une heure après midi. Leur déguisement empêcha qu'on ne soupçonnât leur approche; ils réussirent à écarter de son poste la sentinelle placée à la porte, et à s'assurer de l'officier de garde. En ce moment on sonna une des cloches pour donner l'alarme. Les officiers, qui venaient de se mettre à table dans le palais, coururent sur la plasa mayor, et aperçurent un mouvement considérable à la porte des baraques, à moins de cinquante verges du palais; ils ordonnèrent de faire feu sur les soldats qui étaient dans les baraques, ceux-ci en firent autant. Ce désordre dura environ dix minutes; alors, tout étant tranquille, un officier alla s'informer de la cause de ce tumulte; ayant appris ce qui était arrivé, il retourna faire son rapport à son commandant Arredonda. Un autre officier fut aussitôt envoyé, pour connaître quelle était la situation des prisonniers, et il revint bientôt avec la nouvelle qu'ils étaient tous morts. Quelques-uns avaient été fusillés pendant l'action, par les sentinelles placées au-

dessus d'eux, et un grand nombre avait été assassiné par un jeune Zambo, l'un des cuisiniers des soldats, qui était entré dans leurs cellules et les avait dépêchés à coups de hâche. La terreur et la consternation se peignirent un moment sur les traits du Président et des officiers; lorsque tout-à-coup ils entendirent les soldats espagnols, se répandant en foule des baraques dans les rues, crier, vengeance! vengeance! notre capitaine est assassiné! A peine cette alarme fut-elle donnée, que les soldats furieux quittèrent leurs postes, coururent de côté et d'autre dans les rues, et tuèrent tous les individus qu'ils rencontrèrent, sans distinction d'âge ni de sexe. Les tambours battirent la charge dans les différentes parties de la ville ; le meurtre et le pillage durèrent jusqu'à trois heures, tous les officiers se tenant sur l'esplanade du palais sans faire aucun mouvement pour arrêter le massacre. A la fin, les soldats, ayant employé toutes leurs cartouches, commencèrent à s'en retourner vers les baraques, quelques-uns si chargés de butin qu'ils avaient abandonné leurs armes.

Le nombre des prisonniers renfermés dans les cellules, qui furent victimes de l'insubordination des soldats et de l'inep-

tie de leurs chefs, montait à soixante-douze. Un ecclésiastique nommé Castelo, et un autre individu nommé Romero, furent les seuls qui échappèrent; ils sauvèrent leur vie en feignant d'être morts. Morales, Quiroga, Riofrio et Salinas périrent : plus tard le gouvernement de Venezuela ordonna qu'il y eût chaque année un jour consacré au deuil pour honorer leur mémoire. Il arrêta aussi qu'à l'avenir ils seraient désignés sous le nom de martyrs de Quito. Environ trois cents individus périrent dans les rues, en y comprenant sept soldats espagnols qui furent tués par quelques bouchers indiens qu'ils avaient insultés à plusieurs reprises.

Il n'est point d'expression qui puisse décrire l'anxiété que cette terrible affaire excita parmi les habitants qui, en ignorant l'origine, la considérèrent comme un massacre sans motifs de leurs concitoyens, et, par conséquent, comme pouvant, au premier moment, avoir encore lieu. Dans le nombre des soldats sortis du Presidio, il n'y en eut que cinq qui entrèrent dans les baraques. S'il s'en était introduit vingt, il n'est pas douteux qu'ils seraient parvenus à rendre la liberté aux prisonniers; mais ceux-ci furent assassinés tandis que les autres étaient aux mains avec les gardes.

Les rues furent entièrement désertes; des groupes du peuple étaient disséminés sur les hauteurs voisines, jetant des regards mornes sur la ville qui présentait l'aspect de la désolation la plus complète. Les rues et les places étaient jonchées de cadavres, et tout respirait l'horreur et le découragement. Pendant la nuit les corps des prisonniers furent transportés à l'église de San Augustin, et ceux qui avaient été assassinés dans les rues furent portés aux églises les plus proches. Les deux jours suivants, 3 et 4 août, les habitants restèrent chez eux, et, à l'exception des soldats, aucun individu n'osa se montrer dans les rues. Le gouvernement commença alors à craindre la levée en masse de toutes les provinces; ayant appris la nouvelle de la révolution de Caracas, qui avait eu lieu le 19 avril 1810, et ignorant ce qui se passait dans la mère-patrie, excepté que Bonaparte s'était emparé de Madrid, il voulut tenter une réconciliation, sans pourtant avouer sa mauvaise foi, manifestée d'une manière qui avait eu des suites si funestes.

Le 5, il fut publié un ordre qui enjoignait aux chefs de toutes les corporations, aux officiers et aux principaux habitants de se rendre au palais pour y délibérer

sur le choix des moyens les plus propres à ramener dans le pays la paix, la tranquillité et la confiance. Le Président se leva et exprima brièvement combien il était peiné de ce qui était arrivé, et son désir sincère de voir la paix et l'union renaître parmi le peuple. L'évêque répondit en peu de mots, qu'il craignait que cela ne fût impossible jusqu'au moment où les personnes qui avaient conseillé à Son Excellence de manquer à sa parole fussent éloignées.

Le docteur Rodrigues, prêtre séculier, très-estimé de tous ceux qui le connaissaient, pour sa sagesse et ses vertus, se leva, et prononça un discours aussi éloquent qu'animé. Il traça le portrait des Quitenos en général, expliqua les causes de la dernière révolution, et s'appesantit sur ses funestes résultats avec un tel accent de douleur et de regrets, qu'il fit abondamment couler des larmes des yeux de ses auditeurs; il finit par dire, comme le prélat, que les habitants de Quito ne pourraient cesser de craindre pour leurs vies et pour leurs fortunes, que lorsque les individus qui avaient si fortement dérogé à leur glorieux titre de pacificateurs, seraient éloignés du pays : «Je vous parle, dit-il, des officiers et des soldats qui ont

fait périr plus de trois cents individus aussi paisibles qu'innocents; si on ne comprime pas leur soif du carnage, ils convertiront bientôt en un vaste désert une des plus fertiles contrées de la monarchie espagnole, et les voyageurs à venir s'écriéront, en vouant leur mémoire à l'exécration : ici fut Quito ! »

A ces mots, Don Manuel Arredonda, tremblant pour sa sûreté personnelle, se leva, et dit qu'il était convaincu que le gouvernement de Quito pouvait compter sur la loyauté des Quitenos, et lui permettre de se retirer avec les troupes qu'il commandait. Cette proposition fut aussitôt adoptée et le procès-verbal de l'assemblée ayant été clos, fut signé par le Président, l'Evêque, le Commandant des troupes et plusieurs autres personnes. On commença aussitôt à faire les dispositions convenables pour l'évacuation de la ville, et les troupes commandées par le colonel Arredonda, commencèrent à se mettre en marche le lendemain matin, laissant les deux cents soldats de Santa Fé et le gouvernement à la merci d'une populace presque réduite au désespoir par leur conduite barbare.

Peu de jours après le départ d'Arredonda et de ses troupes, le docteur San

Miguel revint de Santa Fé, rapportant la nouvelle d'une insurrection qui avait éclaté dans cette ville. Elle avait commencé le 23 juillet 1810, la veille de l'arrivée de San Miguel avec sa charge de papier. Lorsqu'il se présenta devant les nouvelles autorités de Santa Fé, il reçut l'ordre de se rendre sur la grande place avec ses volumineuses dépêches, pour les remettre entre les mains du bourreau, qui les fit brûler aussitôt. Ce fut ainsi que se termina ce procès, qui couvrit de honte et d'infamie ceux qui l'avaient suscité. Le retour de San Miguel ne fit qu'accroître la consternation du gouvernement et la profonde douleur des citoyens qui avaient si malheureusement perdu le 2 août leurs parents et leurs amis.

L'insurrection de Santa Fé s'effectua, comme celle de Quito, sans effusion de sang. On avait reçu dans cette ville la nouvelle de la commission donnée par la Junte centrale d'Espagne à Villavicencio, pour visiter son pays natal et pour faire, dans le mode de gouvernement, tous les changements qu'il jugerait nécessaires pour la conservation de ces contrées. Les amis de cet Américain voulant préparer d'avance une maison pour sa réception, un d'entre eux demanda à emprunter un

andélabre d'un Espagnol qui, voyant
vec regret qu'une commission royale eut
té donnée à un colon, insulta l'emprun-
eur; cette conduite excita entre eux une
ltercation : la populace s'assembla à la
orte; l'Espagnol tenta d'éloigner le peu-
le en employant, pour y parvenir, les
menaces et les insultes; enfin le cri de
Cabildo Abierto! une assemblée publi-
que à la salle de la ville, » se fit entendre.
peine ce cri eut-il été répété par la po-
ulace, qu'il s'étendit bientôt à toute la
ille et devint le mot d'ordre. Le peuple
ourut à la plasa mayor, les portes de la
alle de la ville furent ouvertes, et les
rincipaux naturels se rangèrent autour
le la table. En ce moment, un individu
'avança et demanda au peuple pourquoi
l s'était rassemblé de cette manière et à
ette heure. Quelqu'un répondit : *Que-
emos gabierno nuevo, fuera espagnoles!*
Nous demandons un nouveau gouverne-
ment, à bas les Espagnols! Narino fut
lors envoyé pour réclamer la présence
u vice-roi Amar, comme président de
'assemblée. Son Excellence s'y refusa.
n second message n'obtint pas un meil-
eur succès. Cette conduite exaspéra le
euple, et le cri de *fuera Espanoles! fuera
hapetones!* retentit de nouveau de toutes

parts. Un troisième message fut enfin envoyé pour apprendre à Don Pedro Amar que ses fonctions et celles de tous les Espagnols européens employés dans le gouvernement, avaient cessé. Alors Amar consentit à aller présider l'assemblée; mais il lui fut répondu qu'on ne lui demandait que son bâton de commandement qu'il remit après une légère altercation. Le nouveau gouvernement prit possession des baraques, du parc d'artillerie et des magasins. Le vice-roi et quelques-uns des ex-oidores furent envoyés à Carthagène pour y être embarqués pour l'Espagne. Un seul jour suffit pour opérer un changement complet dans le gouvernement, et le lendemain les habitants se retirèrent, avec le plus grand ordre, dans leurs demeures, après avoir vu brûler publiquement les papiers apportés par San Miguel.

CHAPITRE III.

rrivée de don Carlos Montufar à Quito. — Arredonda marche sur cette ville. — Il arrive à Huaranda. — Sa fuite de cette ville. — Montufar marche sur Cuença. — Il revient à Quito. — Prise d'Esmeraldas. — Assassinat du comte Ruis. — Le général Montes entre dans Quito. — Mort de Montufar. — Prise de Quito par le général Sucre.

Dans le mois de septembre de la même nnée, Don Carlos Montufar, fils du arquis de Selva Alegre, proscrit, qui était de nouveau montré publiquement ans Quito avec plusieurs autres, arriva, ortant avec lui les pouvoirs de la Junte ntrale d'Espagne, pour établir un nouau gouvernement, ou faire, à celui jà existant, des changements tels qu'ils ssent assurer à Ferdinand l'obéissance ces contrées lors de la restauration. La ie que cette arrivée aurait causée peu temps auparavant, fut extrêmement odérée par le souvenir du 2 août. Cendant Montufar et ses amis se déter-

minèrent à rétablir la Junte, en convoquant, dans la salle de l'université, une assemblée qui fut présidée par le comte Ruis. La commission conférée à Montufar y fut lue, la formation de la Junte proposée et immédiatement acceptée. Le comte Ruis fut nommé président, et le marquis de Selva Alegre vice-président; les membres pour la ville furent choisis par les cinq paroisses, et ceux pour les contrées voisines, par les paroisses des capitales de ces provinces.

Don Carlos Montufar, animé du désir de maintenir la tranquillité générale, et surtout la bonne intelligence avec le Vice-Roi du Pérou, envoya immédiatement à Don Jose de Abascal sa commission originale; mais l'innovation était si grande, et le décroissement de l'autorité espagnole si alarmant pour le Vice-Roi, qu'il renvoya les papiers, en assurant qu'il ferait tous ses efforts pour maintenir son autorité, et celle de tous les fidèles sujets de la couronne d'Espagne. Cette réponse imprudente et intempestive fut donnée au moment où on connaissait l'état des affaires à Santa Fé et à Venezuela, la révolte de San Miguel, et de la vallée de los Dolores, dans le Mexique, qui eut lieu le 19 août, et celle de Buenos Ayres,

du 26 mai 1819, ainsi que les malheurs qui pesaient sur la mère-patrie : toutes ces circonstances réunies firent naître de nouvelles idées, et commencèrent à diriger les esprits vers cet état d'indépendance, si naturellement désiré, si difficile à obtenir.

Le colonel Arredonda était resté à Guayaquil avec ses troupes; mais, à l'arrivée des communications faites par les nouveaux gouvernements, il reçut l'ordre d'envahir le territoire appartenant à cette juridiction, et déclara la guerre aux autorités nouvellement établies, comme trahissant leurs devoirs envers la couronne d'Espagne. Au moment où Arredonda commençait à se mettre en marche, Montufar rassemblait les troupes de Quito; il s'occupa à discipliner les nouvelles levées, et marcha avec elles sur Riobamba. Popayan et Pasto, sous l'influence de Samano, gouverneur de la première de ces places, donnèrent leur adhésion à l'ancien gouvernement, et manifestèrent leur intention d'envahir Quito du côté du nord, tandis qu'Arredonda ferait la même tentative du côté du sud. Quelques troupes placées par Montufar à Guaitara, ôtèrent toutes craintes relativement à Samano, et Montufar at-

tendit à Riobamba l'attaque d'Arredonda.

Une sentinelle, placée à un poste avancé, à l'Ensillada, fut un matin alarmée par un bruit causé par la glace sur le Chimboraso, qui, dans le premier moment où le soleil la frappe de ses rayons, craque quelquefois avec une grande détonation. Effrayé de ce qu'il entendait, le soldat abandonna son poste, et alla donner la nouvelle de l'approche de Montufar, avec un train nombreux d'artillerie. Arredonda fut alors plongé dans la plus grande consternation, et, sans attendre qu'il fût possible de vérifier la véritable cause de cette alarme, ou de remonter à l'origine de ce bruit, il monta à cheval, et prit la fuite. Les officiers et les soldats suivirent l'exemple de leur chef, et, laissant tout derrière eux, mirent leur salut dans la vitesse de leurs jambes. Montufar ayant immédiatement appris ce qui s'était passé à Huaranda, dernier quartier-général d'Arredonda, s'y rendit, et prit possession des magasins abandonnés, consistant en huit cents mousquets, six pièces de campagne, une grande quantité de munitions, la caisse militaire, et toutes les propriétés publiques et particulières appartenantes aux troupes pacificatrices.

Cuença ayant déclaré son attachement

à la cause royale, Montufar, encouragé par son premier succès à Huaranda, marcha sur cette ville. L'évêque Quintian Aponte qui, le crucifix d'une main et une épée de l'autre, avait passé les naturels du pays en revue, et les avait exhortés, avec une éloquence plus que pastorale, à s'armer contre les ennemis de la royauté, s'enfuit au premier instant où il reçut l'avis que les insurgés étaient à dix lieues de la ville.

Dans cet état des affaires, lorsque tout semblait promettre aux insurgents un succès complet, il arriva d'Espagne une dépêche portant la nouvelle de la dissolution de la Junte centrale, de la formation d'une régence et des Cortès, et l'ordre à tous les fidèles sujets de Sa Majesté, de ne plus reconnaître la Junte traître, et de prêter serment d'allégeance aux autorités nouvellement constituées. Un ordre de la régence prescrivait que tout restât dans les colonies dans le même état jusqu'à ce que les Cortès en eussent décidé. A la réception de cette nouvelle, qui lui fut communiquée par le Vice-Roi du Pérou, Carlos Montufar répondit : « qu'en qualité de loyal sujet, et dans l'espoir que la conduite de Son Excellence prouverait autant de loyauté et de déférence aux

ordres qu'elle avait reçus, il allait aussitôt se retirer à Quito avec les troupes qu'il commandait. »

Un petit détachement continua à garder les hauteurs de Guaitara, et tout dans Quito resta tranquille jusqu'au milieu de novembre, jour de l'arrivée du général Molina à Cuença où, d'après l'ordre du vice-roi Abascal, il insista péremptoirement sur la dissolution de la Junte, ce qui fut refusé. Le capitaine Villavicencio arriva de Guayaquil pour traiter avec le gouvernement d'après les propositions faites par le général Molina, et tel était alors la crainte d'une nouvelle oppression de la part des troupes pacificatrices, qu'à l'arrivée de Villavicencio, une femme nommée Salinas, domestique du capitaine du même nom qui avait été assassiné le 2 août, réunit un corps de femmes qui s'armèrent de lances, et escortèrent Villavicencio jusqu'à la maison qui lui avait été préparée, où elles restèrent pour le garder jusqu'à ce qu'il quittât Quito.

Pendant que Montufar fut absent de la ville avec ses troupes, il y eut plusieurs émeutes populaires, surtout parmi les Indiens; elles furent particulièrement excitées par un homme dont le fils avait été

égorgé dans le massacre du 2 août. Sur ces entrefaites l'oidor Fuertes et le directeur général des postes tentèrent de s'échapper, avec l'intention de descendre le long du Maranon; mais ils furent arrêtés par les Indiens, ramenés à Quito, et, avant que la classe respectable des habitants eût pu avoir le temps de les dégager du danger imminent dont ils étaient menacés, les Indiens élevèrent à la hâte sur la grande place un gibet auquel ils les pendirent.

L'adhésion de Popayan et de Pasto aux instructions des gouverneurs espagnols, empêcha toute communication avec Quito, Santa Fé, Venezuela et autres villes. La junte arrêta d'ouvrir une communication par la côte avec Cali et Buga, comme aussi avec les parties de l'intérieur qui avaient établi chez elles la même forme de gouvernement que celle existante à Quito. En conséquence elle nomma Stevenson, secrétaire du comte Ruis, gouverneur d'Esmeraldas et commandant militaire de la côte. Il partit le 5 décembre de Quito, avec cinquante soldats, prit possession de son gouvernement, ouvrit la communication et s'assura du dépôt d'armes appartenant aux Espagnols à Tumaco.

On ne s'occupa plus dans la Capitale que des préparatifs de défense. Le général Molina mourut à Cuença, et l'évêque de Cuença termina ses jours à Guayaquil. Aymerich, gouverneur de Popayan, demanda un brick de guerre, qui fut envoyé par le gouverneur de Guayaquil; avec son secours Esmeraldas fut envahi en mai 1811. Don Toribio Montes, nommé par la régence Président de Quito, prit aussitôt le commandement des troupes stationnées à Guayaquil et à Cuença, et commença à marcher sur Quito. Le président comte Ruis se retira à un petit couvent dans les faubourgs; mais comme il survint dans la ville une émeute d'Indiens, quelques-uns se rendirent au couvent, en arrachèrent le vénérable vieillard, qu'ils traînèrent dans les rues, et l'assassinèrent. Il y eut quelques escarmouches entre Montes et les Quitenos; mais il entra dans la ville, et fit mettre à mort plusieurs individus des plus marquants, qui avaient pris part aux derniers troubles. De ce nombre fut Don Carlos Montufar qui, ayant été condamné comme traître, fut fusillé par derrière, son cœur arraché et brûlé. Quelques-uns des Indiens qui avaient été les premiers moteurs de la mort du comte Ruis, furent pendus, et leurs têtes placées dans

les cages de fer suspendues dans les différents quartiers de la ville, jusqu'au moment où elles en furent enlevées par les ordres du général Sucre.

Depuis 1811 Quito continua à être gouverné par les autorités espagnoles jusqu'en mai 1822, époque à laquelle le général Sucre s'en rendit maître par la force des armes, et depuis cette ville fit partie de la république de Colombie.

CHAPITRE IV.

État de Lima en 1811. — Bataille de Guayaquil. — Proclamation de la Constitution des Cortès. — Ses effets. — Manifeste de Venezuela. — Situation de Lima. — Expédition du colonel Gainsa contre le Chili. — Armistice. — Le régiment de Talavera arrive d'Espagne. — Deux cents soldats de ce corps sont envoyés contre le cacique Pucatoro. — Ils sont entièrement détruits par les Indiens. — Nouvelle expédition contre le Chili. — Révolution de Cusco et d'Arequipa. — Mort de Pumacagua. — Le général Osorio occupe Santiago. — Bataille de Vilcapugio. — Arrivée à Lima des drapeaux pris dans le Chili. — Révolte des soldats espagnols. — Tremblement de terre dans la province de Venezuela. — Les royalistes s'emparent de la province. — Capitulation de Miranda. — Révolte dans la province de Cumana. — Batailles de Cucuta et de Lostaguacen. — Bolivar s'empare de Caracas. — Les Espagnols soulèvent les esclaves. — Prisonniers fusillés. — Bolivar se rend à la Jamaïque et au Port-au-Prince. — Combat de San Florenzo. — Bolivar s'empare de la Guyane espagnole et d'Augustura. — Revers de Morillo. — Bolivar abdique la dictature.

A Lima, les principes révolutionnaires étaient répandus parmi les Créoles de tous

es rangs, à l'exception d'un petit nom-
re qui possédaient des emplois lucratifs
ous le gouvernement. Le vice-roi Abas-
al entreprit de calmer l'esprit de rébel-
on, par les mesures les plus douces pos-
ibles, en évitant tout ce qui aurait pu
essembler à des actes de persécution ; il
réa un régiment auquel il donna le nom
e la *concordia*, le composa des habitants
es plus respectables de la ville, s'en cons-
tua le colonel, et nomma les officiers
armi les individus les plus marquants,
Espagnols ou Créoles indifféremment :
ette mesure calma pendant quelque
emps l'esprit d'insurrection.

La victoire de Guayaquil, remportée
ar le général Goyoneche sur l'armée de
Buenos Ayres, fut célébrée par des fêtes et
es réjouissances ; mais les portes du
Chili étant fermées, la disette de blé ne
arda pas à se faire sentir.

En 1812, le gouvernement constitu-
ionnel fut proclamé, et la Constitution
spagnole fut, à dater de ce moment, le
eul livre consulté et étudié par toutes les
lasses. La formation d'une corporation
onstitutionnelle et l'élection des alcades
ausèrent quelques troubles dans la ville;
nais ces mesures devinrent alarmantes

pour les Espagnols, lorsqu'on s'occupa de l'élection des députés pour les Cortès. Accoutumés à considérer les Créoles comme leurs inférieurs, et presque comme des intrus dans leur propre patrie, les Espagnols étaient alors exposés à leur mépris, à leur résistance, et quelquefois à leurs reproches. L'élection se fit dans le patio du cloître principal du couvent de la Merci ; plusieurs écoliers de San Carlos se réunirent dans le lieu de l'assemblée. Comme, d'après la *Ley de Partido*, aucun naturel d'Espagne ne pouvait résider dans les colonies sans une licence spéciale de la Casa de Contratacion de Séville, ou sans être employé par le gouvernement, par le titre 2, chapitre IV, article XXIV de la Constitution, il avait été décidé qu'ils ne seraient point admis à voter, ce qui les rendit furieux. Un Espagnol se présenta avec son passe-port, et s'avança, d'un air insultant, vers la tribune pour donner son vote; mais un des écoliers, en examinant ce papier, vit que le votant était originaire des îles Canaries, et, par l'art. 22, tit. 2, ch. IV, de la Constitution, tous les Africains, ou tous les descendants d'Africains, n'ayant point de vote, à moins qu'ils n'eussent obtenu des

'ortès des lettres de naturalisation, il fut bligé de se retirer au milieu des cris de ie des Créoles.

Rien ne pouvait être plus favorable aux olonies que la publication d'une forme onstitutionnelle de gouvernement, et la berté de la presse, telle qu'elle avait été nctionnée par les Cortès. Les restric-ons pourtant étaient telles, qu'elles au-ient excité une violente rumeur en An-eterre ; mais, pour un esclave, une eure de répit et de repos est une heure de berté parfaite; la cessation de ces obsta-es équivalait à une immunité absolue. eux encore fidèles à la mère-patrie avaient s moyens de lire les papiers périodiques, l'exception de la gazette du gouverne-ent, ce qu'ils ne pouvaient faire auparavant; et, quoique les nouvelles qui n'étaient as favorables au système espagnol, ne fus-nt point imprimées, on recevait d'au-es journaux qui instruisaient le public e tous les évènements qui se succédaient vec tant de rapidité. C'est ainsi qu'on pprit l'établissement des gouvernements épublicains dans le Mexique, la Colom-ie, à Buenos-Ayres et au Chili; circons-nces qui auraient été déguisées ou dé-aturées par les anciennes autorités.

Les habitants de Lima désiraient peut-

être aussi ardemment que ceux de toutes les autres parties de l'Amérique du sud, un changement dans la forme de leur gouvernement; mais, lorsqu'une ville est sous l'influence d'une force militaire, les habitants, comme les soldats, sont forcés de se soumettre à la volonté des commandants : tel était l'état de Lima; à la vérité plusieurs des soldats étaient Limenos; mais plusieurs aussi étaient originaires des différentes parties du Pérou : presque tous les officiers étaient Espagnols, et ceux qui ne l'étaient pas se voyaient exposés aux regards soupçonneux de supérieurs hautains et jaloux.

Les nombreuses provinces qui s'étaient révoltées et avaient établi de nouveaux gouvernements, déclarèrent d'abord, de la manière la plus solennelle, que leur intention n'était pas de se séparer de la couronne d'Espagne, mais de se gouverner par elles-mêmes, de manière à conserver à cette couronne la possession de ses propriétés en Amérique. Néanmoins la régence espagnole, investie de l'autorité de gouverner la Péninsule, voulut gouverner aussi les colonies Américaines. Tout individu pris pendant les premières années de commotion et d'effervescence, fut traité comme traître. A Quito, les mots

ıutorités constituées, imprimés dans le
erment qui fut prêté, furent considérés
omme preuve de haute trahison, et il
n'est pas douteux qu'Arrechaga n'eût sol-
icité la sentence de la peine capitale con-
re tous ceux qui l'avaient prêté, si, dans
e nombre, il ne s'était pas trouvé plu-
ieurs de ses amis.

Les déclarations d'indépendance et les
nanifestes contenant les motifs pour se
éparer entièrement de la mère-patrie,
ommencèrent alors à circuler parmi les
aturels du Pérou, et, quoique quelques-
ıns continssent des exagérations, et que le
ouvernement de Lima en possédât plu-
ieurs copies, telle était cependant l'apa-
hie ou la timidité des chefs, qu'ils ne firent
amais aucune tentative pour les réfuter.

Nous nous contenterons de citer quel-
ues passages du manifeste de Venezuela,
e plus remarquable de tous ceux qui pa-
urent, rédigé et publié par le Congrès
énéral, le 30 juillet 1811.

« L'Amérique espagnole, condamnée
epuis plus de trois siècles à n'exister que
our accroître la prépondérance politi-
ue de l'Espagne, sans participer à sa
randeur, eût été en proie au désordre,
l'anarchie, à la corruption qui ont désor-
anisé la nation qui l'avait primitivement

subjuguée, si l'instinct de conservation que la nature a mis dans tous les cœurs, n'eût appris aux Américains que le moment d'agir était enfin arrivé, et qu'il était temps pour eux de recueillir le fruit de trois siècles de patience.

» Si la découverte du nouveau monde fut pour la race humaine une circonstance du plus haut intérêt; sa dégradation, par l'oppression et la servitude, ne paraîtra pas moins importante, surtout à ceux qui, doués d'un noble caractère, sauront apprécier une semblable position. L'Amérique s'élevant de la poussière, brisant ses chaînes, sans passer par les gradations politiques des autres pays, triomphera à son tour sans inonder le monde de sang. Elle ne fera peser sur lui ni la servitude ni l'abrutissement; elle ouvrira ses bras hospitaliers aux Européens qui, victimes de l'oppression ou de la politique, désireront se soustraire aux maux de la guerre, ou échapper aux persécutions et aux fureurs de parti. On pourra voir alors les habitants d'un hémisphère traverser l'Océan, pour aller chercher la paix et la tranquillité dans l'autre : nous les verrons arriver comme amis et non comme tyrans; comme des hommes disposés à obéir, et non à commander comme d'impérieux

despotes; non pour détruire et pour anéantir, mais pour conserver.

» Ce n'est point ici un rêve flatteur, mais un hommage rendu par la raison à la Providence divine, dont l'ineffable sagesse a voulu qu'une partie du genre humain ne gémît pas constamment sous la tyrannie de l'autre.

» L'Amérique du sud se trouvait asservie à l'Espagne, son impérieuse souveraine, lorsque, oppressée sous le poids de tous les maux, et minée par la réunion de tous les principes subversifs de la société, elle lui a demandé de la dégager de ses chaînes pour lui donner ainsi les moyens de voler à son secours. Heureusement pour l'Amérique que les préjugés triomphèrent : un orgueil mal entendu prit la place de la prudence; l'ambition, écartant toute idée libérale, substitua la déception et la perfidie à la générosité et à l'intégrité. Nous apprîmes à l'Espagne elle-même à résister à ses ennemis sous les bannières d'un roi présomptueux, incapable de régner, et n'ayant d'autres titres à l'intérêt de la nation espagnole que la généreuse compassion du peuple et ses propres infortunes.

» Ce fut Venezuela qui, la première dans le nouveau monde, offrit à l'Espa-

gne ce généreux secours. Venezuela fut la première qui connut les troubles qui menacèrent l'Espagne de son entière destruction; elle fut aussi la première à pourvoir à sa propre sûreté, sans cependant briser les anneaux de la chaîne qui l'attachait à la mère-patrie, et la première à ressentir les effets de son ambitieuse ingratitude.

» Il est inutile de prouver l'injustice de notre dépendance, et de l'état de dégradation auquel nous étions réduits, lorsque chaque nation a regardé comme un outrage envers l'équité politique, que l'Espagne dépeuplée, corrompue et plongée dans un état absolu de paresse et d'indolence, par suite des mesures absurdes d'un gouvernement despotique, eût usurpé exclusivement sur l'industrie et l'activité du reste du continent, les précieuses et incalculables ressources d'un hémisphère arbitrairement constitué comme fief, sujet au monopole d'une petite portion de l'autre.

» L'intérêt de l'Europe ne peut s'opposer à la liberté de l'Amérique, dont elle peut retirer d'ailleurs de si grands avantages; et cependant on voit une simple péninsule opposer les intérêts de son gouvernement et ceux de sa nation, pour soulever l'ancien hémisphère contre le nou-

veau, à cause de l'impossibilité où elle est de l'opprimer plus long-temps par ses propres moyens.

» L'indépendance d'un peuple chrétien ne peut pas être un crime contre la loi de grâce; le Saint Siége n'a jamais excommunié aucune nation pour s'être insurgée contre la tyrannie des rois ou des gouvernements qui ont violé le pacte social. Les Suisses, les Hollandais, les Français et les Américains du nord, ont, à des époques différentes, proclamé leur indépendance, renversé leurs constitutions, et varié les formes de gouvernement, sans avoir encouru aucune autre censure spirituelle, que celle que l'Eglise pouvait avoir fulminée pour infraction à la croyance ou à la discipline ecclésiastique; mais sans qu'elle eût aucun rapport avec les mesures politiques ou les transactions civiles des peuples. Les Suisses étaient liés par un serment à l'Allemagne, les Hollandais l'étaient aussi à l'Espagne, les Français à Louis XVI, et les Américains du nord à Georges III; on ne vit cependant pas les Papes lancer contre eux des excommunications, ni contre les princes qui favorisaient leur indépendance. Le grand père de Ferdinand VII, un des rois les plus pieux et les plus catholiques qui

aient jamais occupé le trône d'Espagne, protégea, de concert avec son neveu Louis XVI, l'indépendance de l'Amérique du nord, sans craindre les censures ecclésiastiques, ni la colère du ciel.

» Telles ont été les circonstances impérieuses qui nous ont enfin ouvert les yeux, et qui ont fait sentir aux habitants de Venezuela, combien il leur importait de rompre des liens qui leur avaient été si funestes, et de prendre parmi les nations un rang honorable que nous mettrons tous nos soins à conserver. »

Le manifeste de Venezuela, qui indiquait les principaux griefs des Américains dans cette partie du pays, pouvait également s'appliquer aux colons en général; mais plusieurs provinces étaient plus opprimées que les autres, et plus maltraitées sous certains rapports, surtout celles situées sur le côté ouest du continent, et les Créoles ne furent ni les premiers à se plaindre, ni ceux dont les clameurs furent les plus bruyantes. Les négociants espagnols furent très-sensibles à la diminution de leur monopole; car il ne venait plus de vaisseaux de Cadix, tandis qu'il en arrivait sous le pavillon de Hambourg, avec des chargements et des capitaines anglais, sous la protection de passe-ports

signés par le gouvernement constitutionnel d'Espagne ; les grands planteurs sentirent aussi le besoin de nouvelles importations d'esclaves, et quoique les Créoles souffrissent comme les Espagnols, accoutumés néanmoins à comprimer leurs sentiments, ils demeurèrent silencieux, tandis que les derniers faisaient journellement entendre leurs plaintes. Les planteurs de sucre commencèrent, sous la sanction des nouvelles lois de la Constitution des Cortès, à fabriquer du rhum, au détriment des propriétaires de vignobles de Pisco et de Canete, dont plusieurs étaient Espagnols. Il se tint des assemblées secrètes dans toutes les parties de la ville ; celles des Espagnols étaient permises par le gouvernement, comme légales, tandis que celles des Créoles étaient appelées séditieuses et coupables. On saisissait toutes les occasions de tromper le peuple par des récits mensongers de victoires remportées sur les insurgents dans le Haut-Pérou, et le gouvernement faisait usage de l'espionnage le plus odieux, pour empêcher la connaissance du véritable état des affaires de l'Amérique, quoiqu'il ne pût espérer de secours que des naturels. Tout semblait se réunir pour présager au gouvernement de Lima un sort

pareil à celui des autres capitales de l'Amérique du sud; Mexico et Lima étaient les seules qui conservaient leurs anciennes autorités; les deux autres vice-royautés, Buenos Ayres et Santa Fé, et les présidences générales du Chili, de Chuquisaca, de Quito et de Caracas, avec une grande partie des gouvernements de l'Amérique du sud, étaient sous la protection de leurs propres autorités constituées, et déclarées par les vice-rois espagnols en guère ouverte contre la mère-patrie.

En 1812, le colonel Gainsa fut chargé d'une expédition contre les révoltés du Chili, et, ayant débarqué à Talcahuano, il marcha sur la Capitale; mais, en 1813, on apprit que Gainsa avait conclu avec les insurgents un arrangement portant en substance, que les choses resteraient dans l'état où elles étaient alors, jusqu'à la décision des Cortès d'Espagne, pour qu'il fût permis aux Chiléens d'envoyer leurs députés. Ce traité fut garanti par le capitaine Hillyer et envoyé à Lima, pour y être ratifié par le Vice-Roi qui, attendant des troupes d'Espagne, crut devoir, par ce motif, différer de donner sa signature. En avril 1813, le régiment de Talavera arriva; alors Abascal déclara que Gainsa n'avait pas eu le pouvoir de

capituler, et prépara une autre expédition contre le Chili.

L'arrivée des troupes rendit les Espagnols résidants en Amérique, impérieux et plus insolents que jamais ; mais ils ne tardèrent pas à se repentir d'avoir sollicité de l'Espagne l'intervention d'une force armée ; parce qu'il survint un ordre de faire payer par les négociants de Lima toutes les dépenses faites pour l'équipement de l'expédition de Cadix. Les officiers et les soldats étaient de très-mauvais sujets, les premiers ayant été expulsés de différents corps dans la mère-patrie, pour les crimes qu'ils y avaient commis, et les derniers ayant été pris dans les prisons ordinaires, les lieux d'exil et les galères. L'insolence de ces protecteurs n'épargna aucune classe du peuple ; et le gouvernement américain commença à craindre que les soldats envoyés pour le protéger ne finissent par causer une révolution dans Lima, ou peut-être par la diriger eux-mêmes ; il se présenta cependant une occasion de disposer d'une partie de neuf cents soldats qui étaient arrivés. Le cacique Pucatoro se mit en pleine révolte à Huamanga, déposa les autorités espagnoles, et se déclara en faveur de l'armée de Buenos Ay-

res. Ce coup hardi, porté si près de Lima, exigeait un prompt remède : deux cents soldats de Talavera furent envoyés pour dompter le rebelle Indien, qui les attira dans un ravin étroit, et plaça ses compatriotes, divisés en deux troupes, sur les montagnes situées de chaque côté, et sur lesquelles de grands monceaux de pierres avaient été si habilement disposés, qu'en déplaçant une d'elles qui avait été mise pour servir de clef à la masse entière, le tout roula du haut des montagnes, avec tant de succès, qu'aucun Espagnol n'échappa. Les Indiens victorieux continuèrent à rouler et à jeter du haut en bas des quartiers de rochers, jusqu'à ce qu'ils eussent enseveli leurs ennemis sous ces ruines. Ce cacique patriote fut ensuite fait prisonnier par un détachement de troupes envoyées de Cusco, pendu et écartelé à Huamanga.

Cette honteuse expédition ne fit que rendre les soldats espagnols plus insolents, et il devint très-difficile de prévenir une révolte ouverte.

Dans les premiers jours de juillet 1813, les transports pour une nouvelle expédition au Chili étant prêts, le 13, le colonel Maroto s'embarqua pour Talcahuano, avec les soldats de Talavera. Lima retrouva

sa tranquillité qu'elle considéra comme son salut; et le départ de ses forces protectrices fut célébré comme celui d'un ennemi insolent et oppresseur. Mais le calme ne fut pas de longue durée. Les nouvelles du nord, annonçant la conquête de Quito par le général Montes, furent accompagnées de celles de la révolution de Cusco dans le sud, et de la prise de possession d'Arequipa par le cacique Pumacagua, qui menaçait d'avoir les conséquences les plus funestes pour la sûreté de Lima; cependant le général Ramires fut envoyé du Haut-Pérou, avec une division de l'armée alors sous les ordres du général Pesuela, et reprit Cusco et Arequipa, où il fit périr le vieux cacique avec plus de cent de ses compagnons d'armes.

L'arrivée de nouvelles troupes d'Espagne, en 1814, la défaite des Chiléens et l'occupation de Santiago par le général Osorio, la victoire de Vilcapugio remportée dans le Haut-Pérou par Pesuela, tout semblait conspirer alors contre l'indépendance américaine, et l'insolence et la hauteur des Espagnols s'en accrurent en proportion. Les drapeaux pris par Osorio dans le Chili furent envoyés à Lima et portés, en procession solennelle, dans l'é-

glise de Santo Domingo. Le nouveau président et capitaine-général du Chili, Don Casimiro Marco, arriva et pris possession de sa place. Les finances commencèrent à être insuffisantes pour le paiement des troupes; alors celles qui venaient d'Espagne sortirent de leurs baraques dans la Recoleta, et s'emparèrent de la citadelle de Santa Catalina où elles déclarèrent que si le gouvernement ne leur payait pas leur solde arriérée, elles se paieraient par leurs propres mains; en assurant en même temps les habitants qu'elles ne commettraient point d'hostilités contre eux. Le vice-roi Abascal envoya un message aux soldats pour leur annoncer qu'il serait fait droit à leur demande; mais il reçut pour réponse qu'ils ne changeraient rien à leur détermination, jusqu'à ce que le paiement de ce qui leur était dû eût été effectué. Le Vice-Roi se rendit alors auprès d'eux en personne et les harangua; mais il n'obtint d'autre résultat que la confirmation de la première réponse; et ils ne se désistèrent de leurs prétentions que lorsque les arrérages eurent été payés.

Nous avons déjà parlé du manifeste de Venezuela. A l'exception de quelques complots et d'une révolte à Valencia, qui

fut aussitôt comprimée par le général del Toro, tout prospérait à Caracas; mais cette prospérité fut de peu de durée. Le 26 mars 1812, entre quatre et cinq heures du soir, toute la province fut bouleversée par un horrible tremblement de terre. Les villes de Caracas, de la Guayra, de Mayquetia, de Merida et de San Felipe, furent renversées. Cette catastrophe étant arrivée la veille du vendredi saint, les prêtres en profitèrent pour jeter le trouble dans les consciences : les royalistes se rendirent maîtres de toute la province, et le colonel Bolivar fut obligé d'abandonner sa patrie et de se rendre à Guayra avec ses officiers.

Miranda ayant été autorisé, par le pouvoir exécutif, à rendre aux royalistes les ruines de Caracas, fit avec Monteverde une capitulation, en vertu de laquelle la constitution des Cortès devait être établie; mais ce traité fut violé, Miranda envoyé à Cadix où il mourut dans les prisons; et le général espagnol dressa des échafauds.

Peu de temps après, la province de Cumana se souleva et les royalistes furent battus complètement, à Cucuta, par Bolivar qui, après avoir remporté d'autres avantages, joignit Monteverde à Lostaguacen. Un combat long et opiniâtre s'en-

gagea, le succès était incertain, lorsque la cavalerie de l'armée espagnole, en passant du côté des patriotes, décida le succès en leur faveur, et Bolivar entra à Caracas le 4 août 1813.

Monteverde, ayant reçu un secours de douze cents hommes, se mit de nouveau en campagne, et livra aux indépendants la bataille d'Agua-Caliente : il fut battu complètement et son armée anéantie.

Les Espagnols, ne pouvant soumettre Venezuela par la force des armes, eurent recours à la trahison : ils soulevèrent les esclaves qui étaient au nombre de soixante mille, et leur donnèrent des armes. Ainsi soutenus et excités, ces misérables commirent les crimes les plus atroces et assassinèrent les habitants d'Ocumare dans l'église. Bolivar indigné fit fusiller huit cents prisonniers espagnols, et le gouverneur de Puerto usa de représailles en faisant exécuter les prisonniers indépendants.

Enfin, accablés par le nombre, les patriotes succombèrent : Valencia, Guayra et Caracas se rendirent. Bolivar, forcé de quitter encore une fois sa patrie, se rendit à la Jamaïque où il reçut de fortes sommes des négociants anglais, et de là au Port-au-Prince. Pethion lui fournit des armes et cinq cents hommes avec les-

quels il débarqua à la Guayra. Morillo, à la tête de dix mille Espagnols, les attaqua à San Florenzo : Bolivar, battu, traversa l'Orénoque, mais s'empara de la Guyane espagnole et de la ville d'Augustura. Après avoir fait construire une flotille, Bolivar fit continuellement des incursions sur le territoire occupé par les Espagnols, et Morillo n'éprouva plus que des revers. Avec son successeur, qui était loin d'avoir ses talents, finit la domination espagnole dans la Colombie.

Bolivar, en convoquant la représentation nationale dans la ville d'Augustura, en 1818, se démit de la dictature, sans, pour cela, renoncer à servir son pays, dont il fut le libérateur.

CHAPITRE V.

Le vice-roi Abascal est remplacé par Pesuela. — Premiers actes de Pesuela. — Arrivée de La Serna. — État des affaires jusqu'en 1817. — Bataille de Chacabuco. — Nouvelle expédition contre le Chili, sous le commandement d'Osorio. — Bataille de Maypu. — Prise de *la Maria Isabel* et d'une partie du convoi espagnol. — Lord Cochrane arrive à Callao à la tête de la flotte chiléenne. — État de Lima. — Arrivée de l'escadre à Huacho, à Supe. — Forces navales chiléennes. — Capture de *la Maria Isabel* par le commodore Blanco.

En 1815, Abascal fut remplacé par le général Don Joaquin de la Pesuela, et il se retira aussitôt en Espagne. A l'arrivée du nouveau Vice-Roi, la ville eut le spectacle de *l'entrada publica*, entrée publique, des bals, des fêtes et des combats de taureaux, que son prédécesseur Abascal avait supprimé pour sa réception, afin d'éviter de surcharger la ville de dépenses inutiles.

On doit dire à la louange du vice-roi

Abascal, que sa prudence conserva la ville à la couronne d'Espagne, et, quoique jamais vice-roi du Pérou n'eût eu plus de devoirs accidentels à remplir ou d'affaires plus délicates à conduire, cependant Lima lui doit la fondation du collége de San Fernando, institué pour la médecine et la chirurgie; le panthéon ou cimetière général, et la prohibition absolue d'enterrer dans les murs de la ville; la reconstruction du collége del Principe pour l'étude du latin; la restauration complète des murs de la ville, et plusieurs établissements de police. Malgré l'esprit public qui régnait alors à Lima, il fut accompagné jusqu'à Callao par tous les habitants recommandables de la ville, pour lesquels son départ fut un jour de deuil. Tels sont, en général, les sentiments du peuple, même envers un ennemi, lorsque la modération a présidé à ses conseils et la justice à ses actions.

Pesuela, le héros de Huiluma et de Vilcapugio, en prenant connaissance de l'état de la trésorerie, remarqua l'état déplorable des caisses publiques; plusieurs plans furent proposés pour les remplir : on commença par solliciter des dons et on finit par exiger des contributions; mais ces secours, volontaires ou forcés,

ne pouvaient suffire aux besoins du gouvernement et de l'armée qui, pendant les premières années de la guerre, imposa de fortes contributions sur ses amis comme sur ses ennemis ; on tira d'ailleurs quelques secours des différents trésors du royaume, d'Arequipa, de Charcas et d'autres villes du Haut-Pérou ; mais, malgré ces palliatifs, les ressources commencèrent à s'épuiser, et les besoins continuèrent à s'accroître. L'équipement des expéditions destinées pour Quito, le Haut-Pérou et le Chili, la demande de l'arriéré de solde formée par les troupes qui arrivaient d'Espagne, et les remises nécessaires pour l'entretien des armées royales, épuisèrent tellement les fonds nationaux, que la trésorerie craignit d'être réduite à faire banqueroute. La paie de tous les fonctionnaires civils fut réduite d'un tiers, et il parut enfin un décret vice-royal qui augmentait les dîmes de dix à quinze pour cent. Cet impôt causa une grande consternation dans le pays, et sa perception éprouva une forte opposition ; les habitants de plusieurs provinces refusèrent de payer, et les gouverneurs ne purent les y contraindre, par le défaut d'une force armée pour les protéger contre la fureur du peuple.

Pesuela continua d'abord le général Ramires dans le commandement de l'armée du Haut-Pérou; mais il fut bientôt remplacé par Don Jose de La Serna, qui débarqua à Arica et se rendit directement au quartier-général. Ce Général était envoyé par le Roi pour commander l'armée, avec l'autorisation d'agir indépendamment du Vice-Roi, à une époque où le plus léger changement dans l'ordre des choses déjà établies, pouvait être très-nuisible à la cause des Espagnols.

La tranquillité qui régna à Lima jusqu'au commencement de 1817, fit croire aux Espagnols que tout allait bien. Le Chili était tranquille; l'ennemi ne faisait point de progrès dans le Haut-Pérou; Quito était sous la domination espagnole; Morillo était victorieux à Venezuela et à Santa Fé; le chef insurgent mexicain Morelos avait cessé d'exister; Ferdinand était remonté sur son trône, la Constitution abolie, l'Inquisition rétablie, et le despotisme monarchique avait repris tout son empire; de nouvelles troupes auxiliaires étaient au moment de partir d'Espagne, pour venir porter le dernier coup aux patriotes d'Amérique, et l'Américain le plus zélé pour la cause de son pays commençait à en désespérer. Mais un changement

inattendu des Espagnols, et que les Américains n'osaient espérer, s'opéra au Chili le 12 février 1817, et la nouvelle en fut connue à Lima le 9 mars: ce n'était rien moins que l'entière défaite de l'armée espagnole à Chacabuco, par le général O'Higgins. Cette victoire a été attribuée à tort au général San Martin qui n'était même pas présent à l'action. Voici le détail des évènements qui amenèrent cette défaite.

Le 4 février, Don Miguel Atero, chef d'état-major, informa le gouvernement de Santiago que l'ennemi avait surpris les gardes des Andes, placés à environ douze lieues de Santa Rosa (vingt-cinq lieues de la capitale) et que de soixante-quinze hommes, trente seulement s'étaient échappés, portant avec eux la nouvelle que l'ennemi s'avançait rapidement. Dans le même temps, le major Vila instruisit le gouvernement que ses avant-postes au Paso de los Patos, avaient reconnu l'ennemi et demandaient un renfort. Atero envoya aussitôt une compagnie de Talavera infanterie, et se retira à Chacabuco avec la division de l'armée stationnée à Santa Rosa, laissant derrière lui deux pièces d'artillerie, des munitions et des bagages; les forces stationnées à Santa

Rosa s'élevaient à environ quatre cents hommes.

Le 5 février, le capitaine-général Marco ordonna au colonel Quintanilla de joindre l'armée à Chacabuco, avec le bataillon des carabiniers ; ils arrivèrent le 6. Aussitôt Quintanilla s'avança jusqu'au couvent de Curimon pour reconnaître l'ennemi à Villa Vieja, et ayant affirmé à Atero que leur nombre n'excédait pas six cents, on résolut une attaque qui eut lieu le matin du 7.

La cavalerie royale attaqua celle des ennemis sur un point appelé de las Comas ; usant alors d'une ruse de guerre, cette dernière se retira vers les Cordilières et fit alte à Putendo où elle se renforça d'une embuscade de cent chevaux. L'infanterie n'avait pas suivi la cavalerie qui, aussitôt qu'elle se vit presque enveloppée par les insurgés, prit la fuite dans le plus grand désordre pour venir s'appuyer sur son infanterie ; en arrivant, elle fut très-surprise de voir qu'elle se retirait aussi en désordre, sans avoir pris part à l'action, et d'apprendre que le commandant en chef Atero avait pris la fuite. Le colonel Quintanilla prit alors le commandement et rassembla ses soldats dispersés ; il plaça l'infanterie au centre, la flanqua de ca-

valerie, et effectua ainsi sa retraite, quoique son arrière-garde fût continuellement harcelée par l'ennemi. Arrivés enfin à Villa Vieja, les officiers tinrent un conseil de guerre, dans lequel il fut arrêté qu'on continuerait à marcher vers Curimon. Le colonel Marqueli, à qui Atero avait donné le commandement, continua ensuite sa marche vers Chacabuco. L'armée victorieuse établit ses quartiers dans Villa Vieja. Les Espagnols perdirent environ trente carabiniers. Il n'est point douteux qu'on ne doive attribuer toute cette perte à Atero qui, remarquant un détachement de la cavalerie ennemie sur une éminence à sa droite, s'écria : Nous sommes coupés ! et, montant immédiatement à cheval, prit la fuite au grand galop. A dix heures du soir ces nouvelles parvinrent à Santiago, et y causèrent la plus grande consternation.

Le 8 février au matin, les deux juges Pereyra et Caspi, ainsi que le général de brigade Olaguer Feliu, s'enfuirent à Valparaiso.

Le 9, le colonel Baranao arriva à Santiago avec le colonel Eloriga et trois cent soixante hussards.

Le 10, le lieutenant-colonel Morgado arriva avec quatre cent cinquante dra-

gons, et, à dix heures du soir, le briga-
lier-général Maroto fut nommé par Mar-
co, pour prendre le commandement en
chef de ces forces, s'élevant à mille hom-
mes de cavalerie et à onze cents d'infan-
erie.

Le 12, à six heures après-midi, on vit
rriver à Santiago un officier qui an-
nonça que le Maroto avait été complète-
nent battu, ce qui fut confirmé, le 13, par
'arrivée de Maroto et de Quintanilla.
Marco était parti avec environ quinze
ents hommes, décidé à renouveler l'at-
aque; mais, après un entretien particu-
ier avec Maroto, il retourna à la ville, et
onvoqua un conseil de guerre. Après une
ongue conférence, on ne prit aucun
arti, et le sous-inspecteur-général Ber-
edo, le juge-avocat Lescano, et le com-
nandant d'artillerie Cacho, s'enfuirent à
alparaiso. Du 13 à midi jusqu'au soir du
4, officiers, soldats et citoyens conti-
uèrent à arriver successivement à Val-
araiso où ils s'embarquèrent sur plu-
eurs vaisseaux alors à l'ancre dans la
aie, pour se rendre à Lima; mais on ne
nt qu'à leur arrivée à Callao, que le pré-
dent Marco avait été laissé à la merci de
ernardo O'Higgins, à qui les insurgents

devaient leur victoire et la défaite des Espagnols.

On put alors observer un grand changement dans la conduite des Espagnols. Le fier Maroto qui, pendant son séjour à Lima avec son régiment de Talavera, méprisait et insultait tout le monde, n'ayant plus alors ni officiers ni soldats, devint aussi humble qu'il avait été arrogant; le salut d'un Nègre ou d'un Indien était rendu de la manière la plus polie. Bientôt de nouvelles insurrections commencèrent à se manifester dans les provinces du Haut-Pérou: on connut les victoires du général Bolivar dans la Colombie, et, quoique les nouvelles reçues d'Espagne fussent favorables à cette mère-patrie, les fréquentes réquisitions d'argent n'en étaient pas moins aussi onéreuses qu'affligeantes.

Malgré la situation des affaires, le vice-roi Pesuela se détermina à entreprendre une autre expédition contre le Chili, et le commandement en fut encore donné au général Osorio. Les forces espagnoles consistaient en un régiment de hussards et le régiment de Burgos, les meilleures troupes qui fussent arrivées d'Europe. Leur destination était pour Talcahuano

qui, ayant été fortifié par les Espagnols, était encore occupé par eux et les troupes auxiliaires du Chili. Pour pourvoir à l'équipement et aux besoins de cette expédition, le Vice-Roi s'empara du trésor appartenant au commissariat des croisades, argent qui, dans l'opinion de toutes les classes inférieures, ne pouvait être employé qu'à soutenir la guerre contre les Turcs, les Maures et les Infidèles, et on vit s'élever les plus grandes clameurs, lorsqu'on sut qu'il allait servir à alimenter une guerre civile entre des chrétiens. Ce trésor n'ayant pas suffi, celui appelé les saints lieux, *santos lugares*, à Jérusalem, fut encore ajouté à celui des bulles.

Après avoir surmonté bien des difficultés, l'expédition partit de Callao en octobre 1817, et, calculant sur son succès complet, les Espagnols reprirent de nouveau toute leur arrogance.

On ne recevait du Chili que des nouvelles de victoires remportées sur les ennemis. Les cloches de Lima ne cessaient de sonner, et les chantres des églises étaient enroués à force de chanter des *Te Deum*, l'hauteur des Espagnols devint insupportable : ils se promenaient en triomphe dans les rues, se formaient en groupes, et insultaient tous les Créoles que le hasard ame-

nait près d'eux. Mais leur insolence parvint à son plus haut période en avril 1818, lorsqu'on reçut la nouvelle de la victoire remportée à Cancha-rayada sur San Martin et O'Higgins.

Ces excès continuèrent à aller toujours en croissant jusqu'au 4 mai, lorsqu'à environ dix heures du soir, une *valencin*, chaise de poste, conduisit aux portes du palais Osorio, qui apporta la nouvelle de sa défaite totale à Maypu. La confusion et le découragement étaient peints sur les traits de tous les royalistes; tout espoir fut perdu, excepté celui que l'arrivée de l'expédition donnerait les moyens de réparer cette perte.

Cependant les premières nouvelles reçues du résultat de cette expédition tant vantée, furent que les soldats de la Trinidad, un des transports, avaient assassiné leurs officiers, s'étaient emparés du vaisseau, et l'avaient conduit à Buenos Ayres. Cette nouvelle fut suivie, en novembre 1818, de celle que la Maria Isabel, et une partie de son convoi, avaient été prises à Talcahuano, et que les insurgés du Chili s'étaient emparés de l'île de Santa Maria; ces circonstances furent encore agravées par l'abandon de Talcahuano, la forteresse des Espagnols dans le Chili, par le géné-

ral Sanches qui avait pris le commandement après la fuite d'Osorio. Mais il était encore une autre épreuve réservée aux Espagnols déjà si fortement humiliés : l'escadre chiléenne, commandée par lord Cochrane, parut à la hauteur de Callao.

L'arrivée de l'escadre chiléenne sur la côte du Pérou, fit naître tout-à-coup la crainte que cette partie de l'Amérique du sud ne devînt le théâtre de la guerre, et qu'un destin compensateur ne vînt infliger à cette colonie tous les maux qui avaient si généralement pesé sur les autres. On craignit que les calamités résultantes de l'invasion dans les provinces du Haut-Pérou, de Quito et du Chili, ne fussent reproduites dans un pays qui jusqu'alors en avait été exempt. Le fléau de la guerre était aux portes de la ville. On croyait qu'une armée accompagnait l'escadre, et les patriotes de Lima formèrent des conjectures sur le lieu de débarquement. Le mercredi 3 mars, le bruit se répandit dans la capitale que les forces de terre débarqueraient à Ancon, à cinq lieues au nord de Lima. A minuit on entendit, dans la grande rue du faubourg de San Lazaro, appelée Malambo, le bruit des fusées ; les patriotes supposèrent que c'était un point de réunion, et les

royalistes pensèrent que cela annonçait le débarquement de l'armée : plus de mille des premiers se rendirent dans la rue de Malambo, et la remplirent si complètement, que la cavalerie envoyée par le gouvernement, ne put percer la foule, et se retira vers le pont. Les deux partis demandaient avec anxiété la cause de ce bruit, et se retirèrent sans avoir obtenu aucun renseignement satisfaisant.

Le 29 mars, une partie de l'escadre mouilla dans la baie de Huacho, pour y obtenir des nouvelles des patriotes des rivages voisins, pour débarquer des espions envoyés par le gouvernement chiléen, et pour distribuer des proclamations. Lord Cochrane y apprit qu'une somme d'argent considérable appartenante à la compagnie Philippine, avait été envoyée à Huarmey, pour être embarquée sur la goëlette américaine du nord la Macédonia, et qu'un autre convoi, non moins considérable, était en route pour la même destination. Comme le port de la Barranca était plus favorable pour intercepter le trésor que celui de Huacho, l'O'-Higgins et le brick le Galvarino s'y rendirent; un détachement de marins fut envoyé à terre, et s'empara de l'argent dans la rivière de la Barranca, avant que

les muletiers eussent eu le temps de la traverser. Cela fut exécuté sans aucune opposition de la part des soldats espagnols qui avaient été envoyés pour protéger ce transport et lui servir de garde.

Pendant le petit nombre de jours que les vaisseaux de guerre chiléens demeurèrent à Huacho, le gouverneur permit d'abord aux Indiens de porter sur les bords de la mer leurs fruits et leur végétaux pour les vendre; mais le commandant de la milice du pays, ayant réuni environ deux cents hommes de ses troupes, ordonna aux Indiens de ne plus en porter, et enjoignit, de la manière la plus insolente, à lord Cochrane de partir sur-le-champ, s'il ne voulait s'exposer à être chassé du port. En recevant ce message, sa Seigneurie ordonna aussitôt aux marins de débarquer et de marcher sur Huaura, dont ils s'emparèrent : les troupes qui y étaient ne tentèrent pas de la défendre, et s'enfuirent avec leur chef. Les objets appartenants au gouvernement, à la douane et à *l'estanco* de tabac, furent transportés à bord; mais les propriétés particulières ne furent point violées. Après cet incident, le commerce avec les Indiens reprit son cours; cependant, après le départ de l'escadre, cinq jeunes

Indiens furent arrêtés, jugés par une cour martiale, sans jamais avoir été soldats, et, contre les lois du pays, condamnés à mort et fusillés, sans qu'il en fût donné d'autres motifs à Manco Yupanqui, leur protecteur général, à Lima, que l'indispensable nécessité de faire un exemple pour effrayer les autres, et les détourner de toute communication avec les insurgés.

Les habitants du village de Supe déposèrent l'alcade, qui était un Espagnol, et se déclarèrent indépendants; mais, après le départ de l'escadre, les principaux chefs, Villanueva et Aranda, se retirèrent dans une ferme de l'intérieur, dans laquelle ils bravèrent le Vice-Roi et toute sa puissance.

Avant de parler des opérations de l'escadre chiléenne, il est bon de donner quelques détails sur son origine.

Le brick Pueyrredon, de quatorze canons, fut le premier vaisseau de guerre possédé par l'État; le brick l'Araucana, de seize, et le sloop le Chacabuco, de vingt-deux, furent ensuite achetés. Le capitaine Guise vint dans ces mers avec le brick le Galvarino, de dix-huit canons, autrefois au service de la Grande-Bretagne, et le vendit au gouvernement. Le

San Martin, de soixante-quatre canons, et le Lautaro, de quarante-quatre, étaient deux vaisseaux de la compagnie des Indes orientales, achetés par l'Etat et convertis en vaisseaux de guerre. Lorsque le Chili fut en possession de ces forces navales, on apprit le départ de l'expédition de Cadix, sous le convoi de la Maria Isabel; on parvint aussi à se procurer les ordres donnés aux capitaines de transports de la Trinidad qui étaient entrés à Buenos Ayres, et de leur rendez-vous dans la mer Pacifique. Don Manuel Blanco fut nommé commandant des vaisseaux de guerre chiléens le San Martin, vaisseau pavillon, capitaine Wilkinson; le Lautaro, capitaine Worster, et l'Araucana : ils eurent le bonheur de prendre la frégate la Maria Isabel dans la baie de Talcahuano, le 28 octobre 1818, et quatre transports à la hauteur de la baie et à l'île de Santa Maria. Le 17 novembre, Blanco entra dans Valparaiso au milieu des transports de joie des habitants de ce port. En commémoration de cette action, le gouvernement du Chili ordonna qu'un signe d'honneur fût offert au commandant et à chacun de ses officiers : ce fut un écusson d'une couleur verte pâle, ayant un trident

au centre, avec cette devise : « Ce premier essai assure au Chili l'empire de la mer Pacifique. »

Les forces navales du Chili, ayant pour commandant en chef un naturel, tandis que les capitaines, les officiers, les équipages étaient principalement composés d'étrangers, devaient naturellement être dirigées d'une manière irrégulière ; et comme don Manuel Blanco n'avait jamais eu, dans la marine espagnole, de grade plus élevé que celui d'enseigne, on ne pouvait s'attendre à ce qu'il eût les qualités requises pour être commandant en chef, et pour conduire, à son honneur et à l'avantage de son pays, les opérations d'un corps composé d'éléments aussi hétérogènes que l'escadre du Chili. On doit, malgré cela, se rappeler qu'il ajouta une page de gloire aux annales des triomphes maritimes de l'Amérique du sud, par la capture de la Maria Isabel de quarante-huit canons, et d'une partie de son convoi.

CHAPITRE VI.

Arrivée de lord Cochrane à Valparaiso. — Il est nommé amiral. — Il quitte Valparaiso. — Son arrivée à Callao. — Correspondance relative aux prisonniers. — Proclamations de lord Cochrane, de San Martin et de O'Higgins. — Blocus de Callao. — Arrivée de lord Cochrane à Huambacho. — Prise de Paita. — Arrivée de la flotte à Valparaiso. — Révolution du Chili. — Carrera et O'Higgins. — Dissentions entre ces deux officiers. — Ils en viennent aux mains. — Défaite de O'Higgins. — Défaite des indépendants à Rancagua. — Les Chiléens traversent les Cordilières. — Batailles de Chacabuco et de Maypu.—Arrestation du général Carrera. — Sa fuite. — Mort de don Juan Jose et de don Luis Carrera. — Meurtre du colonel Rodrigues.

Lord Cochrane arriva à Valparaiso le 8 novembre 1818. La valeur connue de e chef, son amour pour la liberté, et les acrifices volontaires qu'il avait faits en cceptant un commandement dans le ouveau monde, étaient connus au Chili ;

sa Seigneurie reçut l'accueil le plus flatteur de tous les habitants. Néanmoins, avant son arrivée, le capitaine Spry, anglais, et le capitaine Worster, américain du nord, tous les deux employés au service chiléen, avaient hautement déclamé contre lui, sans en alléguer d'autres raisons que celle qu'il était en opposition avec tous les principes républicains, de lui permettre de conserver son titre au service; mais le véritable motif de ce langage était trop évident pour échapper à l'intelligence la plus bornée. Le commodore Blanco avait alors le commandement de l'escadre ; méprisant toutes ces intrigues, il fut un des premiers à offrir de servir sous les ordres de Lord Cochrane. Ce fut ainsi que ce patriote chiléen étouffa, dans leur origine, les germes de discorde qui auraient pu, sans cela, faire perdre à ses concitoyens le fruit de tous leurs sacrifices.

Peu de jours après son arrivée, lord Cochrane reçut du gouvernement la commission de vice-amiral du Chili, amiral et commandant en chef des forces navales de la république, et, le 22 décembre, il hissa son pavillon au grand mât de l'ex-Maria Isabel, actuellement l'O'Higgins.

Le 16 janvier 1819, lord Cochrane quitta

le port de Valparaiso à bord de l'O'Higgins, capitaine Forster, avec le San Martin portant le pavillon du contre-amiral Blanco, capitaine Wilkinson; le Lautaro, capitaine Guise, et le Galvarino, capitaine Spry; ils furent suivis du Chacabuco, capitaine Carter; mais son équigage s'étant mutiné, il entra à Coquimbo où les principaux mutins furent débarqués, jugés par une cour martiale et fusillés.

Lord Cochrane choisit le premier jour du carnaval pour faire son entrée dans la baie de Callao, dans l'espoir que les habitants seraient alors livrés à toutes les folies du moment; mais son attente fut déçue. Le vice-roi avait pris aussi le même jour pour faire une visite à Callao, et se promenait dans la baie à bord du brick de guerre le Pesuela; lorsque l'escadre chiléenne se montra en dehors du promontoire de San Lorenzo, le capitaine vit d'abord les vaisseaux Chiléens pour les navires marchands espagnols attendus d'Europe; cependant, heureusement pour lui, il alla aussitôt mouiller sous les batteries. La circonstance de la visite du vice-Roi avait été un motif pour mettre toutes les troupes sous les armes, et pour garnir les batteries d'artilleurs. Un épais brouillard, étant survenu, le San Martin,

le Lautaro et le Galvarino perdirent de vue le vaisseau pavillon; cependant, sans les attendre, l'Amiral s'approcha des forts et jeta l'ancre. Aussitôt commença une canonnade très-vive, et un calme qui survint força lord Cochrane à demeurer près de deux heures exposé au feu continuel dirigé sur lui du rivage, outre le feu très-vif des deux frégates espagnoles, l'Esmeralda et la Vengansa, des bricks le Pesuela et le Maypu et de sept barques canonnières. Aussitôt que la brise se fut élevée, l'O'Higgins s'éloigna après avoir éprouvé un léger dommage dans sa voilure; mais sans avoir perdu un seul homme. Le coin nord du Real Felipe fut très-maltraité par le feu de l'O'Higgins, et treize personnes y furent tuées.

Lord Cochrane entra aussitôt en correspondance avec le Vice-Roi, relativement au traitement qu'avaient reçu, et que recevaient encore, les prisonniers de guerre du Chili et de Buenos Ayres dans les prisons de Callao. Le Vice-Roi nia qu'ils eussent reçu aucun mauvais traitement, assurant qu'ils étaient considérés comme prisonniers de guerre quoique rebelles, et traîtres à leur Roi, et conclut en exprimant sa surprise qu'un seigneur de la Grande-Bretagne, oubliât sa dignité au

point de se mettre à la tête d'une horde de traîtres agissant contre leur souverain légitime et ses autorités légalement constituées. A cela sa Seigneurie répondit que la gloire de tout Anglais consistait dans la complète jouissance de l'entière liberté de ses actions; que ce motif l'avait décidé à préférer le commandement des vaisseaux de guerre d'un pays libre, à celui de ceux d'un pays d'esclaves: un commandement lui ayant été offert par le duc de San Carlos, au nom de son maître Ferdinand VII.

Trois proclamations furent alors distribuées le long des côtes du Pérou, et envoyées au Vice-Roi.

Dans la première, lord Cochrane exhortait les Péruviens à secouer le joug, et à se rendre dignes de la liberté; et, après leur avoir fait part des motifs qui l'avaient décidé à leur consacrer ses services, il leur promettait ses secours et ceux du Chili.

La deuxième était du général San Martin qui, après avoir exhorté les habitants du Pérou à se rendre indépendants, menaçait de toute la rigueur des armes ceux qui soutiendraient la cause des oppresseurs de l'Amérique.

Dans la troisième, le directeur suprême

du Chili, O'Higgins, détaillait les avantages de la liberté, reprochait aux Péruviens d'avoir entrepris de paralyser les efforts de leurs frères, au lieu d'avoir aidé aux progrès de l'indépendance colombienne, et les exhortait à laver cette tache, et à se venger en même temps des insultes qu'ils avaient reçues d'un gouvernement despotique. Il finissait en protestant que l'intention du gouvernement du Chili n'était point de les traiter en vaincus; mais de leur procurer les moyens d'établir un gouvernement à leur choix, et d'être eux-mêmes leurs propres législateurs.

Le 26, le vaisseau marchand espagnol la Victoria, venant de Chiloë, chargé de planches de cèdre et de chevaux, fut pris par le San Martin; et le 28, il y eut une attaque faite sur Callao, où deux chaloupes canonnières furent prises; l'Amiral se dirigea ensuite vers Huacho, et ordonna au contre-amiral Blanco de continuer le blocus de Callao avec le San Martin, le Lautaro, et tous les autres vaisseaux qui pourraient arriver du Chili; mais, quelques jours après, Blanco fit lever le siége et mit à la voile pour Valparaiso où il fut immédiatement mis aux arrêts par le gouvernement jusqu'à l'arrivée de l'Ami-

ral, qui le fit juger par une cour martiale, comme ayant abandonné son poste ; il fut cependant acquitté. Lord Cochrane alla de Huacho à la Barranca, et de là à Charmey et à Huambacho où il trouva un brick français qui avait reçu à son bord une partie de l'argent appartenant à la compagnie Philippine, et que le capitaine lui remit aussitôt.

Après que l'O'Higgins et le Galvarino eurent fait leur provision de bois et d'eau, lord Cochrane descendit le long de la côte jusqu'à Paita où, après avoir jeté l'ancre, il envoya sur le rivage, en qualité de parlementaire, le péruvien Don Andres de los Reyes, pour annoncer que la ville et les habitants ne seraient lésés en aucune manière, et qu'on ne prendrait que les fonds appartenants au gouvernement, comme cela avait eu lieu à Huaura. Il fit dire que toute résistance serait inutile, et n'amènerait d'autre résultat que celui d'exposer la ville à tous les fléaux de la guerre. La réponse fut : que la ville, ainsi que la vie et les propriétés des habitants, appartenait au Roi, et que tout serait sacrifié pour la défense du pavillon espagnol. Le même individu fut envoyé une seconde fois pour demander que la force militaire n'exposât point la

ville et ses habitants ; mais, au lieu de recevoir le message, ils firent feu sur le pavillon, et dirigèrent leurs batteries sur le Galvarino. Cette insulte fut aussitôt vengée : les marins furent débarqués, et ne tardèrent pas à chasser les Espagnols des batteries et de la ville, qui fut alors mise au pillage ; l'artillerie fut embarquée, et on fit sauter le fort. L'O'Higgins et le Galvarino entrèrent dans le port de la Barranca, et prirent quelque bétail, du sucre et du rhum, dans la ferme de San Nicholas, appartenante à un Espagnol, Don Manuel Garcia. Lord Cochrane eut constamment soin de camper sur le terrain de l'ennemi commun, et de ne rien prendre aux naturels de force ou sans payer. De là la flotte alla à Callao, et ensuite à Valparaiso où elle arriva le 15 juin.

Ce qui caractérise toutes les révolutions dans l'Amérique du sud, c'est l'accomplissement de l'objet principal, qui consiste à déposer, sans effusion de sang, toutes les anciennes autorités constituées. Ce fut ce qui arriva à Caracas, à Santa Fé de Bogota, à Quito, à Buenos Ayres et au Chili ; et, à une époque plus récente, à Guayaquil, à Truxillo, à Tarma et même à Lima ; car les forces espagno-

les quittèrent la ville et furent remplacées par les Chiléens, sans qu'il s'engageât la plus légère escarmouche dans la capitale ou ses environs.

Les mêmes causes qui avaient amené les évènements de Venezuela et de Quito, et dont nous avons déjà parlé, exercèrent la même influence au Chili, et produisirent les mêmes effets. Le 18 juillet 1810, le président Carrasco fut déposé par les naturels du pays, sous le prétexte de l'impossibilité où il était de pouvoir conserver à Ferdinand cette partie de la domination espagnole jusqu'à ce que ce Roi pût être dégagé de sa captivité; et une junte, qui fut prise dans le Cabildo, s'engagea à gouverner d'après l'ancien système, mais avec l'intention secrète de suivre la marche et l'exemple de Buenos Ayres, et de déclarer son indépendance. En 1811, Don Juan Jose Carrera, fils de Don Ignacio Carrera du Chili, qui avait été envoyé en Europe, et avait obtenu dans la guerre continentale le rang de lieutenant-colonel et le commandement d'un régiment de hussards, traversa l'atlantique pour venir au secours de sa patrie, dans l'opinion où étaient ses amis que lui seul pouvait la sauver du danger imminent qui la menaçait par suite de la marche

qu'on avait adoptée ; et il fut, en conséquence, nommé par la Junte suprême Président du Congrès, et, en outre, général de l'armée qui était au moment de s'organiser. La première mesure que prit Carrera, fut d'organiser une armée défensive qu'il commença immédiatement à recruter et à discipliner, en choisissant les officiers parmi les amis les plus zélés de la liberté. Il se constitua colonel de la garde nationale, nomma son frère aîné, Don Jose Miguel, colonel des grenadiers, et son plus jeune frère, Don Luis, colonel et commandant d'artillerie. A cette époque, les principales forces du Chili étaient à la Conception et employées sur la frontière d'Arauco, à l'exception de deux compagnies qui avaient toujours été de service dans la capitale, composées d'environ cinquante hommes stationnés en garnison à Valparaiso. En apprenant ce qui s'était passé dans la capitale, les troupes de la Conception se déclarèrent en faveur de la cause de la liberté. Les habitants de la Conception prétendirent que leur ville était mieux située que Santiago pour en faire le siége du gouvernement, et, comme les troupes étaient principalement composées d'hommes du pays, on leur persuada de con-

courir à cette démarche, qui causa quelques embarras à Carrera qui craignit qu'une demande aussi intempestive ne devînt la cause d'une guerre civile ; mais il fut enfin convenu que, pendant un temps limité, les troupes de la Conception resteraient au sud de la rivière de Maule, et celles de Santiago au nord. Cela donna à Carrera une occasion favorable de gagner les troupes, ce qu'il fit en envoyant des émissaires à la Conception. Il y eut une réconciliation générale, et toutes les forces furent placées sous le commandement de Don Juan Jose Carrera.

Les troupes espagnoles de Lima, de Coquimbo et de Chiloë, sous le commandement du colonel Gainsa, commencèrent les hostilités au sud du Chili ; il y eut, entre eux et les Chiléens indisciplinés, différentes actions et escarmouches dont le résultat fut favorable aux derniers. En 1812, Don Bernardo O'Higgins, alors capitaine de milice, vint joindre Carrera qui lui donna le rang de lieutenant-colonel dans la ligne, et bientôt après l'éleva à celui de brigadier-général, pour les importants services qu'il rendit avec les détachements de guérillas.

En 1813, les trois Carreras furent faits

prisonniers par les Espagnols avec un nombre considérable de leurs officiers, et renfermés à Talca. Le commandement de l'armée fut dévolu à O'Higgins, comme le plus ancien officier; il profita de cette circonstance, s'empara du pouvoir civil, se fit proclamer président et nomma un substitut pour gouverner la capitale pendant son absence. Les Carreras, ayant de l'argent à leur disposition, corrompirent leurs gardes à Talca et parvinrent à s'échapper. O'Higgins offrit aussitôt une récompense à ceux qui les arrêteraient. Les trois Carreras partirent immédiatement pour Santiago, déguisés en paysans, et se firent connaître à quelques amis; Don Luis fut arrêté et emprisonné; Don Juan se rendit déguisé aux baraques d'artillerie, il y entra et se découvrit aux officiers et aux soldats, qui le félicitèrent de son arrivée et promirent de le défendre. Il se rendit alors sur la place avec les soldats et délivra son frère Luis.

Les citoyens s'empressèrent de réintégrer les Carreras, et O'Higgins, en ayant appris la nouvelle, marcha avec son armée sur la capitale, laissant l'ennemi tirer avantage des discordes civiles. Carrera proposa d'unir leurs forces respectives, de marcher contre leur ennemi

commun, et de laisser ensuite aux hasards de la guerre ou aux suffrages du peuple à décider de leur querelle particulière. O'Higgins se refusa à ces propositions, et les deux généraux se préparèrent à en venir aux mains. Carrera choisit pour champ de bataille la plaine de Maypu où O'Higgins l'attaqua et fut repoussé. Les paysans commandés par Carrera, quoique victorieux, s'avancèrent amicablement vers leurs compatriotes, pour les engager à se désister de leurs prétentions au lieu de prendre la fuite, et de se rendre à leur chef, leur premier commandant, dont ils connaissaient les bonnes qualités. Cet avis salutaire fut accueilli par les vaincus, qui furent généreusement reçus et pardonnés. O'Higgins et ses principaux officiers furent faits prisonniers. Ils s'attendaient tous que leur général, justement offensé, les mettrait en jugement comme traîtres; mais ils obtinrent leur pardon et furent rétablis dans leurs anciens grades. O'Higgins fut réintégré dans le commandement de l'avant-garde, et reçut ordre de marcher vers Rancagua où Carrera se rendit bientôt après avec le reste de l'armée. Les Espagnols, profitant des dissentions qui étaient survenues entre les chefs pa-

triotes, recrutèrent, disciplinèrent de nouvelles troupes, et investirent la ville de Rancagua le 1er octobre 1814. Carrera et ses troupes s'y défendirent pendant quarante-huit heures, et lorsqu'ils eurent épuisé leurs munitions, se voyant obligés d'évacuer la place, ils s'ouvrirent, l'épée à la main, un passage au milieu des soldats espagnols. Le général Carrera et ses deux frères, O'Higgins, Benevente, le malheureux Rodrigues, et plusieurs des plus riches citoyens, traversèrent les Cordilières, laissant le général Osorio en possession de tout le Chili.

Le régime espagnol étant ainsi rétabli dans le Chili, les différents fonctionnaires qui avaient été déposés reprirent leurs emplois, et on établit un nouveau tribunal appelé de la *purification*, épreuve par laquelle devaient passer tous les Créoles qui désiraient être considérés comme loyaux sujets de l'Espagne. Ce tribunal était composé d'Espagnols, principalement d'officiers, ayant à leur tête, comme président, le célèbre Major San Bruno. On ne peut rien imaginer de plus arbitraire que la conduite de ce tribunal chargé d'examiner quelle avait été la conduite des habitants, et de les condamner ou de les acquitter à sa volonté, sans avoir

égard aux lois et aux formes établies. Les prisons furent remplies de victimes, les lieux d'exil encombrés de proscrits, par suite de cette inquisition politique, et le Chili gémit sous l'administration imprudente d'Osorio. Ce général oppresseur et Marco, au lieu de prendre des mesures conciliatrices, qui auraient pu attacher à leur parti les mécontents, les persécutèrent de toutes les manières, et provoquèrent la défiance, en sorte que l'inimitié qui se propageait en secret, saisit la première occasion favorable de conspirer, et de faire ressentir les terribles effets de la vengeance.

Le général Carrera poursuivit sa route vers Buenos-Ayres, où il s'embarqua pour les États-Unis, à dessein d'y aller solliciter des secours, tandis que O'Higgins, Rodrigues, Mc Kenni et Calderon, commencèrent à recruter, et à discipliner une nouvelle armée pour la réoccupation du Chili. Le commandement de cette armée fut donné à San Martin qui traversa avec elle les Cordilières, et le 12 février 1817, fut donné la bataille de Chacabuco, dont nous avons déjà fait connaître le résultat. A l'arrivée des troupes patriotes à Santiago, on y établit un gouvernement électif, dont le général

O'Higgins fut nommé suprême directeur.

Les Espagnols prirent possession de Talcahuano, et des provinces du sud, et reçurent des secours du Pérou, consistant dans le régiment de Burgos, un des plus beaux corps de troupes qui eussent été envoyées d'Espagne. Le général Osorio prit de nouveau le commandement de l'armée, et marcha sur la capitale, tandis que les patriotes rassemblaient toutes leurs forces pour s'opposer à lui. Les troupes espagnoles étaient composées d'environ cinq mille hommes régulièrement organisés, qui remportèrent plusieurs avantages, particulièrement à Canchârayada, où ils surprirent la nuit l'armée chiléenne, et la mirent en déroute. Si le général Osorio avait continué sa marche, il aurait pu entrer dans la capitale sans rencontrer la moindre opposition; mais, au lieu d'adopter cette mesure, il demeura à Talca et donna aux patriotes le temps de réunir leurs forces éparses. Ils déployèrent une grande activité; car, le 5 avril, ils se présentèrent dans la plaine de Maypu avec environ sept mille hommes, y compris la milice; mais il y avait parmi eux très peu de vétérans. O'Higgins, ayant été dangereusement blessé au bras droit à Chanca-rayada, ne put comman-

der les troupes, et resta dans son palais à Santiago; San Martin et Las Heras commandaient les patriotes, et Osorio les royalistes, dans cette mémorable journée qui mit le sceau à la destinée du Chili. L'action fut opiniâtre et sanglante pendant la plus grande partie du jour; dans l'après-midi, la fortune parut se déclarer en faveur des Chiléens, lorsque le lieutenant-colonel O'Brian observa que le régiment de Burgos cherchait à se former en carré; il dirigea aussitôt son cheval du côté où était le général San Martin et le pria de charger avec sa cavalerie, et d'empêcher ainsi que cette manœuvre ne s'exécutât, en déclarant que si elle s'effectuait, rien ne pourrait mettre obstacle à ce que l'ennemi arrivât à la capitale. San Martin ordonna à O'Brian de le faire, ce qu'il exécuta aussitôt, mit en déroute les Espagnols, et assura la victoire aux patriotes. Osorio, observant l'état où se trouvait le régiment de Burgos, prit encore la fuite avec un petit nombre d'officiers, et une partie de ses gardes-du-corps. Lorsque O'Brian retourna auprès du commandant en chef, lui portant la nouvelle de la victoire, il lui répondit familièrement, en lui offrant une bouteille de rhum : *toma*, prends.

Des cinq mille hommes commandé par Osorio, deux mille périrent sur l champ de bataille, et deux mille cinq cent furent faits prisonniers, avec cent quatre vingt-treize officiers, qui furent envoyé à travers les Cordilières, à la punta d San Luis, et à Las Bruscas. Le généra Osorio, avec une suite d'environ deu cents hommes, s'échappa du champ d bataille, et s'enfuit à la Conception.

Cette victoire remportée sur les Espagnols, assura aux Chiléens cette indépen dance complète pour laquelle ils n'avaien cessé de combattre depuis 1810; mais l gloire de ce grand œuvre fut ternie pa ce qui se passa à Mendosa, au côté es des Cordilières, aussi bien qu'à Quillot à l'ouest. Lorsque le général Carrera revint des Etats-Unis, ramenant avec lu plusieurs officiers et quelques munition de guerre, dans le dessein de préparer un expédition pour la liberté de son pays, i apprit, à son arrivée à Buenos-Ayres, qu ses deux frères y étaient prisonniers su parole, et qu'il ne leur était point permi de retourner chez eux, ni de joindre l'armée. Cette conduite surprit extrêmemen Carrera; mais à peine avait-il eu le temp de s'informer de ce qui était arrivé, qu'i fut lui-même arrêté, et embarqué sur un

brick de guerre de Buenos Ayres. Alors les deux frères, craignant le même sort, s'enfuirent : Don Luis le 17 juillet 1817, et Don Jose Miguel le 8 août. Ils furent arrêtés le 17, près de Mendosa, et jetés en prison, au moment où ils espéraient qu'il leur serait possible de traverser les Cordilières, et de servir encore leur pays.

Il paraît que Don Jose Miguel Carrera avait obtenu, pendant qu'il était à Rio Janeiro, une copie de la négociation qui avait été entamée en France par Don Antonio Alvares Jonte, l'agent de Pueyrredon, suprême directeur de Buenos Ayres, pour y établir une monarchie, et donner ce trône à Charles Louis, prince de Lucques, fils de Don Louis de Bourbon, héritier présomptif du duché de Parme, et de Dona Maria Louise de Bourbon, fille de Charles IV d'Espagne, ensuite nommés roi et reine d'Etrurie. La possession de ces documents et une connaissance de tout ce qui avait transpiré, firent voir d'un très-mauvais œil la visite de Carrera à Buenos Ayres, et inspira des soupçons à Pueyrredon qui, pour pourvoir à sa propre sûreté, jura la destruction de Carrera; mais il s'échappa du brick, et s'enfuit à Monte Video.

Don Jose Miguel et Don Luis étaient tous les deux de dangereux ennemis pour San Martin qui, apprenant leur arrestation, dépêcha dans cette ville son secrétaire Don Bernardo Monteagudo, pour leur faire leur procès : et comme il était nécessaire d'inventer un motif plausible pour les condamner, parce que celui d'avoir désobéi aux ordres du gouvernement auquel ils n'avaient point prêté serment de fidélité, ne pouvait être suffisant, Don Juan Jose fut accusé d'avoir assassiné, en 1814, le fils du maître de poste de San Jose, crime qui n'était pas prouvé. Comme cette accusation n'inculpait pas Don Luis, on dressa un autre plan qui pût compromettre les deux frères : quelques-uns des soldats alors de service à Mendosa furent envoyés aux prisonniers pour leur proposer des moyens de s'échapper, auxquels ils accédèrent ; et, le 25 février 1818, Pedro Antonio Olmos informa le gouverneur de Mendosa, que Don Juan Jose et Don Luis Carrera avaient formé un plan d'évasion pour la nuit suivante, et engagea Manuel Solis à appuyer cette déclaration. Cinq soldats furent adjoints, comme témoins, pour déposer contre les malheureux frères. Le 10 mars, l'information fut terminée ;

le 11 ils furent requis de produire leurs défenseurs, et le 4 avril le fiscal sollicita la sentence de mort; le 8 la sollicitation fut approuvée, comme conforme aux lois, par Miguel Jose Galigniana, et Bernardo Monteagudo, qui donnèrent l'ordre que le jugement fût exécuté. Les deux frères entendirent à trois heures la lecture de leur sentence, et furent fusillés à six. Ils quittèrent la prison en se donnant le bras et marchèrent vers la place de l'exécution; s'étant ensuite mutuellement embrassés, ils s'assirent sur un banc, et, ayant crié aux soldats de faire feu, ils s'embrassèrent de nouveau en mourant. L'opinion dominante est que, voyant que le parti des Carreras était très-nombreux dans le Chili, San Martin avait juré leur destruction, et avait envoyé lui-même au gouverneur Lusuriaga l'ordre de les faire fusiller. Après leur exécution, San Martin envoya à leur malheureux père un état des dépenses auxquelles avaient donné lieu leur procès, avec ordre de payer immédiatement, sous peine d'être mis en prison. Le vénérable vieillard paya cette amende de sang et expira deux jours après.

Tandis que cette tragédie avait lieu sur le côté oriental des Cordilières, une autre

se passait sous la même influence au côté occidental. Don Manuel Rodrigues avait obtenu le grade de colonel au service de son pays; il traversa les Cordilières après la défaite de ses compatriotes à Rancagua, resta avec O'Higgins, et contribua à discipliner l'armée commandée par San Martin; la bataille de Chacabuco ajouta autant de gloire que d'honneur à son nom, et le champ de bataille de Maypu le vit couronné de lauriers. Sa conduite comme militaire et ses manières nobles l'avaient rendu cher à tous ceux qui le connaissaient; mais l'éclat de ses vertus fut la cause de sa perte. Rodrigues fut arrêté et envoyé à Quillota où, quelques jours après, San Martin envoya un caporal et deux soldats, avec ordre de le leur remettre. Traîné le long de la route qui conduit à la capitale, sans qu'il lui fût permis de s'arrêter pendant la nuit à une maison devant laquelle ils passèrent, cet estimable Chiléen fut assassiné à minuit par les scélérats chargés de sa garde, et enseveli à une courte distance du grand chemin. Les parents de Rodrigues firent ensuite des recherches; mais ils ne purent obtenir au quartier-général de réponse satisfaisante, ni retrouver les soldats de son escorte, les seuls qui pouvaient

es éclairer sur son sort; car le général
ian Martin les avait envoyés à la Punta
le San Luis, sous la surveillance de son
onfident Dupuy, qui préparait alors
'exécution d'un autre crime.

CHAPITRE VII.

Formation d'une force maritime. — Massacre des prisonniers espagnols à San Luis. — Expédition maritime sous lord Cochrane. — Mauvais succès de l'attaque dans la baie de Callao. — Prise de Pisco. — Mort du lieutenant-colonel Charles. — Capture de vaisseaux espagnols à Guayaquil. — Retour de l'escadre au Chili.

Après l'expulsion des Espagnols, le directeur suprême O'Higgins, connaissant toute l'importance d'une force navale qui pourrait protéger les côtes du Chili, et ses intérêts commerciaux, contre les vaisseaux de guerre espagnols, s'occupa, avec autant de soin que d'activité, à se procurer non-seulement des vaisseaux, mais des officiers et des équipages; il acheta les deux vaisseaux Indiens le *Cumberland* et le *Windham*, qui reçurent ensuite les noms de *San Martin* et de *Lautaro*. Le Chacabuco et le Pueyrredon furent équipés; le Galvarino fut acheté, et la

aria Isabel prise. Mais la possession de ces
isseaux n'eût été qu'un fardeau onéreux
our le Chili, sans le dévouement et les
rvices de lord Cochrane, à qui les rives
ccidentales du Nouveau Monde doivent
ur émancipation, et l'Angleterre le com-
erce de cette riche partie du globe.

O'Higgins, désirant alléger le fardeau
e l'administration qui lui avait été con-
ée, nomma cinq sénateurs consultants;
ais il leur accorda imprudemment des
ouvoirs assez étendus pour les rendre
dépendants de son autorité, et, par
onséquent, devint lui-même soumis à
urs déterminations. Il en résulta d'in-
ombrables délais dans l'expédition des
faires qui ne furent plus traitées avec le
cret et la célérité toujours nécessaires
ans les affaires d'état, et souvent l'en-
emi eut le temps d'être instruit des des-
ins des Chiléens et de se préparer à en
ejouer l'exécution.

Lorsque l'escadre eut mis à la voile de
alparaiso, le 15 janvier 1819, sous le
ommandement de lord Cochrane, toute
attention des Chiléens fut dirigée vers
attente des victoires importantes qu'ils
péraient remporter, par son moyen,
ur les Espagnols du Pérou. Ils se consi-
éraient comme en sûreté sous la protec-

tion de la flotte, et se félicitaient d'avoir en ce moment transféré le théâtre de la guerre de leur propre pays sur le territoire ennemi; mais, tandis que les choses étaient dans cet état, on vit se reproduire une nouvelle scène d'horreur, susceptible non-seulement de surprendre les habitants de cette partie du Nouveau Monde, mais encore d'appeler sur la tête de son auteur l'exécration universelle. Voici l'extrait de la gazette ministérielle de Santiago, du 5 mars 1819, relatif à cet évènement.

« Le 8 février dernier, entre 8 et 9 heures du matin, mon soldat d'ordonnance m'informa que quelques-uns des officiers espagnols détenus à San Luis, désiraient me voir; je lui ordonnai de les laisser entrer; je m'entretenais alors avec le chirurgien Don Jose Maria Gomes, et mon secrétaire Don Jose Manuel Riveros. Le colonel Morgado, le lieutenant-colonel Morla et le capitaine Carretero, entrèrent. Carretero s'assit à ma gauche, et, après quelques instants, il tira de son sein un poignard et m'en frappa; mais heureusement je parvins à parer le coup. Carretero s'écria en même-temps : « Votre dernière heure est venue, coquin ! l'Amérique est perdue, mais vous ne nous

›happerez pas. » Je reculai pour me dé-
ıdre contre le colonel Morgado qui
ıerchait à me porter un second coup.
n ce moment le général Ordones, le co-
›nel Primo et le licutenant Burguillo en-
èrent ; le chirurgien Gomes quitta aus-
tôt la chambre pour appeler du secours,
; mon secrétaire Riveros fit tous ses ef-
›rts pour suivre son exemple; mais il en
ıt empêché par Burguillo. J'eus, pen-
ant un temps considérable, à me dé-
ıdre contre les six assassins, qui com-
ıencèrent à ralentir leurs efforts lors-
u'ils entendirent les cris du peuple qui
ntourait la maison et qui cherchait à
ntrer. Je leur demandai de me laisser
›rtir pour apaiser la populace, ce à quoi
s consentirent; mais, au moment où
ouvrais la porte qui conduisait du palais
ır la plasa, le peuple entra en foule et
›s immola tous, excepté le colonel Mor-
ado que je tuai de ma propre main.
insi fut vengée l'attaque dirigée contre
ıa personne.

» Je découvris, immédiatement après,
ue tous les officiers espagnols détenus
›i avaient formé un complot pour se dé-
vrer et passer du côté des guérillas com-
ıandées par Carrera et Alvear. Cependant
ı populace et les soldats prirent l'alarme,

et plusieurs des prisonniers payèrent de leur vie la témérité du plan qu'ils avaient conçu. J'ordonnai aussitôt à Don Bernardo Monteagudo de faire une procédure sommaire; quatre jours après en avoir reçu l'ordre, il m'annonça qu'elle était terminée, et, conformément à son opinion, j'ordonnai de fusiller les individus suivants : les capitaines Gonsales, Sierra et Arriola, les enseignes Riesco, Vidaurazaga et Caballo, les soldats Moya et Peres. Le nombre des ennemis qui ont péri consiste en un général, trois colonels, deux lieutenants-colonels, neuf capitaines, cinq lieutenants, sept enseignes, un intendant de l'armée, un commissaire, un sergent et deux soldats. Signé : Vicente Dupuy, lieutenant-gouverneur de San Luis. »

Il circula plusieurs autres récits de ces évènements plus ou moins impartiaux; mais qui presque tous s'accordaient dans les faits suivants :

« Dans la nuit du 7 février 1818, pendant que les officiers espagnols, prisonniers de guerre à San Luis, jouaient aux cartes avec Don Vicente Dupuy, celui-ci ayant perdu quelque argent, s'empara aussitôt de celui qui était devant le colonel Ribero, qui lui en fit des reproches, et, malgré

toutes les instances des spectateurs, lui lonna un soufflet. Les prisonniers prirent es armes qui se trouvaient dans la chambre. Le tumulte qui en résulta alarma la garde, et les prisonniers espagnols, craignant les résultats de cette affaire, mirent bas les armes, et demandèrent pardon à Dupuy; il le leur accorda, et il leur lonna sa parole d'honneur que, s'ils vouaient le laisser sortir, il calmerait l'effervescence de la garde et de la populace. Il sortit en effet; mais, au lieu d'apaiser les esprits, il répandit l'alarme, et excita le peuple à venger les insultes qu'il avait reçues des *godos* (goths, nom sous lequel les Espagnols étaient désignés). Dupuy rentra alors avec quelques soldats armés, et le général Ordones, le colonel Morgado, et six autres officiers furent égorgés. Le colonel Primo, voyant qu'il ne pouvait échapper à son sort, prit un pistolet et se donna la mort. Tout Espagnol rencontré dans les rues fut aussi massacré, et plusieurs même furent tués dans leurs maisons; il y eut en tout cinquante officiers assassinés dans cette fatale journée, et il n'en échappa que deux de ceux qui étaient alors à San Luis. »

Dupuy fut ensuite mis en jugement par ordre du gouvernement de Buenos

Ayres, pour plusieurs assassinats et actes de cruauté qu'il avait commis; il se défendit en produisant des ordres écrits de San Martin pour l'assassinat de Raposo et de Conde, et pour le meurtre du malheureux Rodrigues. Ces ordres étaient très-laconiques. « *Pasará por San Luis, tiene mi pasa-porte, recibale bien, pero que no pase el monte, al atro lado de San Luis. Prontitud, y silencio, asi conviene para el bien de la Patria.* Il passera par San Luis, il a mon passe-port, recevez-le bien, mais ne lui laissez pas passer le bois de l'autre côté de San Luis; promptitude et silence, cela est nécessaire pour le bien de la patrie. » Cependant Dupuy fut exilé à la Rioja d'où il s'échappa, et suivit San Martin au Pérou. Il assura aussi que l'ordre d'exécuter les Carreras, avait été verbalement donné par San Martin, avant qu'il quittât Mendosa.

La présence de Monteagudo à Mendosa, pour l'exécution des Carreras, et la coïncidence de cette mission avec une autre semblable dont il fut chargé à San Luis, donnent lieu à d'étranges conjectures; en y ajoutant la circonstance qu'il avait été arrêté dans la maison d'un négociant anglais, résidant à Santiago, et envoyé comme prisonnier, par ordre de San Mar-

tin, à San Luis où il fut toujours considéré comme tel, jusqu'au moment où il fut appelé pour faire le procès et rédiger la sentence de mort des prisonniers espagnols, ce qui parut avoir décidé sa libération personnelle ; car, aussitôt après, il traversa les Cordilières, et se rendit auprès de San Martin.

En 1818, les Espagnols, sous le commandement du général Sanches, évacuèrent la Conception et Talcahuano, traversèrent le Biobio et le territoire Araucanien, pour se rendre à Valdivia. Sanches dépouilla la ville de la Conception de tous les objets précieux qu'il pût emporter avec lui; tels que l'argenterie et les ornements des églises; il persuada aussi aux religieuses d'abandonner leurs cloîtres, et de suivre la fortune de l'armée, ce qu'elles firent, pour être ensuite abandonnées à Tucapel où elles restèrent parmi les Indiens.

Sanches laissa dans la ville d'Arauco un naturel du Chili nommé Benavides, avec la mission de harceler les patriotes de la Conception. Benavides était né dans la province de la Conception, et avait servi quelque temps dans l'armée nationale; mais il déserta pour entrer dans celle des royalistes; il fut fait pri-

sonnier à la bataille de Maypu, et condamné, avec plusieurs autres. Benavides fut fusillé avec eux dans l'obscurité, mais ne fut point atteint, quoique son visage fût couvert de poudre; en tombant, il fit quelques mouvements qui furent remarqués par un officier, qui lui donna de son épée à travers le cou, et le laissa pour mort; mais il conserva encore assez de force pour se traîner jusqu'à une petite maison, où il fut accueilli et guéri de ses blessures. Ce monstre se sauva de Santiago, joignit le général Sanches à la Conception, et reçut le commandement de la petite ville d'Arauco où commencèrent les hostilités les plus atroces qui aient dégradé la guerre de l'Amérique.

Cependant le gouvernement s'occupait alors à préparer une seconde expédition navale, destinée pour la côte du Pérou; les derniers avis d'Europe confirmèrent ceux qu'on avait reçus, annonçant l'armement à Cadix d'une flotte composée des vaisseaux de guerre l'Alexandre et le San Telmo, de la frégate la Prueba et de quelques petits bâtiments. L'escadre chiléenne n'était point en état de lutter contre de semblables forces, d'autant plus que les deux frégates, l'Esmeralda et la Vengansa, trois bricks de guerre et quel-

ques petits bâtiments marchands bien armés à Callao, devaient se joindre à l'armée navale envoyée d'Espagne. Il fut donc décidé que l'escadre tenterait de détruire les vaisseaux du port de Callao, en les brûlant. M. Goldsack, qui était venu au Chili, s'occupa à faire des fusées à la Congrève dont l'essai, fait à Valparaiso, répondit à l'attente de lord Cochrane.

Après que toutes les dispositions nécessaires eurent été terminées, l'escadre, composée de l'O'Higgins, du San Martin, du Lautaro, de l'Independencia qui arriva le 23 mai 1818, après avoir été construite aux Etats-Unis pour le gouvernement du Chili, du Galvarino, de l'Araucano, de la Victoria et de la Xeresana, deux vaisseaux marchands, qui devaient être convertis en brûlots si cela devenait nécessaire, quitta le port de Valparaiso le 12 septembre, et, ayant d'abord touché à Coquimbo, arriva le 28 dans la baie de Callao. Lord Cochrane annonça au vice-roi Pesuela l'intention où il était de détruire, si cela était possible, les vaisseaux qui étaient dans le port; mais il lui proposa, comme conditions auxquelles il consentirait à se désister de ce projet, de diminuer le nombre de ses vaisseaux,

dont il en verrait une partie sous le vent, et de combattre contre les forces espagnoles d'homme à homme, de canon à canon, si les vaisseaux quittaient leur mouillage; observant que, par ce moyen, on conservait les propriétés individuelles alors existantes dans la rade. Cependant Son Excellence n'accepta pas le défi, en disant qu'il était jusqu'alors sans exemple. Les préparatifs pour lancer les fusées sur les vaisseaux, commencèrent aussitôt; on en lança plusieurs dans la nuit du 1er octobre, mais sans effet. Le feu des batteries et des vaisseaux commença à l'instant du départ de la première fusée; cependant, il y eut peu de pertes des deux côtés. La flotte chiléenne perdit le lieutenant Bayley sur le Galvarino, et un matelot. Un des radeaux, sous la direction du lieutenant-colonel Charles, fut protégé par l'Independencia; le second, armé de deux mortiers, sous le commandement du major Miller, depuis général, fut protégé par le Galvarino; et le troisième, sous le capitaine Hinde, était défendu par le Pueyrredon. Le capitaine Hinde perdit par un accident son bout de feu, et envoya à bord du brick en chercher un autre, que le soldat laissa tomber sur les fusées, ce qui causa une ex-

plosion qui n'eut cependant pas de suites fâcheuses.

Dans les nuits des 2, 3 et 4, on lança plusieurs autres fusées, mais sans succès : les vaisseaux ennemis éprouvèrent bien quelques dommages; mais, le 4, ils furent complètement dégréés, précaution très-sage. Plusieurs des fusées firent explosion presque aussitôt qu'elles furent allumées; d'autres avant d'être parvenues à la moitié de leur hauteur; il y en eut qui prirent une direction opposée à celle qu'on leur avait donnée en les lançant, et il devint évident qu'il y avait eu quelque vice dans leur fabrication. En effet, en les examinant, on reconnut que quelques-unes contenaient des chiffons, du sable, de la sciure de bois, du fumier et de semblables matériaux, mêlés à la composition. Le colonel Charles, qui avait été chargé de surveiller la confection de ces fusées, ne put d'abord se rendre compte de ces mélanges; mais, à la fin, il se rappela que le gouvernement du Chili, dans la vue d'épargner le salaire des ouvriers nécessaires pour ce travail, avait employé les prisonniers espagnols à remplir les fusées; cette mesure impolitique aurait pu avoir pour résultat la perte de l'escadre; car, si les vaisseaux

attendus d'Espagne fussent arrivés, les forces chiléennes n'eussent pu lutter avec eux, surtout lorsqu'ils auraient été réunis à ceux qui étaient dans la baie de Callao.

Le 5, on découvrit au vent un grand vaisseau : on reconnut que c'était la frégate espagnole la Prueba, faisant partie de l'escadre attendue. Les avis que nous reçumes du rivage nous apprirent que l'Alexandre était retourné en Espagne ; et l'opinion générale était que le San Telmo s'était perdu à la hauteur du Cap Horn, ce qui fut ensuite confirmé.

Le brulôt étant prêt fut envoyé dans la baie sous le commandement du lieutenant Morgel ; aussitôt on entendit une forte canonnade des batteries et des vaisseaux, le vent se calma entièrement, et le brulôt se trouva dans un tel état, que le lieutenant Morgel fut obligé de l'abandonner, et il sauta avant d'être placé de manière à pouvoir nuire à l'ennemi. Par suite des nouvelles qu'on reçût le jour suivant, l'Amiral se décida à ne point lancer le second brulôt, et à se diriger vers le nord pour se procurer des provisions fraîches et de l'eau, ainsi que pour obtenir des nouvelles de la frégate espagnole. L'équipage du San Martin étant

ıalade, lord Cochrane l'envoya, avec
Independencia et l'Araucano, à Santa;
: Lautaro et le Galvarino à Pisco, pour
e procurer des liqueurs spiritueuses et du
in, dont les magasins royaux de cette
lace étaient remplis. Pisco étant gardé
ar des forces militaires, on fit embar-
uer une partie des marins de l'O'Hig-
ıns et de l'Independencia, et tous les dé-
ıchements réunis furent mis sous les or-
res du colonel Charles. Le 14 octobre, les
ois premiers bâtiments jetèrent l'ancre
ans le port de Santa, et aussitôt les
oupes commencèrent à s'emparer du bé-
ıil qui se trouvait dans les fermes appar-
enantes aux Espagnols, et à le conduire
ur le rivage; mais tout ce qui était reçu
es Créoles était toujours ponctuellement
ayé, ce qui rendit si furieux un Espagnol
ommé Don Benito del Real, qu'il se mit
la tête de quelques-uns de ses esclaves
t d'autres individus dépendants de lui,
t vint de Nepena à Santa où il surprit
n de nos matelots et le fit prisonnier; il
'en retourna aussitôt, et fit dire au vice-
oi Pesuela qu'il s'était emparé du frère
e lord Cochrane, déguisé. Ces nouvelles
urent insérées dans la gazette de Lima,
t rien ne peut exprimer le désappointe-
nent des royalistes de cette ville, lors-

qu'ils découvrirent que le noble prison
nier n'était qu'un simple matelot.

Les forces espagnoles stationnées
Pisco étaient composées de six cents hom
mes d'infanterie et de deux cents de ca
valerie, partie vétérans et partie milice
le fort était garni de six pièces de cano
de dix-huit livres de calibre, et deux piè
ces de campagne défendaient Pisco. Le
soldats commandés par le colonel Char
les, étaient au nombre de deux cent
hommes et de quatre-vingts marins
Après avoir pris le fort, ils avancèren
vers la ville qu'ils prirent aussi. Le colo
nel Charles tomba à environ cent verge
de la ville et fut aussitôt transporté à bor
du Lautaro où il mourut le lendemain
Ses derniers mots furent : « J'avais espér
vivre plus long-temps et consacrer m
vie au service du Chili. Le sort en a ordonn
autrement ; mais, du moins, capitain
Guise, nous avons mis les Espagnols e
fuite. » Ainsi périt le Desaix de l'Améri
que. Le major Miller prit le commande
ment des troupes ; arrivé à la plasa, il
fut grièvement blessé par un coup d
mousquet qui lui traversa le corps ; mai
il se rétablit pour continuer à servir l
cause de la liberté dans le nouveau monde
On parvint à embarquer une quantité

nsidérable de liqueurs spiritueuses et vin; mais les matelots devinrent tel-nent insubordonnés, par suite de la fa-ité qu'ils avaient de se procurer sur le age leur liqueur favorite, que le capi-ine Guise fut forcé de brûler les maga-ıs, consistant alors en environ quatorze illes dix-huit gallons de liqueurs spiri-euses et de vins.

La santé de l'équipage du San Martin ant un peu rétablie, il reçut l'ordre de rendre à Valparaiso avec l'Indepen-ıncia; et l'Amiral, avec l'O'Higgins, le ıutaro et le Galvarino, se dirigea vers rivière de Guayaquil, dans l'espoir d'y ouver la Prueba. Le 27, à onze heures ı matin, il entra dans l'embouchure de rivière, et le lendemain matin, au grand onnement des naturels du pays, il était ı mouillage de la Puna, où il trouva ux grands vaisseaux marchands espa-ıols, la Aquila et la Begona, presque ıtièrement chargés de bois, dont il empara.

La frégate espagnole la Prueba était ar-vée le 15 octobre à Puna; ayant placé on artillerie sur des radeaux, elle re-ıonta jusqu'à la ville, où il était impos-ble de la suivre, faute de pilotes. Lord ochrane quitta la rivière de Guayaquil

le 21 décembre. Les vaisseaux de guerr
et les prises reçurent ordre de se rendr
à Valparaiso; l'O'Higgins parut avoir l
même destination; mais, ayant atteint l'il
de Juan Fernandès, l'Amiral donna ordr
de faire voile vers Valdivia, au lieu d
Valparaiso; disant qu'il désirait examine
ce port, parce que le Vice-Roi du Pérou
avait annoncé aux Péruviens qu'un vais
seau de guerre était entré à Valdivia e
s'y radoubait pour faire ensuite une at
taque sur Valparaiso.

CHAPITRE VIII.

ord Cochrane reconnaît le port de Valdivia. — Prise du brick espagnol le Potrillo. —Arrivée à Talcahuano. — Expédition maritime contre Valdivia. — Troupes fournies par le général Freire. — L'O'Higgins échoue. — Prise de Valdivia. — Tentative sur Chiloë. — Retour de lord Cochrane. — Il se rend à Valparaiso. — Victoire remportée par Beauchef. — Conduite du gouvernement chiléen. — Lord Cochrane offre sa démission.

Le 18 janvier 1820, lord Cochrane entra dans le port de Valdivia sur sa chaloupe et revint peu de temps après, ayant eu le temps d'examiner le mouillage et de se convaincre que le vaisseau de guerre n'y était pas.

Pour oser entreprendre une excursion de cette nature, il fallait avoir le caractère hardi et entreprenant de lord Cochrane; lorsqu'on considère la force de ce Gibraltar de l'Amérique du sud, le nombre des batteries formant une chaîne

de défense, presque sans interruption, couronnées de canons dont les boulets peuvent traverser le passage dans presque toutes les directions. A six heures et demie une chaloupe avec un officier et trois soldats, vint à bord de l'O'Higgins; trompés par le pavillon espagnol, ils furent retenus et devinrent une prise importante. Immédiatement après, on aperçut un brick qui fut chassé et capturé : c'était le brick espagnol de guerre le Potrillo. Il avait été expédié de Callao avec de l'argent pour le gouvernement de Chiloë et de Valdivia, et allait alors de la première ville à la seconde.

Le 20, l'O'Higgins mouilla dans la baie de Talcahuano, et, deux heures après, le général Freire, gouverneur de la province, et sa suite, vinrent à bord féliciter l'Amiral de son arrivée.

Lord Cochrane eut alors une conférence secrète avec le général Freire, et lui proposa l'attaque de Valdivia dont il offrit de se charger avec quatre cents soldats, si le général voulait les mettre à sa disposition : le secret le plus profond en étant la condition expresse. Ce chef vraiment patriote consentit immédiatement à cette proposition, et donna sa parole d'honneur de ne pas même communiquer

au gouvernement le plan adopté jusqu'à ce que le résultat en fût connu. Il est impossible de ne pas admirer cette généreuse conduite de Freire : il prêtait une partie de ses troupes, lorsqu'il était à la veille d'attaquer Benavides, et s'exposait, en affaiblissant ainsi sa division, à déplaire à ses supérieurs si lord Cochrane ne réussissait pas; mais son amour pour son pays, et la haute opinion qu'il avait de l'Amiral détruisirent toutes les objections qui s'étaient d'abord offertes à sa pensée. La générosité de Freire est également digne d'éloge sous un autre rapport : il donnait une partie de ses forces à un autre chef, pour le faire jouir d'une gloire à laquelle il ne pouvait participer qu'en qualité d'Américain intéressé à soutenir la glorieuse cause de la liberté de son pays.

Il fut immédiatement donné des ordres pour préparer une expédition secrète; mais on fit mystérieusement circuler que sa destination était pour Tucapel, afin de harceler les forces ennemies à Arauco; et, la distance étant très-courte, les officiers et les soldats ne se chargèrent point de bagages. Tout fut prêt dans l'après-midi du 28, et deux cent cinquante hommes, avec leurs officiers, sous le commandement du major Beauchef, fu-

rent embarqués à bord de l'O'Higgins, du brick de guerre l'Intrépide et de la goëlette le Montezuma, qui était à Talcahuano. L'expédition mit à la voile dans la matinée, le vent ayant été constamment calme pendant toute la nuit.

Le 2 février, au sud de la Punta Galera, toutes les troupes, y compris les marins de l'O'Higgins, furent placées à bord du brick et de la goëlette ; l'Amiral s'embarqua sur la dernière et se dirigea vers la baie de Valdivia ; ayant jeté l'ancre au coucher du soleil, près d'une petite baie, appelée Aguada del Ingles, le major Beauchef prit le commandement des troupes embarquées à Talcahuano, et le major Miller, guéri de la blessure qu'il avait reçue à Pisco, se mit à la tête de ses braves marins, et concourut ainsi à ajouter un nouveau lustre à la réputation des forces militaires du Chili.

Un détachement de six soldats et d'un sergent fut envoyé en avant, sous le commandement de l'enseigne Vidal, jeune péruvien, ayant pour guide un des soldats espagnols qui étaient venus à bord de l'O'Higgins dans une chaloupe, à sa première apparition à la hauteur de Valdivia : ils chassèrent les Espagnols des deux canons placés en avant, et, suivant leurs

traces, arrivèrent à la batterie de San Carlos; mais après que la porte en eut été fermée.

Cette batterie est construite du côté de la terre avec des morceaux de troncs d'arbres placés les uns sur les autres jusqu'à la hauteur de dix pieds. Vidal, voyant qu'il était impossible de l'escalader, parvint à en arracher deux ou trois morceaux, et, suivi de son piquet, passa en rampant par le trou qui en était résulté. Étant entré, il forma sa petite troupe de vétérans, et commença à faire feu sur les soldats espagnols qui, ne pouvant distinguer ni le nombre ni la position de leurs ennemis, prirent la fuite en désordre, quelques-uns grimpant sur la palissade, tandis que d'autres ouvraient la porte et s'éloignaient avec moins de confusion. Deux officiers vinrent à Vidal, et lui dirent : « Pourquoi faites-vous feu sur nous qui sommes vos compatriotes? nous n'appartenons pas aux insurgents.— Je vous demande pardon, leur dit Vidal, vous appartenez maintenant aux insurgents : vous êtes mes prisonniers de guerre. » Les deux officiers étonnés rendirent aussitôt leurs épées. En ce moment, le capitaine Erescano, de Buenos Ayres, arriva avec quarante marins, et, sans hésiter un ins-

tant, égorgea les deux officiers, sourd aux remontrances et même aux menaces de Vidal qui lui dit que, dans un autre moment, il lui en demanderait satisfaction. Il quitta alors sur-le-champ Erescano, et poursuivit l'ennemi avec ses braves soldats. Il s'empara des batteries d'Amargos et des deux Chorocamayos de la même manière que celle qui lui avait réussi pour la batterie San Carlos, et Vidal avait passé le pont du château del Corral, lorsque le capitaine Erescano arriva avec ses quarante marins. Ainsi, dans l'espace de cinq heures, les indépendants se rendirent maîtres de toutes les batteries du côté sud du port.

Le troisième jour, à neuf heures du matin, l'O'Higgins mouilla à l'entrée du port, sous pavillon espagnol; les Espagnols de Niebla furent une seconde fois trompés; car, le prenant pour un vaisseau d'Espagne, ils firent le signal secret : la frégate n'y ayant point répondu, les soldats abandonnèrent aussitôt la batterie, et s'enfuirent dans le plus grand désordre. Après que l'O'Higgins eut jeté l'ancre, on envoya des détachements de troupes à Niebla et à la batterie de Mansera, sur la petite île du même nom. Il y avait un vaisseau dans ce port, c'était le Dolores,

autrefois sous pavillon chiléen ; mais dont, en novembre 1819, une partie de l'équipage s'était emparée à Talcahuano, et, ayant coupé les câbles, l'avait conduit à Arauco où Benavides fit débarquer ceux de l'équipage qui étaient accusés d'être insurgents, et ordonna de les fusiller immédiatement sur le rivage. Un enfant, témoin de cet horrible spectacle, s'étant mis à crier, Benavides, qui le remarqua, lui fit aussitôt sauter la cervelle avec un bâton. Ce misérable ne sachant que faire du bâtiment, l'avait envoyé à Valdivia où Lord Cochrane s'en empara.

Ce fut ainsi que l'importante forteresse de Valdivia fut annexée à la république du Chili par une de ces inépuisables ressources de guerre qui ont marqué la carrière de l'homme de génie sous la direction duquel ce plan fut conçu et exécuté. Lord Cochrane, ayant assisté en personne au débarquement des troupes, et donné ses ordres définitifs à Miller et à Beauchef, prit sa chaloupe, et, malgré le feu de la batterie de San Carlos, fit ramer le long du rivage en surveillant les opérations des troupes, et les animant par sa présence.

Quinze heures après le débarquement,

les indépendants étaient en possession des postes avancés d'Aguada del Ingles, d'el Piojo, de la Boca, et de Playa Blanco, des batteries de San Carlos, d'Amargos, du haut et du bas Chorocamayo, de Mansera, de Niebla, et du château del Corral, contenant en tout cent vingt-huit pièces d'artillerie.

Il y avait dans les magasins de Valdivia, huit cent quarante barriques de poudre, pesant chacune cent vingt-cinq livres, cent soixante-dix mille cartouches, environ dix mille boulets, dont plusieurs de cuivre, et, en outre, une immense quantité de provisions de guerre de toute espèce. La perte des indépendants fut de neuf hommes tués et de dix-neuf blessés. L'ennemi eut trois officiers et dix soldats tués et vingt et un blessés, en outre six officiers faits prisonniers, parmi lesquels étaient le colonel de Cantabria, Don Fausto del Hoyo, et soixante-seize sergents, caporaux et soldats espagnols.

Après avoir pris toutes les mesures nécessaires pour la sûreté du port, Lord Cochrane se rendit, avec une partie des troupes, à la ville qui avait été pillée par les Espagnols qui étaient en fuite sur Chiloë. Les habitants élurent aussitôt un gouvernement provisoire. En examinant la

correspondance qui était dans les archives, on trouva que Quintanilla, gouverneur de Chiloë, y faisait part à Montoya, ex-gouverneur de Valdivia, de ses inquiétudes; lui témoignant ses craintes d'une révolution à San Carlos. Cette circonstance engagea l'Amiral à se montrer à la hauteur de Chiloë, et même à y débarquer la partie de ses troupes dont il pouvait se passer à Valdivia. Il donna ordre de tout disposer pour l'embarquement, fixé au 12; mais malheureusement le brick l'Intrépide fut chassé de son mouillage par un vent violent de nord, et se brisa sur un banc de sable qui s'étend dans la baie depuis l'île Mansera. Cependant il fut immédiatement ordonné aux soldats de s'embarquer sur le Montezuma et le Dolores.

La réception des nouvelles inattendues de ce qui s'était passé, fut à Valparaiso un sujet de triomphe pour les amis de lord Cochrane, et un échec très-humiliant pour ses détracteurs; quelques-uns d'entre eux avaient fait tous leurs efforts pour déprécier ses services; son absence du Chili avait été interprétée comme une preuve de sa désobéissance aux ordres du gouvernement; mais les succès récents du noble Lord changèrent soudainement

la disposition des esprits, et lorsque la nouvelle de la prise de Valdivia arriva à Valparaiso, le cri de vive Cochrane! se fit entendre dans toutes les rues.

Le 13, lord Cochrane s'embarqua sur la goëlette le Montezuma, et mit à la voile, avec le Dolores, pour Chiloë, où les troupes furent débarquées, deux petites batteries prises et détruites. Le jeune enseigne Vidal fut encore nommé pour commander un détachement avancé de vingt-quatre soldats; en montant la hauteur sur laquelle est placé le château de la Corona, il en perdit 11 par une volée de mitraille qui partit de la batterie; il ordonna aussitôt au tambour de battre la retraite. « Cela m'est impossible, dit le jeune garçon en frappant ses baguettes l'une contre l'autre, car je n'ai plus de tambour. » En effet, son tambour avait été mis en pièces par un boulet. Cependant Vidal se retira, emmenant avec lui trois soldats blessés, et Miller, qui avait aussi été blessé par un morceau de mitraille qui avait pénétré dans la partie charnue d'une de ses cuisses; la retraite sur les chaloupes fut aussitôt ordonnée. La résistance faite dans cette place par les Créoles, dirigés par quelques moines, fut une preuve convaincante qu'ils étaient

le zélés défenseurs de la cause d'Espa-
ne; et comme les forces des patriotes
n'étaient pas suffisantes pour prendre la
ille, les soldats furent rembarqués.

Pendant l'absence de l'Amiral et de
es marins, une partie des troupes em-
barquées à la Conception fut mise en
arnison au château del Corral, sous le
ommandement de l'enseigne Latapia
ui, de sang froid et sans la plus légère
rovocation, ordonna de fusiller deux
es prisonniers : un caporal et un soldat.

Au retour de l'Amiral, Latapia fut mis
ux arrêts à bord, et on prit les déclara-
ions nécessaires pour le traduire devant
ne cour martiale selon les formes judi-
iaires admises en Espagne; il fut trans-
orté à Valparaiso comme prisonnier; sa
onduite et celle d'Erescano furent mises
ous les yeux du gouvernement, et lors-
u'on s'attendait à les voir condamner à
ne peine quelconque, on fut surpris
'apprendre qu'ils avaient obtenu de l'a-
ancement. Ces deux individus furent
nsuite employés par San Martin qui les
t encore monter en grade.

L'Amiral, ayant donné des ordres pour
xaminer et réparer l'O'Higgins, s'em-
barqua le 28 pour Valparaiso, sur le
Montezuma, emmenant avec lui cinq

officiers et quarante soldats prisonniers.

Le major Beauchef, ayant réuni les troupes qui, en y comprenant celles embarquées à la Conception et quelques volontaires de Valdivia, ne montaient qu'à deux cents quatre-vingts hommes, marcha sur le Llanos, parce qu'il avait appris que les Espagnols qui s'étaient enfuis de Valdivia, avaient juré à Chiloë qu'ils reviendraient et qu'ils étaient décidés à vaincre ou à périr dans cette tentative. Les deux partis se rencontrèrent le 6 mars, près de la rivière de Toro, et, après une action qui dura moins d'une heure, les officiers espagnols montèrent à cheval et prirent la fuite, abandonnant leurs soldats à leur sort. Le 10, Beauchef arriva à Valdivia, ramenant avec lui deux cent soixante-dix prisonniers avec tous les armes et bagages appartenants aux Espagnols.

Le 11 avril, les réparations de l'O'Higgins étant finies, l'escadre mit à la voile pour Valparaiso où elle arriva le 18.

Les forces espagnoles stationnées à Valdivia consistaient en une partie du régiment de Cantabria, une partie des dragons Casadores, en artillerie, pioniers, marins, infanterie et artillerie de la Conception, dans le bataillon de Valdivia, les

dragons des frontières et les lanciers du Laxa : c'étaient les restes de l'armée espagnole qui avait quitté la Conception sous les ordres du général Sanches en 1819 ; en outre, la garnison régulière du port, montant en tout à 1600 hommes, tandis que tous les soldats commandés par lord Cochrane ne dépassaient pas trois cent dix-huit hommes.

Le gouvernement du Chili ordonna qu'il fût frappé une médaille en commémoration de cette victoire importante, et elle fut distribuée aux officiers. Lord Cochrane espérait quelques récompenses pour les soldats, comme parts de prises ; mais le gouvernement ne voulait pas comprendre comment il pouvait être dû des parts de prise à une expédition navale, pour services rendus sur terre. Le Dolores ayant été chargé à Váldivia de munitions de guerre, l'Amiral demanda que la valeur pût être distribuée aux capteurs ; mais les munitions furent débarquées dans le magasin de Valparaiso.

On offrit à lord Cochrane, en présent et pour ses services personnels, un grand domaine dans la province de la Conception ; mais il renvoya sur-le-champ le titre qui lui en assurait la propriété, en déclarant qu'il n'avait réclamé de récom-

penses que pour ses troupes, et qu'il se trouvait amplement payé de ses travaux par la gloire qu'il avait acquise.

A cette époque, commença une série de complots qui eurent lieu successivement et parurent menacer la stabilité du gouvernement. Le régiment n° 1, stationné à Mendosa, se révolta, Benavides entra à la Conception, et s'y livra aux plus horribles excès. Les personnes accusées d'avoir conspiré furent arrêtées, et dans ce nombre furent compris les derniers restes de la famille Carrera, et d'autres individus qui avaient déplu au directeur suprême O'Higgins, ils furent tous embarqués à bord du brick de guerre le Pueyrredon, et envoyés sur la côte de Choco où on s'attendait qu'ils ne tarderaient pas à perdre la vie, et en effet, l'oncle de Carrera y mourut; mais, contre toute attente et même en dépit du gouvernement du Chili, celui de Colombie les reçut comme amis, et, quelques-uns des exilés étant officiers, Bolivar les incorpora dans son armée, et leur donna même de l'avancement, acte de justice dont il n'eut jamais à se repentir.

A cette époque lord Cochrane renouvela ses plaintes sur la manière dont le département de la marine était administré, et

sollicita le gouvernement de reprendre le commandement qu'il lui avait confié ; mais O'Higgins et San Martin le prièrent de continuer à commander les forces navales du Chili, en l'assurant qu'ils allaient prendre les mesures nécessaires et les plus actives pour la grande expédition du Pérou.

CHAPITRE IX.

Conduite du gouvernement du Chili envers lord Cochrane. — Préparatifs pour l'expédition du Pérou. — L'amiral met aux arrêts le capitaine Guise. — Il les suspend. — Lord Cochrane renvoie sa commission. — Lettre des capitaines et des officiers. — Le gouvernement renvoie à l'amiral sa commission. — Les marins étrangers refusent de servir. — Promesses de San Martin à ces marins. — Embarquement des troupes. — Départ de l'expédition. — Forces de l'escadre.

Lord Cochrane, dont les vœux les plus ardents étaient pour l'émancipation complète des colonies espagnoles, désirant concourir de tous ses moyens à l'accomplissement de ce noble dessein, reprit le commandement de l'escadre, comptant que le gouvernement du Chili tiendrait les promesses qu'il lui avait faites, et dont l'exécution lui avait été garantie par le général San Martin.

Le Directeur suprême, agissant au nom

de la République, fit de nouveau donation à lord Cochrane d'un domaine dans la province de la Conception, qu'il fut prié d'accepter comme un gage de reconnaissance pour les importants services que ces contrées avaient reçus de lui. Cette offre fut une seconde fois refusée par l'Amiral qui, désirant néanmoins donner une preuve non équivoque de son attachement pour les habitants du Chili, et de son intention d'établir sa résidence au milieu d'eux, acheta une terre appelée Quintero, à environ huit lieues au nord de Valparaiso. En visitant Quintero, lord Cochrane explora la baie appelée de la Herradura, et fit un rapport au gouvernement, accompagné d'un plan qui tendait à prouver que ce port réunissait beaucoup d'avantages que ne possédait pas Valparaiso, et qu'il pouvait devenir un établissement destiné à recevoir les vaisseaux de guerre de l'Etat; il finissait en offrant le terrain qui serait nécessaire pour un arsenal, et pour un dépôt général de marine. Au lieu d'un remercîment, il reçut, à sa grande surprise, une notification portant qu'en considération des grands avantages que présentaient le port de la Herradura, et le domaine de Quintero, avantages de la plus haute importance pour le Chili, lord

Cochrane était prévenu de cesser tous travaux d'amélioration sur ce domaine, parce qu'il n'en serait pas tenu compte par le gouvernement, dont Quintero et Herradura étaient déclarés propriétés, à dater de ce moment, sous condition de rembourser le prix d'achat et celui des améliorations déjà faites. Ce coup inattendu affecta péniblement lord Cochrane : il adressa immédiatement au Directeur suprême une réponse à cette notification; elle produisit une apologie, et une assurance que cette marche judiciaire était fondée sur les anciennes lois espagnoles, qui n'avaient pas encore été abrogées, et que cette notification n'était qu'une simple formalité que le procureur-général avait cru de son devoir de remplir. San Martin se rendit au mois de juin au port de Valparaiso, pour y inspecter les transports, et les troupes commencèrent à quitter le lieu où elles campaient à Rancagua, pour se rendre à Quillota, à douze lieues de Valparaiso, et s'y embarquer. Tout parut d'abord concourir à l'accomplissement de ce projet si important, et tous ceux qui étaient à la tête de l'opération, semblaient agir d'un commun accord, comme étant animés du désir d'étendre au Pérou le bonheur dont jouissait le

Chili, fruit de son émancipation du joug Espagnol.

Sur ces entrefaites, lord Cochrane fut obligé de mettre aux arrêts Guise, capitaine du Lautaro, de communiquer au gouvernement les accusations dirigées contre lui, et de demander en même temps qu'il fût jugé par une cour martiale. Ces accusations portaient sur des actes souvent répétés de négligence dans son service et d'insubordination; ils étaient divisées en treize chefs. Cet acte de l'Amiral étonna le gouvernement dont la majeure partie était alors à Valparaiso pour accélérer autant que possible l'armement et le départ de l'expédition. Il éprouva de la part des autorités l'opposition la plus prononcée, et après une correspondance très-animée, lord Cochrane adressa, le 16 juillet 1820, au ministre de la marine, une note dans laquelle il se plaignait de ce que l'autorité suprême encourageât l'insubordination et le mît dans l'impossibité d'être utile à la République; qu'en conséquence il offrait sa démission et même demandait des passe-ports si le gouvernement ne voyait pas avec plaisir son séjour dans ces contrées en qualité de citoyen.

La démarche que venait de faire le

commandant en chef fut connue, et le 17 on trouva sur le grand cabestan du vaisseau pavillon une note portant : attendu que lord Cochrane, fatigué de la conduite peu libérale du gouvernement à son égard, avait été obligé d'offrir sa démission, on invitait tous ceux qui étaient attachés à sa Seigneurie à se réunir à une heure à bord de l'Independencia pour y prendre une résolution.

Le 28 lord Cochrane reçut une lettre des capitaines Robert Forster, W. Wilkinson, Claudius Charles, T. Sackville, Crosby et James Ramsey, dans laquelle ils déclaraient que leur sort était intimement lié à celui de son Excellence, et la priaient de les informer de ce qu'ils devaient croire relativement à sa démission.

Lord Cochrane, leur ayant fait connaître dans sa réponse les raisons qui l'obligeaient à donner sa démission et l'incertitude où il était si elle serait acceptée, reçut le même jour une lettre signée de vingt-trois officiers commissionnés de l'escadre, avec la délibération suivante :

« Arrêté que *l'honneur*, *la sûreté* et *la prospérité* de l'escadre du Chili, reposent entièrement sur les talents et l'expérience du commandant en chef actuel ;

» Qu'attendu qu'il nous serait impos-

ible d'avoir pour un nouveau commandant la confiance illimitée et le respect ont nous sommes pénétrés pour celui ous les ordres duquel nous sommes en e moment, nous nous sommes déterminés à remettre nos commissions entre es mains, avec prière de les renvoyer au ouvernement. »

La démission des capitaines et officiers e l'escadre ne fut point remise par l'Amiral au gouvernement, de crainte que imminence du danger ne le forçât à dopter des mesures contraires à ses vues. éanmoins il ne tarda pas à être instruit e tout ce qui s'était passé, et le soir du 9, dans une conversation qu'il eut avec ord Cochrane, le général San Martin lui xprima son étonnement et son improation de la conduite des autorités, et rétendit ignorer complètement tout ce ui s'était passé. San Martin demanda à ord Cochrane s'il voulait consentir à la uspension des arrêts du capitaine Guise, t différer sa mise en jugement, jusqu'à n temps plus convenable, dans le cas ù le gouvernement lui en ferait la demande; l'Amiral y consentit, sous la ondition que l'autorité suprême reconaîtrait hautement que l'accusation inentée et les griefs produits étaient fon-

dés, et que la conduite du capitaine Guise était répréhensible. Par suite de cet arrangement, lord Cochrane reçut le 20 une note officielle du gouvernement, faite dans le sens demandé et dont il se trouva satisfait; en conséquence il leva aussitôt les arrêts du capitaine Guise et le réintégra dans ses fonctions.

Le même jour, 24 juillet, l'Amiral renvoya les commissions aux différents officiers, en leur adressant des lettres dans lesquelles il les remerciait des témoignages personnels d'estime qu'il en avait reçus. L'esprit qui présida à cette étrange affaire, est trop évident pour qu'on puisse s'y méprendre. Si le général San Martin eût tenu une conduite différente de celle qu'ont signalée ses opérations dans le Pérou, où il ne put s'appuyer d'aucun prétexte spécieux pour prouver qu'elle était dirigée par une autorité supérieure, on aurait pu attribuer au gouvernement du Chili la conduite aussi étrange qu'inconcevable qu'il avait tenue envers l'Amiral dans cette circonstance; tandis que les membres du gouvernement n'étaient que les agents du général en chef de l'expédition.

Il s'éleva inopinément une nouvelle difficulté que le gouvernement jugea d'a-

ord peu digne de son attention : le dé-
ut de marins étrangers sur les vais-
eaux de guerre. Le retard qu'avait mis
présidence à remplir les engagements
ris avec eux les avait dégoûtés du ser-
ice de l'État. Les parts de prises, ce
rand moyen d'émulation, leur avaient
té refusées, et, quoique plusieurs d'en-
e eux fussent sans emploi et errants
ans les rues de Valparaiso, très-peu
onsentirent à reprendre du service. Le
al commença à devenir très-sérieux,
le pouvoir suprême consulta l'Amiral
our savoir s'il ne conviendrait pas d'em-
loyer des moyens coercitifs; mais cette
sinuation ne trouva point accès auprès
e sa Seigneurie, qui témoigna au gou-
ernement son entière improbation, et
éclara que cette mesure éprouverait une
position légale de la part du plus an-
en officier anglais alors dans le port, le
pitaine Sherif, qui serait forcé, par
s devoirs, d'intervenir pour protéger les
arins anglais, quel que fût l'intérêt gé-
éralement connu que ce capitaine prît
la cause du Chili.

Le jour de l'embarquement approchait;
pendant les équipages des vaisseaux de
erre n'étaient point au complet, et
ux qui ne voulaient pas rester à terre

préféraient servir sur les transports où ils recevaient une paie plus forte que sur les vaisseaux de guerre. Le général San Martin, bien convaincu qu'il était nécessaire de prendre les mesures les plus promptes, publia une proclamation portant entre autres promesses : « A mon entrée à Lima je paierai ponctuellement à tous les marins étrangers qui quitteront le port de Valparaiso pour s'enrôler sur les vaisseaux de guerre appartenants à l'Etat, tous les arrérages de leur paie, et en outre, à chaque individu, selon son grade, une année de solde, comme récompense de ses services, s'il continue à remplir exactement ses devoirs jusqu'au jour de la reddition de cette place et de son occupation par les forces libératrices. »

Cette proclamation produisit l'effet désiré, et les équipages des vaisseaux furent immédiatement au complet.

Les différents corps de l'armée, y compris les troupes des Andes et celles du Chili, quittèrent le camp de Quillota et s'embarquèrent le 18. La partie du rivage situé entre le château San Jose et l'arsenal, fut choisi pour lieu d'embarquement, comme étant le plus propre à cette destination.

Le 19, à neuf heures du matin, le pa

villon national de la République fut déployé et salué aussitôt de vingt et un coups de canon par chaque batterie et chaque vaisseau de guerre.

Le 20 août, l'expédition mit à la voile et quitta le port dans l'ordre suivant : le vaisseau pavillon l'O'Higgins, ayant à bord le commandant en chef de l'escadre, lord Cochrane, conduisait l'avant-garde avec deux autres vaisseaux de guerre ; ensuite suivaient en colonne les transports, flanqués par trois vaisseaux de guerre ; l'arrière-garde était fermée par onze chaloupes canonnières qui suivaient l'Independencia et le San Martin, à bord duquel était le général en chef avec son état-major.

Le nombre des troupes destinées à assurer la liberté du Pérou s'élevait à quatre mille sept cents hommes. Il y avait à bord de quoi armer quinze mille hommes, si on parvenait à les recruter. Tant de préparatifs honoraient extrêmement le Chili, qui les devait aux efforts du patriotisme le plus ardent. Dix ans avant cette mémorable époque, le Chili n'était pour ainsi dire considéré que comme une province dépendante du Pérou, et ne se soutenait que par la vente de ses produits dans cette contrée. Les habitants

passaient pour des paysans grossiers et ignorants; mais néanmoins le patriotisme sincère, les efforts constants et la valeur indomptable de ces mêmes individus, avaient triomphé de tous les efforts des expéditions espagnoles envoyées contre eux, tant du Pérou que de la mère-patrie. Après s'être débattus chez eux contre le joug de l'oppression, et l'avoir secoué, ils se préparèrent à une nouvelle offrande sur l'autel de la Liberté, et réunirent leurs personnes et leurs propriétés pour faire participer le Pérou à ce glorieux état de liberté et d'indépendance qu'ils avaient su gagner à la pointe de la baïonnette, pour eux et leurs descendants.

Les forces navales sous le commandement de lord Cochrane, consistaient dans

La frégate l'O'Higgins,	vaisseau pavillon	de 48 canons
Le San Martin. .	de	64
Le Lautaro. . . .	de	44
L'Independencia.	de	26
Le brick le Galvarino. . . .	de	18
L'Araucano. . . .	de	16
Le Pueyrredon. .	de	14

Qui avaient à bord mille six cents individus, dont six cent vingt-quatre officiers étrangers et marins, presque tous anglais.

CHAPITRE X.

L'expédition met à la voile. — Son arrivée à Pisco. — Conférences. — Reprise des hostilités. — Proclamations. — Le colonel Arenales marche sur Ica. — Défaite des royalistes à Nasca. — Embarquement des troupes. — Arrivée à Ancon. — Révolution de Guayaquil. — Capture de la frégate espagnole l'Esmeralda. — L'armée marche sur Huacho. — Proclamations.

L'EXPÉDITION ayant quitté Valparaiso, 'O'Higgins entra dans la vallée de Coquimbo où l'Araucano et un transport avaient été envoyés pour embarquer quelques troupes ; ils se réunirent au reste de la flotte, qui se dirigea vers Pisco, rendez-vous général ; l'escadre entra dans la baie le 7 septembre. Le 8, les troupes commencèrent à débarquer ; mais le général San Martin ne leur permit de marcher vers Pisco, que lorsqu'il y eut trois mille hommes débarqués. Le 9, ces troupes se mirent en marche, formées en

trois bataillons carrés, sous le commandement du major-général Las Heras. L'ennemi avait quarante hommes de troupes régulières, et deux cents hommes de milice, commandés par le comte de Monte-mar. Les habitants de Pisco eurent le temps de se retirer, en emportant jusqu'aux meubles de leurs maisons, tandis qu'ils conduisaient devant eux, dans l'intérieur, leurs bestiaux et leurs esclaves. San Martin, ne voulant point attribuer l'absence des habitants de Pisco et le manque de provisions, à ses mouvements tardifs, mais aux sentiments de haine des Péruviens, en fut très-affecté, et commença à douter du succès de l'expédition.

Le jour où l'armée arriva à Pisco, le gouvernement constitutionnel avait été établi à Lima ; et le Vice-Roi était au spectacle, lorsqu'il en reçut la première nouvelle; il se retira aussitôt, après avoir entendu répéter : « *A cada cochino gordo, le llega su San Martin:* San Martin arrivera pour tous les cochons gras. » Faisant allusion aux foires tenues en Espagne le jour de la Saint-Martin, pour la vente des cochons gras.

Une partie du convoi qui s'était séparé de l'escadre en mer, arriva le 12, et le

soir un vaisseau de guerre espagnol, portant pavillon parlementaire, et ayant à bord un officier, fut envoyé par le Vice-Roi à San Martin, pour solliciter une cessation d'hostilités, et la nomination de commissaires pour concilier les intérêts de l'Espagne et de l'Amérique. Le 26, les députés se réunirent à Miraflores, à deux lieues au sud de Lima, et signèrent un armistice de huit jours; mais les conférences n'eurent aucun résultat utile. Les députés espagnols demandaient la reconnaissance du gouvernement constitutionnel d'Espagne et l'évacuation du territoire Péruvien par les forces chiléennes; les patriotes, au contraire, exigeaient impérativement la reconnaissance de l'indépendance absolue du pays : ces bases respectives étant celles sur lesquelles il était ordonné aux députés conciliateurs d'insister, la conférence finit le 4 octobre, et le 5 les hostilités recommencèrent.

A l'arrivée de l'expédition à Pisco, il parut plusieurs proclamations; celle du Directeur suprême du Chili contenait ce qui suit :

« Péruviens, voici le pacte et les conditions que viennent vous offrir vos frères du Chili. Vous serez libres et indépendants; vous constituerez vous-mêmes vos

lois, par la volonté impartiale et spontanée de vos représentants ; aucune influence militaire ou civile, directe ou indirecte, ne sera exercée sur vos institutions sociales par vos frères du Chili ; vous congédierez, lorsque cela vous conviendra, la force armée envoyée pour vous protéger, et sans aucun égard pour votre danger ou votre sûreté, si vous croyez devoir agir ainsi. Les troupes n'occuperont jamais une ville libre, à moins qu'elles n'y soient appelées par les magistrats légitimes. »

Le 13 octobre, San Martin fit sortir des presses de l'armée le paragraphe suivant :

« Peuple du Pérou, j'ai fait connaître l'objet de ma mission à votre égard ; je viens pour remplir l'attente de tous ceux d'entre vous qui désiraient la liberté du pays qui leur a donné le jour, et être gouvernés par leurs propres lois. Le jour où le Pérou aura librement prononcé sur ses institutions, quelles qu'elles puissent être, mes fonctions cesseront, et j'aurai la gloire d'annoncer au gouvernement du Chili, dont je suis sujet, que ses héroïques efforts ont obtenu le résultat aussi heureux que mérité d'avoir donné la liberté au Pérou, et consolidé la sûreté des états voisins. »

La suite montrera jusqu'à quel point fu-
ent oubliées des promesses si solennelles,
t combien les terribles résultats qui sui-
irent un tel système de duplicité et de
léception, doivent avilir le nom d'un sim-
ple particulier, et ternir l'honneur d'un
homme public.

Les hostilités ayant recommencé le 5
octobre, le colonel Arenales, à la tête
d'une division de douze cents hommes et
de deux pièces d'artillerie, quitta Pisco,
pour marcher sur Ica où il arriva le 16;
il fut reçu par la corporation et les habi-
tants de la ville, avec les plus fortes mar-
ques d'un sincère enthousiasme pour la
cause de la liberté. Le colonel Quimper et
le comte de Monte-mar, avec huit cents
hommes de troupes, s'enfuirent d'Ica;
mais deux compagnies, ayant leurs officiers
à leur tête, retournèrent sur leurs pas et
vinrent joindre Arenales. Une partie de
la division fut envoyée le 12 à La Nasca
où elle entra, et mit l'ennemi en déroute
complète. Quimper et Monte-mar s'échap-
pèrent grâce à la vitesse de leurs chevaux;
mais tous les bagages, consistants en ar-
mes, munitions et équipages, furent pris,
avec six officiers et quatre-vingts soldats.

Le 15 on prit aussi environ cent mules
chargées de provisions appartenantes à

l'ennemi, et Arenales, ayant établi à Ica un gouvernement indépendant, continua sa route vers Guamanga.

Les troupes de l'expédition furent réparties sur les différentes propriétés situées dans le voisinage de Pisco, de Chincha et de Canete, appartenantes aux Espagnols ou aux Américains qui s'étaient montrés opposés aux desseins des forces libératrices, principalement sur les domaines du comte de Monte-mar. Tous les esclaves en état de porter les armes et qui témoignèrent le désir de servir dans l'armée de San Martin, furent déclarés libres; néanmoins le nombre qui se présenta ne répondit point à l'attente du chef, et son mécontentement, en voyant ce qu'il considérait comme de mauvais augure pour la cause sacrée, commença à faire naître en lui une impatience qui approchait du désespoir ; il informa lord Cochrane, qu'il se proposait de porter son quartier-général à Truxillo ; mais heureusement l'Amiral lui conseilla de se désister d'un plan qui eût entièrement ruiné toutes ses espérances. Truxillo étant à la distance de cent lieues au nord de Lima, il eût été presque impossible à ses troupes de traverser un tel pays, sans éprouver les plus grandes privations, et, faute des provi-

ions nécessaires, le retour par mer eût eut-être été impraticable; en outre, la livision sous le commandement d'Are-ales, eût été abandonnée à son sort, et resque livrée à l'ennemi. Le seul motif ui pût engager San Martin à prendre ette position, était que Truxillo est une ille entourée de murs, où il est facile de enir, et à une courte distance du port de ner de Huanchaco. Cependant il fut ré-olu de porter le quartier-général au nord le Lima, et, le 22, les troupes commen-èrent à s'embarquer.

Le 26, toute l'expédition libératrice uitta la baie de Pisco, et, le 29, elle rriva à la hauteur de Callao où les vais-eaux mouillèrent sous l'île de San Lo-enzo, offrant tout-à-coup aux regards tonnés des habitants de Lima, l'aspect es forces envoyées pour affranchir la mé-ropole de l'Amérique du sud des chaînes e la servitude coloniale. Le 13, les trans-orts, sous le convoi du San Martin, en-rèrent dans la baie d'Ancon. L'O'Higgins, a Lautaro, l'Independencia et le brick 'Araucano, restèrent dans la baie de Callao.

Le 3 novembre, lord Cochrane étonna es habitants, en passant avec son vais-eau par l'étroit passage appelé le Boque-

ron, entre l'île de San Lorenzo et le continent. Jamais les Espagnols n'avaient vu de vaisseau de plus de cinquante tonneaux tenter ce qu'ils virent faire alors par une frégate de cinquante canons. S'attendant à le voir échouer à chaque instant, ils avaient armé leurs chaloupes canonnières, et s'étaient formés en ligne, prêts à l'attaquer à l'instant où ils le verraient toucher. Pour jouir de ce spectacle, les batteries étaient couvertes de monde; mais, à leur dernier étonnement, il passa le détroit, les laissant ruminer à leur aise sur la tactique du commandant de l'escadre chiléenne.

Après avoir passé le Boqueron, l'Amiral découvrit un vaisseau et une goëlette; le vaisseau était anglais, la goëlette se trouva être l'Alcance de Guayaquil, apportant les nouvelles de la révolution et la déclaration d'indépendance de cette ville et de sa province, et ayant à bord l'ex-gouverneur et les autorités espagnoles. Guayaquil suivit l'exemple des autres villes de l'Amérique du sud dans la manière dont elle secoua le joug colonial. Les mandataires espagnols furent déposés, et un nouveau gouvernement établi, le 9 octobre, sans effusion de sang, et même sans qu'aucune insulte fût faite aux individus déposés.

L'esprit aventureux de lord Cochrane onçut aussitôt le dessein d'accomplir le lus bel exploit qui ait honoré les armes atriotes dans le nouveau monde. Les eux frégates espagnoles, la Prueba et la 'engansa, s'étaient éloignées de la côte u Pérou, et le seul vaisseau de force imosante laissé à Callao, était la frégate Esmeralda. Elle était à l'ancre dans ce ort, gardée par quinze chaloupes canonières, deux goëlettes, deux bricks de uerre et trois grands vaisseaux marhands armés en guerre; protégée en utre par les forts et les batteries du riage, et par une estacade flottante qui ntourait tous les vaisseaux placés près u rivage de Boca-negra, et ouverte seument du côté du nord. L'Amiral forma projet d'enlever la frégate, les bricks, s goëlettes, et autant de chaloupes et de isseaux marchands qu'il lui serait posble. Cette entreprise hardie devait être xécutée par les volontaires seuls; mais rsque la proposition en fut faite, le 3 ovembre, aux équipages des différents isseaux, tous demandèrent d'une voix nanime à partager la gloire de cette aíire.

Le 4 novembre, quatorze chaloupes nonnières de l'escadre du Chili furent

armées, et remplies de volontaires, elles s'éloignèrent des vaisseaux à dix heures et demie du soir; mais lord Cochrane n'avait ordonné cette manœuvre que pour exercer ses soldats.

Le 5 étant le jour fixé par l'Amiral pour son entreprise, le marin chargé des signaux sur le vaisseau pavillon fut envoyé aux signaux de pavillon élevés sur l'île de San Lorenzo, où il en hissa deux ou trois et l'O'Higgins lui répondit; aussitôt le Lautaro, l'Independencia et l'Araucano levèrent l'ancre, et sortirent de la baie, laissant près des bords de l'O'Higgins les chaloupes et les volontaires. Cette ruse de guerre réussit complètement, et les Espagnols demeurèrent convaincus qu'ils n'avaient rien à craindre pour la nuit, parce qu'ils supposaient que quelque voile avait été découverte en pleine mer, et que les vaisseaux étaient sortis pour aller à sa poursuite. Tout étant ainsi disposé, les troupes se rembarquèrent à dix heures du soir dans les chaloupes, et se dirigèrent vers le mouillage intérieur. La frégate des Etats-Unis la Macedonia, et la frégate anglaise l'Hypérion, étaient à l'ancre en dehors de l'estacade, et, en passant devant la première, les barques furent hélées par la sentinelle de dessus le

pont, à laquelle l'officier de service ordonna aussitôt de garder le silence; plusieurs officiers de ce bâtiment accoururent sur le pont, souhaitèrent à voix basse aux patriotes un heureux succès, et témoignèrent combien ils auraient désiré pouvoir se joindre à eux. Il n'en fut pas de même de l'Hypérion : quoique les chaloupes ne fussent pas aussi près d'elle, ses sentinelles continuèrent à les héler jusqu'à ce qu'elles fussent toutes passées.

Les chaloupes, contenant deux cent quarante volontaires, s'avancèrent en deux divisions; la première sous le commandement du capitaine Crosby, du vaisseau pavillon; la seconde commandée par le capitaine Guise du Lautaro, et toutes deux sous le commandement immédiat de l'Amiral qui, à minuit, passa l'estacade. Lord Cochrane, étant dans la première chaloupe, fut hélé par une chaloupe canonnière; mais, sans répondre, il rama près d'elle, et, se levant, dit à l'officier : « Silence ou la mort! encore un mot et je vous passe au fil de l'épée. » Sans attendre la réponse, quelques coups de rame portèrent les chaloupes le long du bord de l'Esmeralda : aussitôt l'Amiral s'élança sur le passe-avant et tua la sentinelle;

celle qui était placée au côté opposé mit son fusil en joue et fit feu. Lord Cochrane répondit à ce feu, et étendit la sentinelle à ses pieds; alors, se tournant du côté des chaloupes, il cria : « En haut, mes enfants, elle est à nous! » Les soldats et les matelots montèrent alors de tous les côtés et le gaillard d'arrière fut pris immédiatement. Les Espagnols coururent alors au château d'avant où ils se défendirent, et entretinrent, pendant dix-sept minutes, un feu très-vif de mousqueterie; mais ils furent enfin obligés de se rendre. A peine les patriotes avaient-ils pris possession du gaillard d'arrière, qu'une chaloupe canonnière placée tout près, fit feu; le coup brisa le tillac sous les pieds du capitaine Coig, commandant l'Esmeralda, et le blessa dangereusement; il tua aussi deux marins anglais et un créole; mais l'officier et l'équipage de la chaloupe l'abandonnèrent aussitôt.

La frégate était dans un excellent état de défense et son équipage très-bien discipliné; les soldats dormaient tous à leurs canons, et la garde des marins sur le gaillard d'arrière; ces derniers furent si prompts lorsque l'Amiral y sauta, qu'il semblait qu'ils étaient prêts à le recevoir. Si les chaloupes commandées par le

capitaine Guise n'avaient pas abordé, presqu'au même moment, derrière les marins, l'Amiral et un grand nombre d'autres qui l'avaient abordée à tribord, auraient succombé. Lord Cochrane reçut un coup de feu à travers la cuisse; mais, jusqu'au moment où le vaisseau fut pris, il ne fit point attention à sa blessure, et n'y donna d'autre soin que de l'entourer d'un mouchoir; ensuite il s'assit sur un des canons du tillac d'arrière et étendit sa jambe sur un hamac, attitude qu'il conserva jusqu'à trois heures du matin; alors il alla à bord de l'O'Higgins pour se faire panser par un chirurgien.

Dans les ordres que l'Amiral avait transmis aux capitaines avant l'attaque, se trouvait celui-ci :

« Les deux bricks de guerre devant être attaqués par la mousqueterie qui partira de l'Esmeralda, les lieutenants Esmond et Morgell en prendront possession dans les chaloupes qu'ils commandent; cela fait, ils les mettront en dérive, les feront sortir du port, et mouiller au large aussi promptement que cela sera possible. Les chaloupes de l'Independencia s'occuperont à mettre en dérive tous les vaisseaux marchands espagnols qui sont à l'extérieur, et celles de l'O'Higgins et

du Lautaro, sous les lieutenants Bell et Robertson, mettront le feu aux carènes les plus avancées; mais il ne faut point les faire dériver de manière à ce qu'elles aillent sur les autres. »

L'intention de lord Cochrane était de nettoyer la baie, conformément aux instructions qu'il avait données; mais, ayant été blessé, et la résistance faite par les Espagnols à bord ayant été plus grande qu'il ne s'y était attendu, le capitaine Guise ordonna de couper le câble, ce qui ayant été exécuté, la frégate commença à dériver de son mouillage. Les batteries furent très-actives pendant l'engagement; et lorsque l'Hypérion et la Macedonia plièrent leurs voiles de hunier, et commencèrent à se mettre hors de portée du canon, le feu redoubla.

D'après les états trouvés à bord de la prise, il paraissait qu'elle avait trois cent vingt personnes à bord, outre quelques étrangers qui avaient pensé qu'il ne se passerait ce jour-là rien d'extraordinaire. Le lendemain, lorsque les prisonniers furent passés en revue, leur nombre ne s'éleva qu'à cent soixante-treize; ainsi leur perte fut de cent cinquante-sept hommes, sans compter un grand nombre de blessés qui, le 6, à neuf heures du

soir, furent envoyés à terre sur un parlementaire. La perte des patriotes s'éleva à onze hommes tués et vingt et un blessés. L'Amiral proposa immédiatement au Vice-Roi un échange de prisonniers qui fut accepté. La perte de l'Esmeralda porta un coup mortel aux forces maritimes des Espagnols dans la mer Pacifique, et produisit à Lima un effet des plus extraordinaires. Les Espagnols se portèrent à un tel degré de frénésie dans Callao, que quand le canot de marché appartenant au vaisseau la Macedonia des Etats-Unis, vint à terre, l'équipage fut assassiné par les royalistes furieux qui crurent que, dans la nuit précédente, il avait prêté secours aux patriotes.

Le capitaine Downes, commandant de la Macedonia, dans une lettre au général San Martin, dit : « Je félicite bien sincèrement lord Cochrane de la capture de l'Esmeralda : jamais on n'a exécuté avec plus d'adresse un si brillant exploit. »

Le 9 novembre, l'armée quitta la baie d'Ancon, et vint à Huacho où les troupes commencèrent à débarquer, et le quartier-général fut établi le 12 à Huaura.

Le général San Martin distribua à Ancon plusieurs proclamations. Dans une

d'elles, adressée aux Espagnols résidants au Pérou, il dit : « Espagnols, je ne suis point venu dans ces lieux pour déclarer la guerre aux personnes ni à leurs fortunes; l'ennemi de la liberté et de l'indépendance américaine est le seul objet en butte à la vengeance de l'armée de *la patrie*. Je vous promets, de la manière la plus positive, l'inviolabilité de vos personnes et de vos propriétés, et que vous serez traités comme doivent l'être des citoyens respectables, si vous concourez au succès de la grande cause. » Il promit à chaque soldat qui consentirait à abandonner les armes, « un passage sûr et commode en Europe, s'il le désirait, ou, s'il préférait rester au service ou vivre en Amérique en simple citoyen, les mêmes avantages et garanties dont jouissaient les défenseurs de ces contrées. »

De semblables promesses furent renouvelées à Huacho par un décret :

« Les marchandises et propriétés des Espagnols, excepté de ceux qui ont publiquement travaillé à prolonger les maux de la guerre par leurs écrits séditieux, sont sous la protection de l'armée libératrice du Pérou, de la même manière que peuvent l'être les propriétés des Américains.

» Les Espagnols qui, après que nous

aurons pris possession de Lima (si les hasards de la guerre nous le permettent), solliciteront des lettres de naturalisation, les recevront, et seront reconnus citoyens du Pérou. »

CHAPITRE XI.

Le bataillon de Numance se joint à l'armée libératrice. — Victoire remportée par Arenales à Pasco. — Insubordination des officiers de la Valdivia. — Cour martiale. — Conduite du général San Martin. — Le vice-roi Pesuela est déposé et remplacé par La Serna. — Capture de la goëlette l'Aransasu. — Débarquement à Pisco. — A Arica. — Combat à Mirabe. — Armistice entre les généraux San Martin et La Serna. — Sa prorogation. — Lord Cochrane se rend à Callao.

Le 3 décembre, le bataillon de Numance, fort de six cent cinquante hommes, quitta le service du Vice-Roi de Lima pour passer à celui de la patrie, et se joignit à un détachement de l'armée libératrice envoyé au-devant de lui à Retes, dans la vallée de Chancay. Il y avait eu précédemment une correspondance secrète entre les officiers de ce corps et San Martin, qui leur fit beaucoup de promesses qu'il ne tint pas. La perte d'une

partie si importante de l'armée fut très-sensible à Pesuela et à tous les Espagnols de Lima, et devint une addition très-considérable aux forces de l'armée libératrice. L'arrivée individuelle d'officiers et de soldats venant de Lima, s'accrut tous les jours. Le 8, trente-six officiers et un grand nombre d'habitants respectables de cette ville arrivèrent à Chancay, et se réunirent aux forces libératrices.

Le 11, on reçut à Huaura les nouvelles de la victoire remportée à Pasco par le colonel Arenales sur le général O'Reilly, commandant une division de l'armée royale, forte de douze cents hommes. Après l'action, qui eut lieu à Ica le 6 octobre, Arenales s'avança dans l'intérieur avec sa division, et, le 3, il entra dans la ville de Huamanga; mais les autorités espagnoles s'en étaient éloignées en emportant les fonds publics. Les habitants d'Huamanga firent le meilleur accueil aux troupes patriotes, et déclarèrent volontairement leur indépendance de l'Espagne et de ses mandataires. Le 6, la division quitta la ville, continua sa marche vers le district de Tarma, et l'avant-garde arriva à Jauja, à trente lieues de Lima, au moment même où les Espagnols l'abandonnaient. Il y eut une escarmou-

che, dans laquelle ces derniers eurent huit hommes tués et vingt et un prisonniers, y compris quatre officiers. Le 22, une division avança sur la ville de Tarma, et y entra le 23; aussitôt elle se déclara indépendante de l'Espagne. Il y eut, le 6 décembre, un combat très-vif à Pasco; l'ennemi y perdit cinquante-huit hommes restés sur le champ de bataille, dix-sept blessés, trois cent quarante-trois prisonniers, y compris vingt-huit officiers; deux pièces d'artillerie, trois cent soixante mousquets, des étendards, des munitions, des bagages et des ustensiles de guerre; mais le général O'Reilley s'échappa et se rendit à Lima. A la réception des nouvelles de la victoire remportée à Pasco sur les royalistes, la ville et la province de Huanaco déclarèrent leur indépendance, et les villes de Cuença et de Loxa, sous la juridiction de Quito, apprirent aussi au général San Martin qu'elles avaient abjuré toute domination étrangère, et inscrit leurs noms sur la liste des états libres et indépendants. Le 4 janvier, on apprit la révolution de Truxillo, sous la direction de son gouverneur espagnol le marquis de Torre Tagle.

Un tel enchaînement d'évènements, plus heureux les uns que les autres, était

ertainement beaucoup plus favorable
ue n'avait pu le prévoir le général de
'armée libératrice. Depuis le 5 novembre
usqu'au 5 janvier, les Espagnols avaient
erdu, dans l'Esmeralda, toutes leurs
orces navales, par la disparition de la
'rueba et de la Vengansa. Le bataillon de
umance, considéré comme la fleur de
armée et le plus ferme appui de leur au-
orité, avait déserté leur cause; la divi-
ion commandée par leur plus fidèle gé-
éral, O'Reilly, avait été défaite par des
orces inférieures. Toutes les provinces
u nord de Lima avaient déclaré leur in-
épendance et fournissaient leur contin-
ent d'hommes et de divers articles néces-
aires aux besoins de l'armée patriote alors
ampée à environ trente lieues de la capi-
ale du Pérou; ils avaient tout perdu ex-
epté l'espérance, dernière consolation de
eux à qui il ne reste pas autre chose;
ndis que tout semblait favoriser la cause
es forces libératrices et les inviter à cou-
onner leur glorieuse carrière par leur
ntrée dans Lima.

La position occupée par les troupes
oyales entre Lima et Ancon, sur un lieu
ppelé Asna Pugio, est très-marécageuse;
e nombre des hommes attaqués de fièvres
ntermittentes augmentait tous les jours;

les hôpitaux de Lima en étaient pleins, et leur diminution, tant par la mort que par la désertion, alarmait extrêmement le Vice-Roi. Les désertions auraient été plus considérables si la distance du quartier-général de San Martin n'avait pas été auss grande, parce que plusieurs déserteur furent arrêtés et fusillés par les royalistes

Le 2 février, les officiers de l'ex-Esme ralda, depuis nommée, par le général Sa Martin, la Valdivia, en commémoratio de l'importante victoire remportée en c lieu par l'amiral Cochrane, adressèren au capitaine Guise une lettre dans laquell ils demandaient que la frégate reçût u autre nom que celui de la victoire rem portée par l'Amiral.

Cette lettre, et la conduite subséquent des officiers, obligèrent lord Cochrane d les faire jugér par une cour martiale qu fut tenue le 2 mars.

Par la sentence, deux furent renvoyé du service de l'Etat, et trois chassés d leurs vaisseaux, après avoir été sévère ment réprimandés et admonestés par l Cour; mais pour être recommandés en suite par elle au commandant en chef, l'effet de remplir d'autres emplois.

Pendant les arrêts des officiers de l Valdivia, lord Cochrane voulut dirige

ıne attaque sur les vaisseaux de guerre, es chaloupes canonnières et les fortifica-ions de Callao, et donna en conséquence es ordres le 12 février. Le capitaine Guise épondit qu'il ne pouvait exécuter cette ission avec le concours d'autres offi-iers que ceux qui étaient aux arrêts, et ue, dans le cas où il ne leur serait pas ermis de revenir sur leur vaisseau pour ette attaque, il devait cesser de le com-ıander. Après quelques lettres échan-ées, le capitaine fit savoir à lord Co-ırane qu'il avait remis le commande-ıent de la Valdivia au lieutenant She-herd, et se considérait comme remplacé. 'Amiral envoya pour la quatrième fois, ais sans plus de succès, au capitaine uise l'ordre d'agir en qualité de com-andant de la Valdivia, demandant ca-goriquement s'il voulait, ou non, obéir ses ordres.

Le 22 février, lord Cochrane ordonna ı capitaine Spry de se rendre aussitôt, ec le brick le Galvarino, à la hau-ur de Chorillos; ordre auquel le ca-taine Spry répondit, qu'il désirait qu'il i fût permis de se démettre du comman-ment du Galvarino, attendu que son ıi le capitaine Guise avait été obligé de démettre du sien; qu'il était entré dans

la marine chiléenne conditionnellement, pour ne servir que pendant le temps que servirait le capitaine Guise, sous le patronage duquel il avait quitté l'Angleterre; ajoutant que la commission qui lui avait été donnée par le gouvernement de Valparaiso n'était que verbale.

Le capitaine Spry fut mis aux arrêts le 22 février, et tel fut alors l'esprit de mutinerie et d'insurrection qui se manifesta à bord du Galvarino, que le capitaine du vaisseau pavillon, Crosby, reçut l'ordre de le faire mouiller dans un endroit sûr. Le capitaine Spry écrivit alors à l'Amiral qu'ayant été remplacé par le capitaine Crosby, il se considérait comme mis à demi-solde, et dégagé de la juridiction de la loi martiale; mais, voyant que l'Amiral était déterminé à soumettre l'affaire à la décision d'une cour martiale, dont il savait d'avance que la sentence serait proportionnée au délit commis, et que d'après les ordonnances maritimes, il ne quitterait jamais le tillac du brick, il ne s'opposa plus à être jugé par les officiers ses camarades qui n'étaient point prévenus contre lui, et qui étaient désintéressés dans cette affaire.

La cour martiale prononça que Spry serait destitué du commandement d

brick le Galvarino, placé le dernier sur la liste des capitaines, et sévèrement réprimandé par la Cour.

Toute cette affaire fut le résultat de ce qui s'était passé à Valparaiso, avant que l'expédition quittât ce port; et, d'après plusieurs circonstances qui se rattachaient à la conduite de ces officiers, les assertions qu'ils se permirent publiquement : que le général San Martin ne violerait pas les promesses qu'il leur avait faites : leur extrême confiance dans sa protection, aussi bien que la conduite subséquente du général lui-même, tout concourut à prouver qu'il avait entièrement provoqué ce qui s'était passé à Valparaiso, en juillet et août 1820, de la part du gouvernement chiléen. Il était complètement convaincu qu'il ne pourrait composer avec lord Cochrane, et si les officiers de l'escadre n'avaient pas soutenu avec chaleur la cause de leur commandant en chef, l'offre de la remise de sa commission aurait été acceptée sans hésitation par le gouvernement.

A l'arrivée au quartier-général des capitaines Guise et Spry, le général San Martin nomma le dernier son *adjudant général*, comme pour désapprouver le jugement de la cour martiale, en protégeant

publiquement l'individu qui avait encouru les peines portées par les lois.

Tandis que l'escadre chiléenne offrait des scènes continuelles d'insubordination parmi les officiers, qui auraient dû s'empresser d'obéir aux ordres de leur commandant en chef, pour le bien du service du Chili, Lima était le théâtre de l'anarchie et de la confusion. Le 29 janvier il y eut une révolution dans l'armée espagnole à Asna Pugio, sous le prétexte de l'incapacité du vice-roi Pesuela pour conduire les affaires de sa vice-royauté pendant des circonstances aussi critiques qu'elles l'étaient alors. Le résultat de ces mouvements fut une communication faite à Pesuela pour lui faire connaître l'indispensable nécessité de son abdication, qu'il devait donner dans quatre heures et Canterac, Caratala, Valdes, Ricafor et autres officiers à la tête de l'insurrec tion, lui annoncèrent que les troupe étaient sous les armes ainsi que tous le officiers, et qu'ils ne les quitteraien qu'après avoir reçu l'ordre de reconnaître le général La Serna en qualité de vice-ro du Pérou, et avoir acquis la certitud que les mêmes ordres avaient été donné aux différents tribunaux et aux autorités Pesuela donna l'ordre si impérativemen

demandé, et La Serna fut proclamé vice-roi et capitaine-général du Pérou.

Le 13 février, le capitaine Carter, commandant le brick de guerre l'Araucano, arriva à Chancay avec la goëlette de guerre espagnole l'Aransasu, qu'il avait prise le 9. L'Aransasu était de Panama, et frétée pour Callao; elle avait à bord trois officiers du régiment de Numance et plusieurs négociants espagnols en qualité de passagers.

Le 13 mars, une partie de l'escadre quitta la baie de Huacho, ayant à bord une division des forces patriotes, sous le commandement du lieutenant-colonel Miller, destinée à opérer une diversion parmi les troupes espagnoles en débarquant à Pisco. Cet objet fut rempli le 25; mais, par suite des instructions écrites données par le général San Martin, le résultat fut tel qu'on aurait pu le prévoir : il ne produisit rien d'important pour la cause de l'Amérique.

Après son abdication, le vice-roi Pesuela se retira à la campagne, dans le petit village de la Magdelena, et, désirant envoyer en Europe sa femme et sa famille, il sollicita le passe-port nécessaire auprès du général San Martin, sachant bien qu'il lui serait impossible d'é-

chapper aux vaisseaux de guerre chiléens employés au blocus de Callao ; mais il éprouva un refus. Lady Cochrane et sa famille étant arrivées à Callao sur la frégate anglaise l'Andromaque, dans le dessein de voir lord Cochrane avant de quitter l'Amérique du sud pour retourner en Angleterre, la vice-reine, Dona Angela, supplia cette dame d'interposer son influence auprès du général, pour lui faire obtenir la permission de s'embarquer pour l'Europe. Lady Cochrane se rendit sur-le-champ à Huaura, et obtint la faveur qu'elle sollicitait.

Au retour de lord Cochrane au quartier-général, il fut arrêté, par le général San Martin, qu'une seconde division, sous le commandement du lieutenant-colonel Miller, s'embarquerait, et agirait conformément aux instructions discrétionnaires de l'Amiral; celui-ci quitta la baie de Huacho, et se dirigea vers Pisco où il eut quelques légères escarmouches avec l'ennemi. Les troupes se rembarquèrent à Pisco le 22 avril; lord Cochrane hissa son pavillon à bord du San Martin, et, avec la goëlette l Aransasu, fit voile pour Arica où, avec le secours de vents extraordinairement favorables, il arriva le 5 mai.

Il envoya aussitôt à terre un parlemen-

taire pour sommer les habitants de se rendre, en les assurant que toutes les personnes et les propriétés individuelles seraient respectées, excepté celles qui appartiendraient à des hommes ennemis de la cause de la liberté de l'Amérique du sud. Le parlementaire reçut pour réponse, que les personnes et les propriétés étaient toutes sous la protection des armes de Sa Majesté très-catholique, dont les droits seraient défendus par ses fidèles vassaux, contre ses sujets rebelles et les pirates étrangers. Il ne resta plus alors qu'à soumettre la ville par la force, et le lieu où le San Martin avait jeté l'ancre, ne dominant pas la place, il fut rapproché du rivage le 6, et on jeta quelques bombes dans la ville; mais comme cela n'intimidait pas l'ennemi, on décida d'effectuer un débarquement, et on chercha, dans la nuit, une place convenable au nord. Cette recherche n'ayant produit aucun résultat utile, une partie des troupes fut embarquée à bord de la goëlette l'Aranzasu, sous le commandement du major Boler qui reçut l'ordre de se diriger au nord de Sama, d'y débarquer les troupes et de marcher sur la ville. On jeta par intervalles dans Arica quelques boulets et quelques bombes, pour tenir les troupes

espagnoles en alerte quant aux mouvements du vaisseau; tandis que les troupes paraîtraient tout-à-coup sur le rivage, ce qui eut lieu le matin du 11. Aussitôt tous les habitants et les soldats abandonnèrent la ville. Le capitaine Wilkinson eut beaucoup de peine à débarquer avec ses marins; il hissa le pavillon patriote au haut de la petite batterie. Le major Soler prit à l'ennemi 58,000 dollars et six barres d'argent.

Le 14, toutes les troupes et les marins appartenants au San Martin, au nombre de deux cent soixante-dix hommes, sous le commandement du lieutenant-colonel Miller, quittèrent Arica, et marchèrent vers Tacna, distant de douze lieues d'Arica, où elles arrivèrent le 15, et prirent possession de la ville sans éprouver aucune résistance; elles y furent jointes par deux compagnies d'infanterie qui désertèrent la cause royale. Lord Cochrane ordonna qu'elles formeraient la base d'un nouveau régiment qui serait appelé le premier indépendant de Tacna; et, comme le drapeau particulier des troupes du Pérou n'avait pas encore été désigné au quartier-général, l'Amiral leur en présenta un ayant un soleil au centre sur un champ bleu. D'après les document

originaux trouvés dans la douane de Tacna, il paraissait que les grandes quantités de marchandises européennes emmagasinées à Arica, appartenaient aux négociants espagnols résidant à Lima; en conséquence, il fut donné ordre de les embarquer sur le San Martin.

Immédiatement après son débarquement, lord Cochrane convoqua les habitants, pour qu'ils pussent établir un gouvernement civil qui protégeât leurs propriétés contre un grand nombre d'individus qui commençaient à venir des contrées environnantes, dans le dessein de se livrer au pillage. Il promit que toutes propriétés particulières appartenantes aux Américains amis de la cause du pays, leur seraient rendues si elles étaient réclamées, et, en conséquence de cette promesse, la goëlette los Amigos et d'autres propriétés saisies furent remises à leurs propriétaires.

Le colonel Miller avança sa division vers Moquegua, et eut un engagement très-vif, à Mirabe, avec un détachement des troupes royales commandées par le colonel Sierra qui fut fait prisonnier. A l'arrivée de cette nouvelle, lord Cochrane descendit à Ilo avec le San Martin, pour se rapprocher du quartier général du colonel Miller.

Le 27 mai, l'escadre mouilla dans la baie d'Ilo, et fournit aussitôt au colonel Miller tous les articles dont il manquait : il avait transporté son quartier-général de la ville de Moquegua à la ferme appelée Rinconada, jugeant que le climat de ces lieux valait mieux pour ses troupes, étant plus frais que celui de la ville.

Le colonel Sierra et le capitaine Suares, envoyés par le colonel Miller, furent embarqués à Ilo; mais bientôt après ils furent mis en liberté à Mollendo, sur leur parole d'honneur; ayant promis de ne prendre part à aucune hostilité avant d'avoir été échangés conformément aux lois de la guerre.

Au moment où le colonel Miller était prêt à avancer dans l'intérieur, après avoir discipliné un nombre considérable de recrues des différentes parties des provinces adjacentes, et lorsque tout promettait une révolte générale en faveur de la cause de l'indépendance, il transmit à lord Cochrane la communication originale qu'il avait reçue du gouverneur d'Arequipa, annonçant une cessation d'hostilités pour vingt jours à partir de la date de la réception de cette communication. Cet armistice avait été ratifié par le général San Martin et le vice-roi La Serna, le 23 mai, et envoyé par un exprès de la

part de ce dernier, à Ovalle, gouverneur d'Arequipa.

L'armistice avait été arrêté par les chefs belligérants qui s'étaient réunis à Punchauca, et étaient convenus de nommer de nouveaux députés pour en venir à une conciliation. Ils devaient tenir leur conférence à bord d'un vaisseau neutre, dans la baie de Callao, et le choix tomba sur la Cléopâtre.

D'après le nombre des déserteurs qui arrivaient tous les jours à Huaura, quartier-général de San Martin, la situation de Lima était bien connue. Les officiers de l'armée étaient divisés d'opinions, le Cabildo était en guerre ouverte avec le Vice-Roi, l'opinion du peuple en faveur de la liberté, les soldats désertant ou mourant dans les hôpitaux, la famine parcourant les rues, et chaque individu des hautes et des basses classes, généraux et soldats, maîtres et esclaves, était entièrement convaincu que la pensée de résister plus long-temps aux forces libératrices ne pouvait germer que dans la tête d'un insensé. Il s'ensuivit de là que lorsque La Serna proposa à San Martin un armistice de seize mois, sous le prétexte que les deux partis s'en remettraient à la décision de la Cour d'Espagne, ce dernier refusa d'y adhérer.

Malgré l'aspect favorable des choses, l'armée de San Martin était fatiguée de son inaction peu glorieuse, sachant bien que pour prendre la capitale du Pérou, il ne fallait qu'y entrer; et cette opinion était confirmée par toutes les nouvelles qui arrivaient de Lima. Chaque jour les plaintes de l'armée devenaient plus bruyantes. San Martin, instruit des dispositions de ses troupes, s'embarqua sur la goëlette le Montezuma pour rétablir sa santé, et l'armistice fut prolongé de douze jours.

Au moment où le colonel Miller avait fait toutes ses dispositions pour pénétrer dans l'intérieur, il reçut, le 5 juillet, la nouvelle de la prorogation de l'armistice. Cette circonstance, jointe aux nouvelles reçues de l'armée par des lettres particulières, engagea lord Cochrane à armer et à avitailler quelques-unes des prises faites à Arica, à les laisser prêtes à recevoir les troupes du colonel Miller, en cas d'urgence, et à retourner en personne à Callao pour apprendre le véritable état des affaires au quartier-général, où il y arriva le 8 juillet 1821.

CHAPITRE XII.

La Serna évacue Lima. — Entrée de l'armée libératrice dans cette ville. — Déclaration d'indépendance. — Entrée de lord Cochrane à Lima. — Proclamations. — Conduite des Espagnols après l'évacuation de Lima. — Cérémonies du serment. — Expédition dans le port de Callao. — San Martin se constitue Protecteur du Pérou. — Entrevue de lord Cochrane et de San Martin. — Actes arbitraires de San Martin. — État de la flotte.

A l'arrivée de lord Cochrane dans la baie de Callao, le 8 juillet, le général San Martin, monté sur la goëlette le Sacramento, vint à bord du vaisseau pavillon, portant avec lui les heureuses nouvelles de la reddition de Lima, ou plutôt de son évacuation par les troupes espagnoles.

Le 6 juillet 1821, le vice-roi La Serna donna ordre au marquis de Monte-mira d'évacuer la capitale du Pérou avec les troupes qu'il commandait, en n'y laissant

que quelques compagnies du régiment de milice la Concordia, pour maintenir l'ordre et la tranquillité, sous le commandement du gouverneur politique et militaire.

Le même jour, La Serna fit connaître à San Martin sa détermination, et lui apprit en même temps qu'il avait fait déposer dans les forteresses de Callao les munitions de guerre qu'il avait cru devoir conserver pour ses opérations ultérieures, laissant le reste à Lima où il le trouverait. La Serna demanda instamment que les malades qu'il avait été forcé de laisser dans les hôpitaux, y fussent traités avec les soins convenables, et qu'aucun des habitants ne fût inquiété pour ses opinions et sa conduite politique, assurant le général San Martin que, de son côté, il agirait de réciprocité.

Un détachement de cavalérie entra, dans la soirée du 7, mais sans ordre, et le 8, l'armée libératrice prit possession de la ville; cependant le général en chef resta à bord de sa goëlette, dans la baie de Callao, jusqu'au soir du 9, où il fit son entrée dans Lima.

Le 14, il parut dans la gazette ministérielle un avertissement portant : qu'attendu la grande rareté du grain dans la

ville, le général San Martin avait ordonné que deux mille fanegas de blé, alors à bord du vaisseau pavillon de l'escadre chiléenne, fussent débarqués à Chorillos sans payer de droits, et, à cet effet, le San Martin eut ordre de se rendre dans ce port, où il arriva le 16; malheureusement il échoua, et, malgré tous les efforts faits pour le sauver, il fut complètement perdu, parce que la mer était extraordinairement enflée en ce moment.

Le même jour, le général San Martin adressa au Cabildo de Lima une note ayant pour objet de demander la convocation d'une assemblée générale dans laquelle les habitants pourraient faire connaître publiquement leurs opinions relativement à l'indépendance du pays. Le Cabildo s'empressa de satisfaire à cette demande, et, le 15, les membres de la corporation, l'archevêque, les prêtres des ordres conventuels, les titrés de Castille et plusieurs autres citoyens, se réunirent dans la grande salle de la ville, où ils signèrent sous l'acte suivant :

« La volonté générale est que le Pérou soit indépendant de l'Espagne et de toute autre domination étrangère. A cet effet, il sera rédigé une formule du serment qui doit être incessamment prêté. »

Le 17, lord Cochrane entra dans Lima, au milieu des acclamations des habitants. Le marquis de Monte-mira avait envoyé sa voiture au-devant du noble Lord à Chorillos; mais une députation du Cabildo et des différentes corporations ayant rencontré lord Cochrane sur la route, il descendit de la voiture et monta sur un cheval qu'on lui présenta.

Les habitants désirant voir le héros naval de l'expédition, il y eut, le même soir, au palais une soirée dans laquelle l'Amiral reçut les compliments des personnages les plus notables de la ville. Mais le général San Martin resta à Legua, à moitié chemin de Lima et de Callao, où il avait établi son quartier-général. Dans la matinée du 18, l'Archevêque fit à l'Amiral une visite qui lui fut immédiatement rendue; ensuite lord Cochrane quitta la ville pour se rendre auprès du général en chef.

Le 17, il avait été publié un ordre de faire disparaître les armes espagnoles de tous les endroits de la ville où elles avaient été placées, et cette proclamation fut accompagnée d'une autre conçue dans les termes suivants :

« Ayant appris, à mon grand regret, qu'au mépris de toutes les convenances et de tous les sentiments d'humanité

quelques individus, emportés par leurs passions, se permettent d'exercer des vexations contre les Espagnols, et de les insulter, j'ordonne et je commande que toutes les personnes qui se porteront à ces excès soient dénoncées au gouverneur politique et militaire de la ville, pour que, si le fait est prouvé, elles soient punies comme elles méritent de l'être. »

Le 18, il fut ordonné d'organiser une garde civique, pour remplacer le régiment espagnol de la Concordia, et le grand maréchal marquis de Torre Tagle en fut nommé colonel.

Le 22 juillet, il parut un arrêté ordonnant que la proclamation de la déclaration d'indépendance du Pérou aurait lieu le 28 du même mois, avec toute la solennité que méritait un évènement aussi glorieux et aussi mémorable.

Après que les troupes espagnoles eurent quitté Lima, le 6, leur marche dans l'intérieur fut marquée par les plus horribles excès. Dans une distance de neuf lieues, entre Lurin et Bujama, trente-quatre hommes furent laissés sur la route : quelques-uns étaient morts de maladie, d'autres avaient été fusillés, et, selon les déclarations uniformes des déserteurs espagnols, le colonel Rodil était lui-même

l'exécuteur de la plus grande partie de ces victimes. Le treizième jour, on trouva près de Bujama cinq morts et trente-neuf malades, qui furent transportés à un hôpital temporaire; le 21, on reçut avis du village de Huaycan, que La Serna avait publié un ordre portant peine capitale contre tout individu faisant partie de l'armée espagnole ou sous sa protection, qui s'éloignerait à plus de vingt verges de distance de la route assignée. Malgré cette publication, plus de trois cents désertèrent à Huaycan, et plus de six cents suivirent cet exemple à Lunaguana. Dans une escarmouche près de cette dernière place, les Espagnols eurent plus de vingt morts et de cinquante prisonniers, et La Serna fut complètement entouré dans le ravin de Pilas. Les efforts des partis de guérillas pour harceler les troupes espagnoles, furent aussi heureux que constants, et, si on avait envoyé une division de l'armée libératrice pour les seconder, il est probable que l'armée espagnole aurait été complètement détruite; mais toutes les troupes étaient dans les baraques de Lima ou à Bellavista où elles étaient stationnées pour surveiller huit cents hommes renfermés dans les batteries de Callao, sous le commandement

du général La Mar. Une petite division, sous les ordres du général Arenales, campée dans la province de Yauyos, reçut ordre de se rendre à Lima, et tout l'intérieur fut abandonné à la protection des guérillas qui avaient à combattre contre l'armée organisée d'Espagne; en sorte que les villes qui avaient déclaré leur adhésion à la cause de l'indépendance au moment où elles se croyaient sous la protection des forces libératrices, furent abandonnées et exposées à éprouver les traitements les plus rigoureux de la part des Espagnols, leurs ennemis naturels, ce qui causa les évènements qui eurent lieu ensuite au Pérou.

Lord Cochrane, s'étant rendu de Lima à bord de l'O'Higgins, dans la baie de Callao, reçut, le 20, de la part du Cabildo de Lima, l'invitation d'assister, avec ses officiers, à la cérémonie de la proclamation de l'indépendance du Pérou, qui devait avoir lieu dans huit jours.

Le 28, le cortége se dirigea vers un amphithéâtre élevé dans la plasa mayor; le général San Martin y monta et déploya le pavillon national du Pérou, en prononçant ces mots : « Le Pérou est, dès ce moment, libre et indépendant, par le

vote général du peuple et la justice de sa cause ; que Dieu le protège ! »

Le dimanche suivant, un *Te Deum* solennel fut chanté dans la cathédrale, et l'archevêque célébra la grand'messe, après laquelle les autorités et les principaux citoyens prêtèrent sur le saint évangile le serment de défendre, non - seulement leurs opinions, leurs propriétés et leurs personnes, mais encore l'indépendance du Pérou contre le gouvernement espagnol et contre tout pouvoir étranger.

Après que la cérémonie fut terminée, une députation du Cabildo se rendit auprès du général San Martin, pour le prier de se charger personnellement de la surintendance politique et militaire du Pérou, qu'elle avait l'honneur de lui offrir, au nom et dans l'intérêt de la capitale. San Martin répondit à cette communication, que cette offre était entièrement inutile ; qu'ayant déjà pris ce commandement, il le conserverait autant qu'il le jugerait convenable, et qu'il n'y aurait, sans son bon plaisir, ni juntes, ni assemblées pour la discussion des affaires publiques.

Le 29, le colonel Miller, qui avait été obligé d'abandonner, le 22, la province

d'Arica, débarqua à Pisco, après avoir augmenté sa division de 960 hommes.

Le 30, lord Cochrane instruisit le général San Martin que, le 25, il avait ordonné au capitaine Crosby d'entrer dans le mouillage de Callao, et d'enlever à l'ennemi autant de vaisseaux qu'il pourrait le faire, sans trop s'exposer au feu des batteries, ordre qu'il avait exécuté de la manière la plus brillante, emmenant avec lui le San-Fernando et le Milagro, les deux plus grands vaisseaux marchands, et la Résolution, armée en guerre, outre plusieurs chaloupes et canots, et brûlant en même temps deux pontons, à la portée de mousquet des batteries de l'ennemi.

Le 4 août, on publia à Lima le détail des atrocités commises par les Espagnols, pendant leur marche dans l'intérieur; ce fut ainsi que l'on apprit que dans la ville de Tauripampa on avait transformé une église en hôpital, qu'au moment où La Serna partit, on y avait mis le feu, après avoir fermé les portes; que tous les malheureux soldats qui n'avaient pas pu suivre l'armée espagnole, avaient été ainsi brûlés, et qu'un grand nombre d'habitants avaient eu le même sort dans leurs maisons : Rodil leur déclarant en même temps qu'il était bien plus honorable

pour eux de mourir ainsi, que d'être réduits à combattre dans les rangs des rebelles.

Le 3 août, San Martin publia une proclamation dans laquelle il déclarait qu'il se trouvait naturellement Directeur suprême du Pérou, et qu'il en conserverait l'autorité; que toute convocation de congrès serait hors de saison tant que l'ennemi se trouverait dans le pays; qu'il fallait d'abord assurer son indépendance et qu'on s'occuperait ensuite des meilleurs moyens à prendre pour consolider sa liberté. Enfin, tout en manifestant la ferme résolution de garder le pouvoir et de le faire respecter, il protestait de la pureté de ses intentions et prétendait qu'on devait le croire sur parole.

San Martin se déclara donc Protecteur du Pérou, et nomma ministres d'État Don Juan Garcia del Rio, Don Bernardo Monteagudo et Don Hipolito Unanue.

Le lendemain matin, 4 août, lord Cochrane, ignorant la nouvelle dignité du général San Martin, se rendit au palais et commença par demander à ce général de proposer quelques moyens de payer les marins étrangers qui avaient rempli les engagements qu'ils avaient contractés. Alors San Martin répondit

u'il ne paierait jamais l'escadre chi-
éenne, à moins qu'elle ne fût vendue au
'érou, et qu'alors ce paiement serait
onsidéré comme une partie du prix d'a-
hat. Lord Cochrane lui répondit qu'une
emblable transaction ne pouvait avoir
eu, puisque la propriété de l'escadre du
hili se trouverait ainsi transférée au Pé-
ou par le simple paiement de ce qui était
ù aux officiers et aux équipages pour ser-
ices rendus au Pérou. San Martin se
ourna alors vers l'Amiral et lui dit :
Êtes-vous instruit, Milord, que je suis
rotecteur du Pérou? — Non, répondit
Lord. — J'ai ordonné à mes secrétaires
e vous en informer. — Cela est mainte-
ant inutile, puisque vous me l'avez ap-
ris vous-même; je désire bien sincère-
ent que l'amitié qui a existé entre le
énéral San Martin et moi continue avec
Protecteur du Pérou. — Je me borne à
ous dire que je suis Protecteur du Pé-
ou! ».

La manière dont ces derniers mots fu-
ent prononcés excita la colère de l'Ami-
al qui, s'avançant alors, lui dit : « Je
ois donc maintenant, comme le premier
fficier du Chili, réclamer l'exécution de
utes les promesses qui lui ont été faites,
nsi qu'à l'escadre; mais principalement

et d'abord à l'escadre. — Chili! Chili! je ne paierai jamais un seul réal au Chili; et, quant à l'escadre, vous pouvez la conduire où vous voudrez, et aller où il vous plaira : il me suffit de garder une couple de goëlettes. » Lord Cochrane prit immédiatement un cheval, se rendit à Boca-negra et monta à bord de sa frégate.

San Martin, réfléchissant que les batteries de Callao étaient encore entre les mains de l'ennemi, et que, si les forces navales chiléennes levaient le blocus, il n'aurait pas les moyens de l'en déloger, ni de le forcer à se rendre, accumula promesses sur promesses pour le paiement des arrérages des équipages et les récompenses à leur accorder. Il essaya d'adoucir les expressions qu'il avait employées le 4, en déclarant qu'il avait dit seulement, ou voulu dire, qu'il serait avantageux pour le Chili de vendre quelques vaisseaux au Pérou, parce que celui-ci en avait besoin pour protéger ses côtes; mais ce subterfuge devenait inutile lorsqu'il ajoutait que le gouvernement du Chili devait, dans tous les temps, consacrer son escadre à soutenir la cause du Pérou.

Le 4 août, Don Jose de la Riva Aguero fut nommé président du département de

Lima, et une haute chambre de justice, *alta camarca de justicia*, fut installée. Le même jour, San Martin fit paraître une proclamation adressée aux Espagnols résidants à Lima et dans les provinces indépendantes du Pérou. «J'ai promis, y disait-il, de respecter votre sûreté et vos propriétés : j'ai religieusement rempli ma promesse, et aucun de vous ne peut douter de ma parole ; malgré cela, je sais que vous murmurez en secret, et que quelques-uns d'entre vous font méchamment circuler le bruit que mon dessein est de surprendre votre confiance. Mon nom est assez célèbre pour qu'on croie à mes promesses. Espagnols, vous n'ignorez pas que l'opinion publique est telle que, même parmi vous, il existe plusieurs individus qui épient et observent votre conduite. Je suis parfaitement instruit de tout ce qui se passe, même dans l'intérieur le plus secret de vos maisons : tremblez, si vous abusez de mon indulgence. »

Le 12 août vit paraître dans Lima la publication d'un acte qui distingue si éminemment, et justifie d'une manière si particulière, la révolution de ces contrées. La voix de la raison et de la nature annonça que tous les enfants nés de parents esclaves, à dater du 28 août 1821,

étaient libres et devaient hériter des mêmes droits et priviléges que les autres citoyens du Pérou.

Le 18, on apprit que les divisions de l'armée espagnole, sous Canterac et Caratala, avaient établi leurs quartiers à Jauja, distante de trente lieues de Lima, et que le 20 juillet, La Serna était dans la ville de Caranía, avançant avec sa division vers le même point. Cependant les troupes libératrices demeurèrent tranquilles dans leurs baraques à Lima, ou furent occupées au siége de Callao.

Un des premiers actes arbitraires du protecteur du Pérou, fut l'expulsion de l'Archevêque. Le 22 août 1821, il lui fit écrire, par le ministre de la guerre, Monteagudo, que, dans les maisons de réunions et d'exercices spirituels que renfermait cette ville, il se commettait un grand nombre d'abus qui pourraient avoir les suites les plus funestes pour la cause de la contrée, et qu'on devait les attribuer à l'influence du clergé; pour obvier à ces inconvénients, il exigeait que, pour le moment, les exercices spirituels fussent interrompus dans ces maisons, jusqu'à ce qu'elles pussent être placées sous la surveillance d'un clergé patriote qui méritât la confiance du gouvernement.

L'Archevêque lui répondit, le 26 août, qu'il ne pouvait, sans manquer à sa conscience et s'exposer à l'animadversion publique, ordonner leur clôture ; que cependant, s'il s'y commettait quelques excès, ou que des confesseurs imprudents troublassent la paix ou l'ordre public, au moment même où il en serait instruit, il prendrait les mesures nécessaires pour faire cesser le désordre et en punir les auteurs.

Par une seconde note du gouvernement, du 7 août, il fut ordonné à l'Archevêque d'obéir, et qu'il eût à mettre de côté tous les scrupules de conscience qui l'empêchaient d'obéir aux ordres du gouvernement, dont les décrets étaient irrésistibles.

Le prélat répliqua qu'il n'avait point résisté aux ordres du gouvernement, mais fait des remontrances motivées pour démontrer les effets fâcheux qui résulteraient de la démarche exigée ; qu'il ne se mêlerait en rien des affaires civiles de l'Etat ; mais que, dans tout ce qui regardait l'Eglise, il devait défendre son troupeau contre les puissants de la terre. « Des décrets irrésistibles, » ajoutait-il, « cette expression me paraît bien forte, et peu connue des jurisconsultes et des théolo-

giens, qui pensent que toute autorité humaine, quelque puissante qu'elle puisse être, quelque vastes, quelque profondes que soient ses connaissances, ne peut jamais arriver au point d'être infaillible dans ses décisions; elle peut toujours être trompée ou tromper elle-même; par conséquent, ses résolutions ne doivent jamais être invariables. L'Être-Suprême possède seul ce privilége. »

Enfin, il terminait par offrir de nouveau sa démission, et demander un passeport pour l'Europe, par Panama; attendu que son âge avancé de quatre-vingts ans et sa faiblesse, ne lui permettaient pas de supporter les fatigues d'un passage par le cap Horn.

Le Protecteur accepta la démission de l'Archevêque; lui ordonna de quitter Lima dans les quarante-huit heures, et d'aller attendre la détermination du gouvernement à Chancay.

Le 13 novembre, l'Archevêque s'embarqua à Chancay pour Rio de Janeiro; le Protecteur ayant oublié de remplir la promesse qu'il lui avait faite, d'ordonner qu'on préparât un vaisseau pour le conduire à Panama.

Avant de s'éloigner de Chancay, l'Archevêque adressa une lettre à lord Co-

chrane, pour le remercier de ses égards envers lui ; elle finissait ainsi :

« Je suis convaincu que l'indépendance de cette contrée est à jamais scellée ; je manifesterai cette opinion au gouvernement espagnol et au St. - Siége ; je ferai en même temps tout ce qui sera en mon pouvoir pour vaincre leur obstination, maintenir la tranquillité, et seconder les vœux des habitants de l'Amérique, qui me sont chers. »

Le 9 novembre, l'Evêque de Guamanga, natif de Piura, alors résidant à Lima, reçut l'ordre de quitter le Pérou sous huit jours, sans que l'autorité daignât assigner aucune raison de son exil.

Quoique l'escadre chiléenne fût en ce moment de la plus grande importance pour les opérations de San Martin contre les batteries de Callao, cependant les équipages n'étaient pas encore payés, et les approvisionnements étaient si peu proportionnés aux besoins, que cette circonstance, ajoutée au manque général d'habillement, les mit dans un état qui approchait d'une révolte ouverte. Ces détails furent transmis à différentes reprises au gouvernement ; mais sans que cette communication produisît aucun résultat utile. Il paraît que San Martin, ayant

échoué dans le projet qu'il avait formé de s'emparer de la flotte par l'intervention du commandant en chef, était dans l'intention de l'affamer pour la soumettre, ou de la forcer à prendre quelque parti désespéré. L'Amiral fit part de ces circonstances au gouvernement, déclarant, en même temps, qu'il ne pouvait répondre de la conduite de ceux qui servaient sous ses ordres, à moins qu'on n'exécutât les engagements qu'on avait pris avec eux.

Le 17 août, il parut, dans la gazette ministérielle, un décret portant qu'un cinquième des droits perçus à la douane serait appliqué à payer la solde courante et arriérée de l'armée et de la marine. Au lieu d'apaiser les équipages, cette nouvelle les mit presque au désespoir, parce que, sans savoir que l'argent qui leur était ainsi assigné était absolument insuffisant pour remplir le déficit, l'idée que, au lieu de remplir la promesse qu'on leur avait faite avant de quitter Valparaiso, on leur faisait une nouvelle promesse dont l'accomplissement devait dépendre des recettes de la douane, était peu tranquillisante. Le même décret déclarait aussi que les officiers appartenants à l'escadre chiléenne, étaient également officiers du

Pérou, et devaient être considérés comme tels. Cependant cette mesure fut prise sans consulter la volonté de ces officiers qui ne pouvaient accepter cette distinction qu'au détriment du serment de fidélité qu'ils avaient prêté au Chili; mais le véritable objet de ce décret avait été de les engager à se considérer comme soumis aux ordres du Protecteur.

CHAPITRE XIII.

Proclamation de San Martin. — Mouvements de l'armée. — Arrivée de Canterac à Callao. — Son départ. — Proclamation de San Martin. — Lord Cochrane s'empare des trésors embarqués à Ancon. — Reddition de Callao. — Tribunal de purification établi à Lima. — Arrestation du lieutenant Wynter à Callao. — Sa mise en liberté. — L'escadre quitte Callao. — Son arrivée à Guayaquil.

Au commencement de septembre, l'armée espagnole de Jauja répandit quelques alarmes dans Lima, d'après les nouvelles qu'on y reçut de ses mouvements. Il paraissait qu'elle était déterminée à attaquer la capitale, et, le 5, il parut au quartier-général une proclamation du Protecteur de la liberté du Pérou, dans laquelle il annonçait aux habitants que 300 soldats espagnols étaient à San Mateo, et 200 à San Damian; il les exhortait à se défendre, en les assurant que ses troupes ne les abandonneraient pas, et

qu'il périrait plutôt avec honneur que de consentir à être le témoin de leur malheur.

Dans la soirée qui précéda le jour de cette proclamation, le Protecteur se leva de son siége au théâtre, à la fin de la pièce, et harangua les spectateurs, qui manifestèrent le plus grand enthousiasme, et, trois fois consécutives, l'hymne national fut chanté par tout le monde; ensuite le Protecteur se retira, et fut suivi jusqu'à son palais par la musique et par un immense concours de peuple.

Le 7, l'armée patriote campa à Mansanilla, à l'est de Lima: le général San Martin habitait les bâtiments de la ferme, à environ une lieue de la ville. Tous les Espagnols résidants à Lima furent réunis dans le couvent de la Merci, pour prévenir toute insulte qui pourrait leur être faite; mais les habitants, ayant reçu la fausse alarme que les troupes espagnoles étaient au moment d'entrer dans la ville, entourèrent aussitôt le couvent, et on eut beaucoup de peine à les empêcher d'entrer, et de mettre à mort les Espagnols. Après le rétablissement de l'ordre, les prisonniers furent envoyés à Ancon, et mis à bord de deux transports qui étaient à l'ancre. L'état de Lima pendant la journée du 7 fut

la preuve la plus évidente de la détermination que les habitants avaient prise de défendre courageusement leur ville : hommes, femmes, enfants, de tout âge et de toute couleur, parcouraient les rues avec les armes qu'ils avaient pu se procurer; mais qui étaient de peu d'utilité, parce que, peu de jours après son arrivée à Lima, San Martin s'était fait remettre celles des habitants. Un grand nombre de personnes avaient transporté au haut des maisons une forte provision de pierres, tandis que d'autres préparaient des chaudières et du bois pour faire bouillir de l'eau, et tous étaient unaniment décidés à recevoir vigoureusement l'ennemi s'il venait à pénétrer dans les rues de Lima.

Dans la soirée du 9, lord Cochrane reçut, à bord de l'O'Higgins, une communication officielle qui l'informait que l'ennemi était sous les murs de Lima; on priait sa Seigneurie d'envoyer toutes les armes en état de servir, qui étaient à bord de l'escadre, aussi bien que tous les marins et les volontaires ; attendu que le Protecteur était « décidé à engager une action contre l'ennemi, et à le vaincre ou à s'ensevelir sous les ruines de la ville. » Cependant cette note était accompagnée d'une autre de Monteagudo, contenant

l'invitation de tenir prêtes et disponibles les chaloupes des vaisseaux de guerre, et une vigie sur le rivage de Boca Negra, pour ceux qui pourraient échapper dans le cas d'une défaite.

Dans la matinée du 10, lord Cochrane, pensant que, dans de pareilles circonstances, l'esprit de San Martin serait trop occupé du soin des affaires publiques pour penser encore à des ressentiments particuliers, et qu'il pourrait, en se rendant à terre, prendre part à la gloire de cette journée, débarqua à Boca Negra; mais, voulant éviter de traverser la capitale, il choisit la route qui conduisait à la Magdalena, pour traverser ensuite les champs et se rendre au quartier-général de Manzanilla. En passant près de quelques élévations de terre, appelées las Huacas, il remarqua trois officiers à cheval, placés sur une d'elles, c'était Canterac et ses deux aides-de-camp, qu'il supposa appartenir à l'armée américaine; mais comme heureusement il n'y avait point d'ouverture dans l'enceinte, il avança plus loin, et prit un sentier conduisant à travers les champs, à environ trois cents verges de ces élévations. L'Amiral regardant alors sur la droite, vit l'infanterie espagnole défiler dans le sentier, à la distance d'en-

viron cinq cents verges, et se hâta d'arriver au camp de San Martin. Le général Las Heras, faisant les fonctions de général en chef, salua l'Amiral, et le pria de ne rien négliger pour persuader au Protecteur d'engager une action avec l'ennemi. Lord Cochrane se dirigea alors vers la maison où, en descendant, il fut reçu par San Martin. Il le pressa de la manière la plus vive d'attaquer l'ennemi sans perdre un seul moment. Cependant ses instances furent vaines; et, pour toute réponse, le Protecteur lui dit : « Mes mesures sont prises. » Malgré cette apathie, le Lord lui fit de nouvelles représentations, en lui donnant connaissance de la situation dans laquelle il avait reconnu l'infanterie de l'ennemi cinq minutes auparavant, et pria le Protecteur de monter au haut d'une éminence qui était derrière la maison, pour se convaincre par lui-même de la facilité avec laquelle on pourrait remporter une victoire; mais il fit toujours la même réponse. Les clameurs des officiers qui étaient dans le patio mirent un terme à l'apathie de San Martin; il demanda son cheval et le monta. En un instant tout fut en mouvement, et chaque figure portait l'empreinte d'un espoir certain de la victoire. L'ordre « Aux ar-

mes! » fut aussitôt donné et exécuté sur-le-champ par toute l'armée, qui montait à environ douze mille hommes y compris les partis de guérillas, tous animés du désir de commencer le combat, et tous également déterminés à vaincre ou à mourir. Le Protecteur fit un signe à l'Amiral et au général Las Heras qui quittèrent immédiatement le groupe d'officiers avec lesquels ils conversaient, et se rendirent auprès du Protecteur; mais, dans ce moment, un paysan entra dans le patio, et s'avança vers San Martin qui, avec un sang-froid sans exemple, prêta une oreille attentive à ses communications, et entra avec lui dans des détails ridicules. L'Amiral, exaspéré de voir perdre ainsi un temps précieux, tira à demi son épée, et ordonna au paysan de s'en aller, lui disant : « L'emploi des moments du Général est trop important pour le perdre à écouter vos folies. » A cette interruption San Martin fronça le sourcil, descendit de cheval à la porte de sa maison où il entra, et donna audience à quelques femmes qui étaient venues solliciter le congé de leurs fils ou de leurs neveux.

Lord Cochrane et un grand nombre d'officiers montèrent de nouveau sur la hauteur qui était derrière la maison, et

l'Amiral ayant demandé à San Martin une conférence, l'assura qu'il n'était pas encore trop tard pour attaquer l'ennemi; il le pria, le conjura de ne point perdre une occasion aussi favorable, et s'offrit pour commander la cavalerie; mais il lui répondit : *Je suis seul responsable des libertés du Pérou.* Ensuite il se retira dans un appartement intérieur de la maison pour y faire la *siesta* ordinaire qui fut cependant troublée par le général Las Heras qui vint recevoir ses ordres, et l'informer que l'armée était toujours sous les armes. San Martin, observant qu'il était quatre heures, moment du souper de ses soldats, ordonna qu'ils reçussent leurs rations.

Lord Cochrane, convaincu que toute nouvelle tentative serait inutile, monta à cheval et retourna à Boca Negra où il s'embarqua.

Le vaisseau anglais le Superbe était, à cette époque, dans la baie de Callao, et plusieurs des officiers, espérant voir le coup décisif porté dans le Pérou, se rendirent au quartier du général San Martin, et furent étonnés du sang-froid d'un chef qui, commandant douze mille hommes, commença par abandonner une position favorable dans laquelle il pouvait inter-

cepter la marche des Espagnols, et ensuite voyait défiler une armée composée de trois mille deux cents hommes, même sans tirer un seul coup de fusil, ou sans faire une tentative pour engager l'action.

Après que Canterac eut conduit ses troupes dans les batteries de Callao, cette nouvelle fut annoncée par des coups de canon. L'armée américaine marcha vers son ancien camp au Legua, entre Lima et Callao.

Le 11, San Martin écrivit à lord Cochrane qu'il avait pris des mesures telles qu'aucun des ennemis ne pouvait échapper, et qu'en se renfermant dans les batteries de Callao, ils s'étaient eux-mêmes livrés entre ses mains. Mais Canterac abandonna les batteries le 17 de grand matin, et, ayant traversé le Rimac, se dirigea vers l'intérieur sans être nullement inquiété dans sa marche; seulement huit cents hommes reçurent l'ordre de le suivre, de harceler son arrière-garde, et de protéger les soldats qui pourraient déserter.

Ce fut ainsi que le général Canterac, avec trois mille deux cents hommes, passa au sud de Lima en vue de l'armée protectrice du Pérou, composée de douze mille hommes, entra dans les batteries

de Callao où il fit rafraîchir et reposer ses troupes pendant six jours, et se retira ensuite, emportant avec lui armes et trésors; se dirigeant, avec son butin, sur le côté nord de la ville, et laissant San Martin faire une proclamation qui parut dans la gazette ministérielle du 19, dans laquelle il se vantait de ses prétendus succès, d'avoir mis en fuite l'armée ennemie, et promettait toujours de défendre Lima. Le général Las Heras, blessé jusqu'au fond de l'âme de la conduite de San Martin, quitta le service du Pérou, ou plutôt celui du Protecteur, et demanda un passeport pour le Chili, ce qui lui fut accordé; son exemple fut suivi par plusieurs officiers de l'armée.

Si les troupes commandées par le général Canterac avaient été attaquées, elles auraient nécessairement été battues; leur extrême infériorité sous tous les points, excepté sous le rapport de la discipline, assurait le succès des troupes patriotes qui étaient trois fois plus fortes que celles de l'ennemi; fraîches, vigoureuses et pleines d'enthousiasme; jouissant de l'avantage de pouvoir choisir les meilleures positions, et en vue de la capitale des vastes contrées dont elles avaient juré solennellement de défendre la liberté;

tandis que la division espagnole était harassée par une longue marche, sans aucun motif d'émulation personnelle et sans aucune autre perspective que celle de quelques jours de repos.

Les Espagnols eux-mêmes avouent que si cette division commandée par Canterac avait été détruite le 10 septembre, ils auraient, dès ce moment, perdu tout espoir de reconquérir le pays, cherché à obtenir les conditions les plus honorables pour eux, et abandonné l'Amérique. Conséquemment, les torrents de sang qui ont été répandus dans le Pérou depuis le 10 décembre 1821, les privations et les malheurs éprouvés dans cette partie du Nouveau-Monde, la défection des Créoles de la juste cause de leur patrie, et les services rendus par eux aux chefs espagnols, la nécessité de l'intervention d'une armée de la Colombie pour sauver le Pérou d'une subjection ignominieuse : tous ces maux prirent leur source dans le succès de la division espagnole dans cette journée dans laquelle, sans avoir obtenu de victoire décisive, elle remplit cependant l'objet qui l'avait attirée de l'intérieur dans ces parages.

Dans la crainte d'un revers à Lima à l'approche des troupes espagnoles sous le

général Canterac, les trésors du gouvernement, aussi bien que ceux de plusieurs particuliers, furent envoyés à Ancon, et embarqués, non à bord de la frégate chiléenne le Lautaro, alors à l'ancre dans ce port, mais sur plusieurs vaisseaux marchands. pour éviter que, dans aucun cas, ils pussent tomber dans les mains de l'ennemi. Le 15 décembre, lord Cochrane reçut une lettre du capitaine du Lautaro, qui lui fit connaître que l'insubordination de l'équipage était portée au plus haut point, parce que les matelots, voyant embarquer tous les jours de l'argent sur les différents vaisseaux marchands, supposaient que cette circonstance prouvait le danger dans lequel San Martin était placé avec l'armée libératrice qu'il commandait ; que, si l'ennemi réussissait dans ses desseins, non-seulement ils ne seraient pas payés, mais encore forcés de continuer le service, et de voir prolonger ainsi les souffrances qu'ils éprouvaient depuis si long-temps.

A cette nouvelle lord Cochrane se rendit à Ancon sur l'O'Higgins, et fit transporter, à bord du vaisseau pavillon, tous les trésors trouvés sur les bâtiments marchands, appartenant évidemment au gouvernement du Pérou, en laissant tous

ceux qui avaient été embarqués par des particuliers, ce qui fut prouvé par les documents de la douane. Après avoir rendu tout ce qui fut réclamé, il resta à bord du vaisseau pavillon 285,000 dollars, qui furent employés au paiement d'une année de solde arriérée due à tous ceux qui composaient la flotte. L'Amiral ne voulut rien recevoir de ce qui lui était dû; le surplus fut réservé pour les réparations à faire à l'escadre et pour ses approvisionnements. On prit le compte le plus exact de l'emploi de tous ces fonds, et les détails en furent transmis au gouvernement chiléen.

Après le retour de lord Cochrane à Callao, il y eut une longue correspondance entre lui et San Martin, relativement à la saisie à Ancon. Le général demanda, avec les instances les plus vives, la réintégration du trésor, promettant l'exact accomplissement de tous ses engagements précédents, et ajoutant qu'il n'insistait sur la remise de ces fonds que pour sauver le crédit du gouvernement. L'Amiral répondit qu'il pouvait envoyer à bord un commissaire chargé d'assister à cette distribution qui, étant publique, conserverait certainement le crédit du gouvernement; et que le débarquement de l'argent ne serait qu'un surcroît d'em-

barras et de travail absolument inutile, attendu que les personnes à qui il était dû ne se trouvaient point à terre.

San Martin, après avoir inutilement épuisé tous les arguments avec l'Amiral, adressa aux matelots et aux marins une proclamation qui, par l'ordre de lord Cochrane, fut distribuée à bord de tous les vaisseaux de guerre; mais elle n'y produisit aucun effet favorable. Le Protecteur, voyant alors que le paiement était commencé, écrivit à l'Amiral qu'il pouvait disposer de l'argent de la manière qu'il croyait la plus convenable.

Le 17, après que Canterac fut parti de Callao, lord Cochrane, instruit de l'état des batteries, proposa au général La Ma des conditions de capitulation, qui furen que les fortifications seraient rendues au troupes chiléennes; que le tiers des pro priétés particulières qui se trouveraien dans les batteries, serait livré pour paye la solde arriérée de ses vaisseaux de guerre qu'il serait permis aux Espagnols de quit ter la forteresse avec le reste de ce qu leur appartenait, et qu'il leur serait fou ni, à leurs frais, des vaisseaux pour le transporter en Europe, ou dans tout autr lieu à leur choix.

Au moment où ces propositions étaien

sur le point d'être agréées, le Protecteur, qui avait aussi de son côté négocié avec e gouverneur, en fut instruit; et, le ma-in du 12, le colonel Guido fut chargé l'adhérer aux propositions que ferait le énéral La Mar, qui furent naturellement es plus honorables et des plus avanta-euses pour les Espagnols. Le 25, à dix eures du matin, les troupes patriotes ntrèrent dans le château sur lequel le avillon américain fut hissé. Le même our le nom du Real Felipe fut remplacé ar celui de Castilla de la independencia; elui de San Miguel par celui de Castillo el Sol; celui de San Rafael devint le Castillo de Santa Rosa.

Quoique les tribunaux de purification tablis par le général Caratala dans le laut-Pérou, et dans le Chili par le prési-ent Marco, eussent été extrêmement op-ressifs, San Martin en établit un à Lima 27 septembre, et le chargea d'exami-er la conduite antérieure des Espagnols ui, se fiant sur ses promesses réitérées, taient restés dans le Pérou, et avaient rêté le serment d'indépendance. Ce pro-édé fut encore agravé le 27 par une pro-lamation portant défense à tout Espa-nol de quitter sa maison, sous quelque rétexte que ce fût, après le coucher du

soleil, sous peine de confiscation de ses propriétés et d'exil du pays; il y eut néanmoins quelques exceptions ajoutées à ce décret protectoral.

Les marins étrangers avaient tous été payés à Callao, à l'exception de l'équipage de la Valdivia, qui déserta de ce vaisseau à Ancon, et préféra les promesses de San Martin à la certitude d'être payé sur l'argent enlevé. Ces marins reçurent la permission d'aller à terre; et, après avoir laissé passer quelques jours, l'Amiral envoya le lieutenant Wynter pour engager ceux qui consentiraient à continuer à servir dans l'escadre du Chili, lorsqu'à l'extrême étonnement de tout le monde, il fut arrêté par ordre de San Martin et envoyé au château; mais, grâce à la communication officielle pleine d'énergie de lord Cochrane, il fut mis en liberté le jour suivant.

L'intention constante de détruire l'escadre du Chili ne cessa de se manifester dans toute la conduite de San Martin. Chaque officier qui abandonnait les vaisseaux de guerre était reçu sous le pavillon du Pérou, et plusieurs eurent de l'avancement; leur nombre s'éleva en tout à seize.

San Martin ayant échoué dans plusieurs

entatives pour séduire les officiers appar-
enants à l'état du Chili, et craignant que
publicité de ces démarches n'excitât
inquiétude des Péruviens, ordonna à
ord Cochrane, de la manière la plus pé-
emptoire, de quitter la baie de Callao
vec les vaisseaux qu'il commandait, étant
ersuadé qu'il lui serait impossible de le
ire, faute de marins européens. Mais le
octobre, huit jours après la notifica-
on, tous les vaisseaux de guerre, avec
s deux prises, mirent simultanément à
voile, et sortirent de la baie.

Etant venu mouiller à Ancon, lord
ochrane ordonna au Lautaro et au Gal-
arino de partir le 8 pour Valparaiso; et
O'Higgins, l'Independencia, la Valdi-
a, l'Araucano, et les prises de San Fer-
ndo et de la Merci, mirent à la voile
our Guayaquil où l'Amiral avait résolu
aller se radouber pour croiser sur la
te du Mexique à la recherche des deux
égates espagnoles.

Le 15, il arriva à Puna, dans la rivière
Guayaquil, et le 18 mouilla près de
ville, où l'escadre fut saluée de vingt
un coups de canon, salut qu'elle ren-
t aussitôt.

CHAPITRE XIV.

Révolution de Guayaquil. — Son gouvernement. — Départ de l'escadre. — Nouvelles du Mexique. — Commencements de la révolution mexicaine. — Hidalgo. — Sa mort. — Lopez et Rayon. — Morelos. — Sa mort. — Mina. — Sa mort. — Révolte d'Iturbide. — Son entrée à Mexico. — Arrivée de l'escadre à Acapulco. — Lettre d'Iturbide. — Départ de la flotte d'Acapulco. — Vents violents à la hauteur de Tehuantepec. — Révolution de Panama. — Départ de la flotte pour Guayaquil. — Son arrivée. — Lord Cochrane hisse le pavillon chiléen sur la Vengansa. — Conduite du peuple de Guayaquil. — Traité fait avec le gouvernement. — Départ de la flotte de Guayaquil. — Son arrivée à Callao.

Le matin du 8 octobre 1820, Guayaquil avait effectué sa révolution. Les officiers appartenants à la garnison péruvienne et plusieurs des principaux habitants avaient, pendant la nuit précédente, formé tous leurs plans, et au point du jour le gouverneur et plusieurs autres Espagnols furent embarqués à bord de la goë

lette l'Alcance, et envoyés au quartier-général de l'armée sous les ordres du général San Martin.

Pendant le premier mois qui suivit cette révolution, Guayaquil eut à gémir sous l'oppression de son gouverneur Escobedo qui, étant à la tête de la force militaire, se constitua, de sa propre autorité, le chef suprême politique et militaire; mais le cabildo fit circuler les convocations nécessaires pour réunir les députés des différentes villes; l'assemblée eut lieu, et Escobedo fut déposé et envoyé au quartier-général de San Martin. On forma alors, d'après le vote général des députés, une junte composée de trois individus; à sa tête fut placé, comme président, le docteur Olmedo; les deux autres étaient Ximena et Roca qui gouvernaient la province à notre arrivée; mais le peuple était très-divisé dans ses opinions : quelques-uns penchaient en faveur d'une incorporation avec le Pérou, sous San Martin, d'autres avec la Colombie sous Bolivar; tandis qu'un troisième parti se prononçait aussi hautement en faveur d'une indépendance absolue, et semblait appuyer ses opinions par les arguments les plus solides.

A cette époque, une division de l'ar-

mée colombienne était stationnée à Babaoyo, sous le commandement du général Sucre, dans la vue de prendre Quito aussitôt que la saison pourrait le lui permettre ; néanmoins, à l'exception des troupes qui avaient été envoyées de Guayaquil et placées sous les ordres du général Sucre, la force armée était sous la direction du gouvernement; mais la crainte d'une invasion des Espagnols, sous les ordres d'Aymerich, président de Quito, se manifesta chez tous les habitants, et pour garantir la ville des tentatives qui pouvaient être faites, on avait ouvert un large fossé au nord de Cuidad Vieja.

Le gouverneur de Guayaquil profita de l'arrivée des vaisseaux de guerre chiléens, pour annoncer aux Quitenos que le Pérou était entièrement libre, et que les forces navales libératrices étaient arrivées à Guayaquil pour protéger cette partie du Nouveau-Monde. C'était une ruse de guerre. Le général Sucre envoya le colonel Ibarra, pour complimenter Lord Cochrane.

Les réparations des vaisseaux de guerre étant aussi complètement achevées que les localités le permirent, l'escadre quitta Guayaquil le 1er. décembre 1821; mais

on s'aperçut que la voie d'eau de l'O'Higgins était aussi abondante que jamais, et tel était l'état de cette frégate, que, depuis son arrivée à Pisco, 150 hommes avaient été constamment occupés aux pompes.

Jamais expédition ne sortit d'un port dans une réunion de circonstances aussi fâcheuses. Le vaisseau pavillon était percé de tous côtés. Son mât d'avant et son beaupré étaient tous deux cassés dans les carlingues; il manquait en outre de matelots. Un habitant de Guayaquil ayant demandé à l'Amiral s'il engagerait une action avec la frégate espagnole la Prueba; « Oui, répondit-il, je conduirai l'O'Higgins bord à bord de la Prueba, et je dirai alors à mon équipage qu'à bord de l'ennemi il n'y a point de pompes; cela suffira pour assurer la victoire. » Les équipages de la Valdivia, de l'Indépendencia et de l'Araucano avaient aussi à peine le nombre de matelots nécessaire pour les gouverner.

Le 11, l'escadre atteignit la petite île des Cocos; le 14, on découvrit la côte du Mexique. La voie d'eau de l'O'Higgins croissait journellement, et on craignit de ne pouvoir entrer heureusement dans la baie de Fonseca, ou d'Amapalla; les

pompes étaient en mauvais état, et il n'y avait pas de charpentier à bord. La frégate fut mise à l'ancre près de la petite île de la baie; on fit deux trous sur les côtés de niveau avec le tillac, et on y plaça deux vieilles pompes, ce qui empêcha le bâtiment de couler bas.

Pendant que l'escadre était à l'ancre, elle fut abordée par un canot monté par deux Indiens et un jeune homme qui apprit à lord Cochrane que Mexico s'était déclaré libre le 13 juin dernier, que Guadalaxara avait suivi son exemple le 14, Tepec le 17, et San Blas le 19. Les provinces de Guadalaxara, de Tlascala, de Guanajuato, de Puebla, de Zacatecas, d'Oajaca, de Valladolid, de Bajio, de Purnandia et de Vera Cruz, s'étaient aussi déclarées indépendantes de la capitale.

Voici les principaux évènements qui ont précédé cette émancipation générale.

Plusieurs mouvements révolutionnaires avaient déjà été réprimés par les autorités espagnoles. Un complot, ourdi par quelques ecclésiastiques et créoles, fut dénoncé au vice-roi Vénégas par un prêtre, en violation du secret de la confession. Le curé Hidalgo, chef de la conspiration, se mit alors à la tête des conjurés et parcourut successivement Vallado-

lid, Guadalaxara, Guanajuato, et marcha sur Mexico; mais la désertion se mit dans ses troupes par suite de la sentence d'excommunication lancée par l'archevêque.

Hidalgo bat le royaliste Truxillo qui l'attire dans son camp sous prétexte d'une conférence et fait tirer sur sa petite troupe. Serré de près par Calléja, ce curé patriote est obligé d'accepter le combat à Aculco; son armée est mise en déroute par suite d'une terreur panique. Livré lui-même par Elisondo, l'un de ses officiers, il est dégradé de la prêtrise et périt dans les tortures.

Lopez et Rayon firent ensuite éprouver des pertes aux royalistes; Rayon surtout qui établit à Zitaquara une junte qui, forcée de se réfugier à Zultepec, par suite de la prise de la première ville par Calléja, y publia un manifeste et une constitution qui, tout en reconnaissant encore Ferdinand, déclarait le Mexique indépendant de l'Espagne.

Morelos, après avoir remporté de brillants succès sur les royalistes, fut battu et son armée dispersée. Un congrès, qui s'assembla d'abord à Chilpanziago et successivement à Ario et à Apazintgan, promulgua une constitution démocratique. Mo-

relos étant tombé entre les mains des royalistes fut déposé par l'évêque, accusé d'hérésie et fusillé par derrière dans le village de Saint-Christophe. Le congrès se retira à Puebla où il organisa des corps de guerillas.

La tentative du jeune Mina, après avoir été aussi d'abord très heureuse, finit par avoir le même résultat : débarqué sur les côtes avec quatre cent cinquante hommes, il défait un corps de deux mille royalistes, se rend maître de Guanaxato et se compose une armée de quinze mille hommes. Apocada met sa tête à prix. Surpris à quelques lieues de son camp, il est fait prisonnier et mis à mort. Son armée est dissoute et les guerillas seules combattent encore pour la liberté, jusqu'à ce qu'un soulèvement général mette fin au règne des Espagnols.

Le Vice-Roi Apodaca ayant envoyé Iturbide, à la tête de son régiment, contre la ville d'Acapulco, celui-ci passa du côté des insurgés. Après avoir obtenu du général Odonoju, vice-roi nommé par les Cortès, la reconnaissance de l'indépendance mexicaine, Iturbide s'empara de la capitale et y établit une régence. Alors toutes les principales villes du Mexique suivirent l'exemple de la capitale, comme nous venons de le dire.

Tout étant disposé pour le départ, l'escadre quitta la baie de Fonseca le 28 décembre.

Le 25 janvier 1822, elle entra dans l'embouchure ou port d'Acapulco, où elle trouva le brick l'Araucano et la goëlette la Merci. Le premier avait été envoyé en avant pour observer le havre, et l'autre à Realejo pour obtenir des renseignements sur les frégates espagnoles; mais malheureusement il avait été impossible d'en avoir aucune nouvelle, excepté que, le 3 décembre, elles avaient mis à la voile d'Acapulco, pour une destination secrète. Le même jour l'Amiral reçut la visite d'une députation envoyée par Don Augustin Iturbide, alors président du Mexique, et par l'évêque de Guamangua qui, exilé du Pérou par le Protecteur San Martin, avait été nommé par le gouvernement du Mexique au siége de Puebla de los Angeles; et avait ainsi échangé son premier évêché qui lui produisait 12,000 dollars, contre un de 40,000.

Le 3 février, lorsque l'escadre eut appareillé, lord Cochrane reçut une note du Président du Mexique, dans laquelle, en lui faisant des compliments sur les services qu'il avait déjà rendus à la cause de l'Amérique, il lui annonçait le départ

de deux commissaires qu'il envoyait auprès de lui pour lui communiquer des matières de la plus haute importance pour l'Etat, regrettant de ne pouvoir lui-même lui présenter ses hommages.

Un vaisseau qui entra dans le port le 2 février, n'ayant point apporté de nouvelles, et le jour de l'arrivée des commissaires n'étant point désigné, l'Amiral se détermina à poursuivre les frégates composant les derniers débris de la puissance maritime espagnole dans la mer Pacifique.

Dans la nuit du 10, un vent très-fort s'éleva dans la baie de Tehuantepec, et, à raison du mauvais état de l'O'Higgins, on s'attendait à le voir réduit en pièces à chaque coup de mer qui venait le frapper. Le matin le vent se calma, mais la Valdivia fit un signal de détresse, et fit savoir ensuite par signaux qu'elle avait été frappée d'un coup de mer, et que dix-sept pièces de bois s'étaient détachées de son bas-bord; faute de pompe, l'eau gagnait considérablement, et les hommes étaient presque épuisés de fatigue; on envoya de l'O'Higgins tous ceux qui se regardaient comme charpentiers, et le dommage fut bientôt réparé aussi bien que les circonstances le permettaient.

Le 5 mars, l'escadre fit voile vers la côte d'Esmeraldas, et le 7 elle mouilla dans le port de Tacames ou Atacames. On y apprit que le général espagnol Crus Mourgeon était arrivé, le 25 décembre, de Panama dans ce port, avec un grand nombre d'officiers et huit cents hommes, et marchait pour se réunir aux forces de Quito; qu'immédiatement après son départ de Panama, qui eut lieu le 21 novembre, les habitants s'étaient révoltés, et avaient déclaré leur indépendance, malgré la présence des deux frégates, la Prueba et la Vengansa. Ces deux frégates avaient quitté le premier janvier le port de Tacames pour se rendre à Guayaquil, et sur la côte du Pérou. D'après ces avis, lord Cochrane se dirigea aussitôt vers la rivière de Guayaquil, et arriva le 10 à l'île de Puna.

La Prueba et la Vengansa avaient été plusieurs jours à l'ancre en vue de l'île, et la ville avait envoyé des députés pour négocier avec les deux capitaines, Don Jose Villegas de la Prueba, et Don Jose Joaquin Soroa de la Vengansa, et le sloop de guerre l'Alexandre, avaient remonté la rivière de Guayaquil, et le 25, la Prueba l'avait quittée pour le port de Callao; aussitôt après avoir reçu cet avis,

l'Amiral remonta la rivière et vint mouiller dans la matinée du 13 en vue de la ville, où il trouva la Vengansa portant le pavillon Péruvien.

Lord Cochrane apprit alors que les capitaines Villegas et Soroa avaient négocié la reddition des frégates espagnoles, avec les commissaires nommés par Don Francisco Salasar, envoyé péruvien à Guayaquil, et que les conditions avaient été ratifiées les 15 et 16 février par les parties respectives. Les principales étaient, que tous les officiers et équipages recevraient du gouvernement péruvien l'arriéré de solde qui leur était dû; que ceux qui voudraient rester en Amérique y jouiraient de tous les droits et priviléges de citoyen, et que ceux qui désireraient retourner en Europe, seraient défrayés de leur voyage par le gouvernement péruvien. D'après plusieurs renseignements pris à terre, il parut que les négociations furent au moment d'être rompues; mais l'annonce de l'arrivée de l'escadre chiléenne décida les capitaines espagnols à rendre leurs vaisseaux; en conséquence, lord Cochrane envoya dans la matinée du 14 le capitaine Crosby à bord de la Vengansa, avec ordre de hisser à son pic le pavillon du Chili avec celui du Pérou.

Cet acte excita un grand trouble dans la ville ; les chaloupes canonnières furent aussitôt garnies de monde, et des pièces de canon conduites sur les bords de la rivière, où les habitants s'employèrent à placer des pièces de bois pour servir de parapets. L'Amiral souriait de ces démonstrations guerrières et de ces moyens de défense illusoires. Dans la nuit du 17, le courage de ceux qui s'étaient volontairement constitués ses ennemis, fut mis à l'épreuve.

Avec le retour de la marée, la Valdivia remonta la rivière jusqu'à l'endroit où les officiers et matelots espagnols étaient à l'ancre avec les chaloupes canonnières que le gouvernement les avait autorisés à diriger, comme étant plus experts dans la tactique navale. Mais, supposant que la frégate était au moment de les attaquer, ils conduisirent les chaloupes à terre et s'enfuirent sur le derrière de la ville.

Une correspondance s'établit entre l'Amiral et le gouvernement ; le 19, des commissaires se réunirent à terre, et arrêtèrent les conditions suivantes :

« 1°. La frégate la Vengansa continuera à être la propriété du gouvernement de Guayaquil. 2°. Le gouvernement garantit à l'escadre chiléenne, sous un

dédit de quarante mille dollars, que la frégate la Vengansa ne sera point livrée ni vendue à aucun gouvernement, jusqu'à ce que ceux du Pérou et du Chili aient conjointement statué sur ce qu'ils considéreront comme le parti le plus juste à prendre dans cette affaire. 3°. La corvette l'Alexandre sera remise à ses propriétaires ou à leurs mandataires d'après les droits qu'ils avaient avant qu'elle fût extraite par violence de cette rivière.

Le 25 l'escadre appareilla et arriva, le 12 avril, au petit port de Huambacho, sur la côte du Pérou, où l'alcade du village montra à l'Amiral un ordre écrit de San Martin, portant que si quelque vaisseau de guerre du Chili touchait dans ledit port, il eut à s'opposer à tout débarquement, et à lui refuser tout secours.

Exaspéré par cette conduite, l'Amiral, après avoir convaincu l'alcade qu'il n'avait pas le pouvoir d'exécuter de semblables ordres, se dirigea vers Callao où il arriva le 25.

CHAPITRE XV.

Liberté de la presse proclamée. — Plusieurs décrets. — Institution de l'Ordre du Soleil. — Convocation d'un Congrès constituant. — San Martin délègue l'autorité exécutive au marquis de Torre Tagle. — San Martin quitte Lima. — Son retour. — Défaite de l'armée libératrice à Ica. — Proclamations. — Arrivée de lord Cochrane au Pérou.

Le 13 octobre 1821, la liberté de la presse fut proclamée : tout individu pouvait publier librement ses pensées, sans qu'elles fussent soumises à aucune révision ou approbation ; mais toutes les insultes faites à la religion ou à la morale, tout ce qui pouvait tendre à troubler la tranquillité publique ou à blesser l'honneur de quelque citoyen, était susceptible de peines à infliger par la junte conservatrice de la liberté de la presse.

Le 17, le gouvernement rendit une ordonnance portant que tous les étrangers résidant au Pérou y jouiraient des droits de citoyen ; les soumettant en même temps

aux lois du pays et aux ordres du gouvernement, et les privant de l'intervention des vaisseaux de guerre de leurs nations respectives. Tous les étrangers étaient aussi déclarés obligés de prendre les armes pour le maintien de l'ordre social, mais non contre l'ennemi commun ; et devaient payer les mêmes contributions que les citoyens de l'Etat.

Le 12 octobre, fut institué l'Ordre du Soleil ; vingt-six fondateurs furent nommés par le Protecteur, qui se constitua *Président* de l'Ordre : dans ce nombre furent compris deux capitaines qui avaient abandonné l'escadre chiléenne à Callao ; cent trente-huit bien méritants, y compris le capitaine Spry, et cent deux associés ou compagnons, parmi lesquels se trouvaient des déserteurs de l'escadre chiléenne.

Non content de la création de cette noblesse mâle, la même dignité fut accordée à cent vingt femmes, parmi lesquelles on distinguait la Dona Rosa Campusano, favorite du créateur de l'Ordre. Don Bernardo Monteagudo fut nommé secrétaire, et Don Diego Paroissien maître des cérémonies.

Le 23 octobre, un comité fut chargé de rédiger un Code constitutionnel, ou

règlement d'administration de la justice pour le Pérou. San Martin avait décidé qu'il serait législateur, comme il était déjà libérateur. Vers cette époque, il parut des vers adressés au Protecteur, sous le titre d'empereur du Pérou, mais quelques cris proférés dans les rues engagèrent le gouvernement à en faire connaître son mécontentement.

La désertion commença à se manifester dans l'armée libératrice, et l'autorité fut obligée de rendre un décret portant que toute personne qui retirerait dans sa maison ou protégerait un déserteur, s'exposerait pour la première fois à une confiscation générale, et pour la seconde à un exil perpétuel. Tous les esclaves furent invités à dénoncer leurs maîtres, sous la promesse de l'affranchissement si le crime de recèlement était prouvé.

Plusieurs Espagnols qui avaient été arrêtés et conduits à la maison d'arrêt, comme accusés de sédition et de conspiration, furent condamnés le 20 novembre, huit à la confiscation de leurs propriétés et à l'exil en Europe, et treize à une confiscation partielle et à un exil de deux mois à Chancay.

Il fut décrété le 25 décembre que l'ancienne noblesse du Pérou conserverait

ses armoiries placées sur la façade de ses maisons, selon l'usage; et, par le même décret, il fut permis à toute la noblesse solaire d'y mettre un soleil. Il fut aussi ordonné, le même jour, que les personnes qui avaient des titres pendant la domination espagnole, sous le nom de titres de Castille, jouiraient des mêmes honneurs sous la désignation de titres du Pérou, ou les changeraient pour d'autres qui pourraient être plus concordants avec le nouvel état des choses alors établies. Ainsi on vit une république avec des comtes, des marquis, des vicomtes, etc.

Le 27, le Protecteur, de l'avis de son conseil d'état, ordonna que, le 1er. mai 1822, le Congrès général du Pérou s'assemblerait dans la capitale et qu'il serait nommé des représentants pour les provinces qui étaient encore sous la domination oppressive de l'ennemi. Le seul objet de ce congrès devait être de déterminer définitivement la forme du gouvernement à établir, et la formation d'une Constitution. Tous autres pouvoirs donnés aux députés devaient être considérés comme nuls et de nul effet.

Il fut, en outre, ordonné qu'il serait nommé, à Lima, un comité préparatoire pour rédiger un plan relatif au mode d'é-

lection des députés, et pour préparer les bases de la Constitution, ouvrage qui devait être terminé avant la réunion du Congrès. Ainsi, les lois destinées à la nation devaient être arrêtées par un comité particulier, sous la direction de San Martin et de ses ministres, et le Congrès était appelé pour sanctionner ce travail. Cette duplicité fut, en dernier résultat, la cause de l'abdication *volontaire* du Protecteur.

Le 19 janvier 1822, San Martin annonça qu'il était au moment de quitter Lima pour aller visiter Guayaquil où il espérait se réunir au Libérateur de Colombie, l'immortel *Bolivar*, pour se concerter avec lui sur des sujets de la plus haute importance pour le bien de l'Etat. Avant son départ, il délégua toute la puissance exécutive au grand maréchal marquis de Torre Tagle, à qui les tribunaux, les ministres, les corporations, les chefs de troupes de terre et de mer, furent tenus de jurer obéissance. Cette cérémonie eut lieu le 20. Le premier décret du Délégué suprême ordonna que tous les Espagnols célibataires qui voudraient quitter le Pérou, remettraient à la trésorerie nationale la moitié de leurs propriétés, et qu'en cas de fraude la totalité serait confisquée et les personnes exilées.

Le 3 mars, le Protecteur fit savoir à Lima qu'ayant touché à Huanchaco, il avait reçu la communication officielle que le Libérateur de Colombie avait changé de plan et n'irait point à Guayaquil comme on l'avait espéré, qu'en conséquence il était revenu à Callao ; mais que sa volonté était que le marquis de Torre Tagle fût maintenu dans le plein exercice de l'autorité qu'il lui avait déléguée. San Martin se retira ensuite dans la maison de campagne de l'ex-vice-roi Pesuela, à la Magdalena, village qui changea son nom pour celui de ville des libres, *pueblo de los libres !*

Le 31 mars, la frégate espagnole la Prueba arriva à Callao, et fut immédiatement remise au gouvernement péruvien, par son commandant Larrigada, selon le traité conclu à Guayaquil le 16 février. Le Délégué suprême se rendit aussitôt à bord, le pavillon péruvien fut hissé sur la frégate, et son nom changé en celui du Protecteur.

Convaincu de l'importance de la possession des vallées de Pisco et d'Ica, non-seulement sous les rapports commerciaux, mais encore sous ceux d'une position militaire où il était possible d'entretenir une communication ouverte avec les pro-

vinces du Haut-Pérou, et d'empêcher l'ennemi, alors à Huamanga et autres points adjacents, de faire des incursions sur les domaines situés le long de la côte, San Martin, quoique l'autorité civile fût exercée par son délégué le marquis de Torre Tagle, et que le général Alvarado eût été nommé par lui chef de l'armée, ordonna qu'on fît marcher deux mille hommes de troupes, avec leurs officiers respectifs, vers Ica, sous le commandement du général Don Domingo Tristan qui, peu de mois auparavant, était colonel de milice dans la province d'Arequipa, et qui obtint ce poste honorable par l'intercession de la Protectrice.

Le 13 avril il parut à Lima deux proclamations: dans la première San Martin annonçait aux habitants que la division du sud, sans avoir été battue, avait été surprise et dispersée. Il leur faisait connaître aussi l'intention où il avait été d'aller chercher le repos; mais que, tant qu'il y aurait du danger, ils ne seraient point abandonnés par leur fidèle ami.

La seconde était adressée à l'armée unie. Le Protecteur, en lui annonçant cet évènement, exhortait les soldats à venger l'injure de leurs frères et à se préparer à vaincre.

Le même jour le marquis de Torre Tagle fit aussi publier une proclamation sur le même sujet ; en invitant les habitants à se défendre et à se préparer à tous les sacrifices pour conserver leur liberté.

Les deux chefs suprêmes firent, le 13, une autre proclamation adressée aux habitants de l'intérieur, pour leur assurer que la perte de la division ne pouvait être d'aucun poids dans la balance de la destinée du Pérou. « La Providence, y disaient-ils, nous protège de la manière la plus spéciale, et fera de cette action un moyen de plus d'accélérer la ruine des ennemis du Pérou. Fiers de leur victoire, ils nous épargneront en partie le temps qu'il eût fallu employer à les chercher. Ne craignez rien : l'armée qui deux fois put les repousser loin de la capitale, est prête à les punir une troisième fois, et à les punir pour jamais. »

Si cette action avait eu lieu à une grande distance de la capitale, la vérité aurait pu rester voilée pendant quelque temps ; mais on sut bientôt à quoi s'en tenir exactement, par le petit nombre de ceux qui échappèrent ; aussi, furent-ils promptement réunis et envoyés à Callao, pour prévenir, autant que possible, que la fâcheuse vérité ne circulât.

Dans la nuit du 7 avril, les Espagnols, sous les ordres de Canterac et de Caratala, s'étaient avancés sur les Américains commandés par Tristan, qui, faute d'avoir employé en cette occasion les précautions les plus simples et les plus ordinaires, furent complètement entourés. A la pointe du jour, toute la division fut au pouvoir de l'ennemi, à l'exception du général, d'une partie de son état-major et de quelques officiers. La perte de l'armée libératrice fut d'environ deux mille hommes tués ou faits prisonniers, de cinq mille mousquets, de la caisse militaire contenant environ cent mille dollars, des munitions, des équipages, des presses d'imprimerie et de tout le matériel qui en dépendait.

Le 24 avril on publia un décret contre les Espagnols résidants à Lima, imposant la peine de l'exil et de la confiscation des propriétés à ceux qui paraîtraient dans les rues avec des manteaux; la peine de la confiscation et de l'exil à ceux qu'on trouverait en conversation particulière au nombre de plus de deux; celle de la mort contre ceux qui seraient trouvés hors de chez eux après le coucher du soleil, et celle de la confiscation et de la mort contre tous ceux qu'on trouverait possesseurs

de toutes espèces d'armes, excepté de couteaux pour le service de leurs tables.

Tel était l'état des affaires au Pérou lorsque lord Cochrane y arriva le 25 avril. L'autorité suprême était constamment occupée à rendre des décrets contradictoires les uns aux autres, en opposition avec les promesses faites et répétées par le Protecteur, avant et après qu'il eut pris ce titre. La justice et la raison s'y trouvèrent également violées, et tout concourut à produire le mécontentement, la désunion et l'anarchie.

Les ennemis étaient victorieux, les patriotes craignaient quelque funeste revers. Ce qui restait de troupes était mécontent et voyait qu'aucune des promesses qui leur avaient été faites, n'avait reçu d'exécution. L'or et l'argent avaient disparu; le gouvernement les avait remplacés par un papier monnaie. Les contributions allaient toujours en augmentant et étaient exigées à la pointe de la baïonnette; tandis que le Protecteur de la liberté de ces contrées s'était retiré à sa maison de campagne, pour s'y délasser de ses travaux !

CHAPITRE XVI.

Le régiment de Numance refuse de sortir de Lima. — San Martin annulle le traité fait à Guayaquil avec lord Cochrane. — Les Espagnols sont exilés de Lima. — Lord Cochrane quitte Callao. — Son arrivée à Valparaiso. — Proclamation de lord Cochrane. — Il se retire à Quintero. — Convention réunie au Chili. — Monteagudo exilé de Lima. — Troubles dans le Chili. — Arrivée de San Martin à Valparaiso. — Sa proclamation. — Abdication de O'Higgins. — Départ de lord Cochrane pour le Brésil.

La non exécution des promesses faites au régiment de Numance, l'avait forcé de déclarer qu'il ne sortirait point de Lima pour marcher contre l'ennemi, et le capitaine Doronsoro fut envoyé par les officiers ses camarades, pour demander à lord Cochrane s'il consentirait à les recevoir à bord de l'escadre chiléenne, et à transporter le régiment sur le point le plus près de Colombie, pays auquel ils appartenaient, et où San Martin avait promis de les renvoyer après la reddition de Lima.

Le Protecteur du Pérou ayant été instruit du traité de Guayaquil, relativement à la Vengansa, et à l'Empereur Alexandre, envoya dans ce port les capitaines Carter et Young pour en prendre le commandement. Le gouvernement de Guayaquil y consentit, et les deux vaisseaux hissèrent de nouveau le pavillon péruvien, quoique l'Alexandre fût, *bona fide*, la propriété de M. Hendenson, et sous pavillon anglais à l'époque où les équipages des chaloupes canonnières s'en emparèrent, dans le mois d'août 1821, et se rendirent à Panama où ils le livrèrent aux autorités espagnoles, qui ensuite le comprirent dans leur traité avec l'agent péruvien à Guayaquil.

La scène la plus horrible qui signalât la résidence de San Martin dans le Pérou, était réservée pour le mois de mai 1822. Dans la nuit du 4 il y eut un grand bal au palais pour célébrer la première réunion des membres de l'Ordre du Soleil des deux sexes; et, tandis que tout y respirait la joie et le plaisir, des détachements de soldats furent envoyés dans les maisons des Espagnols, pour les arracher de leurs lits et les traîner à Callao où ils furent transportés à bord du Milagro. Plusieurs d'entre eux étaient riches, consi-

dérés et chefs de nombreuses familles, des ecclésiastiques octogénaires, des officiers civils et militaires : tous, sans la moindre distinction d'âge ou de rang, furent enlevés de chez eux à minuit, quelques-uns à demi habillés, d'autres presque nus, et tous furent forcés de faire à pied une traite de six milles; après laquelle on les embarqua à bord d'un vaisseau où, pendant deux jours, il ne leur fut point délivré de provisions. Dans la première nuit, deux vieillards moururent faute de vêtements et de nourriture, et plusieurs autres auraient péri si San Martin ne s'était décidé à leur vendre des passe-ports. Il permit à ceux qui en achetaient de passer du Milagro sur des vaisseaux neutres, pour quitter à jamais le Pérou ; mais plusieurs n'osèrent se rendre en Espagne, parce qu'ils étaient restés dans Lima lorsque La Serna en partit avec l'armée espagnole, et avaient ensuite adhéré à l'indépendance du Pérou. Quelques passe-ports furent vendus mille dollars, d'autres dix mille, selon la fortune des acheteurs; et ceux qui ne purent payer leur libération, furent envoyés au Chili sur le Milagro qui reçut une nouvelle dénomination, à raison de cette expédition, et fut alors appelé le Mon-

teagudo. Si le général San Martin ne s'était pas compromis par les assurances répétées qu'il fit aux Espagnols avant et après son arrivée à Lima, sa conduite à leur égard aurait pu, du moins jusqu'à un certain point, être palliée. Il aurait d'abord gardé le silence, et les eût exilés à la première occasion où le prétexte lui en aurait été fourni ; il aurait pu justifier sa conduite en s'appuyant sur ce qui s'était passé en Colombie, au Chili et à Buenos Ayres; mais, au contraire, il leur avait souvent promis qu'ils seraient en sûreté ; et, leur ayant dit fréquemment que leurs personnes et leurs propriétés seraient inviolables, leur confiance en ses promesses leur fit perdre tous droits à la protection des lois de leur pays natal; ils avaient, en outre, prêté serment d'allégeance à ses ennemis, et étaient explicitement devenus traîtres. En les proscrivant, il fit une tribu errante de malheureux qui, jusqu'à leur dernier soupir, ne cesseront de maudire sa duplicité.

Le 9 mai, la goëlette le Montezuma, appartenant au Chili, et qui avait été prêtée par le gouverneur au général San Martin pour lui servir de corvette, entra dans le port de Callao sous pavillon péruvien. Lord Cochrane ordonna de faire

feu sur ce bâtiment, et l'obligea à venir mouiller près de lui; aussitôt il en prit possession, envoya les officiers à terre, et, le 10, il fit voile pour Valparaiso, où il arriva le 13 juin.

L'Amiral fit connaître son retour par un ordre du jour : « Les désirs les plus chers de Son Excellence le Directeur suprême sont maintenant remplis; et le peuple du Chili est dédommagé de ses sacrifices. La puissance maritime de l'Espagne a succombé; elle est maintenant anéantie; les vaisseaux dont les noms suivent, ayant cédé aux efforts constants de cet Etat libre :

» Les frégates la Prueba, de 50 canons; l'Esmeralda, de 44; la Vengansa de 44; les vaisseaux la Résolution, de 34; le Sébastien, de 34; les bricks le Pesuela, de 18; le Potrillo, de 16; les goëlettes la Proserpine, de 14, et l'Aransasu; dix-sept chaloupes canonnières; les vaisseaux marchands l'Aguila et le Begona, armés à Guayaquil, et d'autres employés comme vaisseaux de blocus à Callao.

» Il est bien doux pour moi, après avoir éprouvé des difficultés de toutes les espèces, telles qu'il n'en avait jamais auparavant existé à bord de vaisseau de guerre, de vous annoncer l'arrivée de

l'escadre chiléenne dans le port de Valparaiso qui a été son berceau, où elle est l'objet de l'admiration et de la gratitude de tout le Nouveau-Monde, à raison des importants services qu'elle a rendus à la cause de la liberté, et de l'indépendance du Chili, du Pérou, de Colombie et du Mexique. J'ai l'honneur d'être, etc., *signé* COCHRANE. »

Peu de jours après son arrivée à Valparaiso, l'Amiral alla visiter la capitale du Chili, et solliciter la permission de se retirer, pour six mois, dans son domaine de Quintero; à moins que ses services ne fussent nécessaires. En même temps il demanda, de la manière la plus vive et la plus instante, que ses officiers et ses soldats fussent exactement payés de tout ce qui leur était dû. Le gouvernement promit que ses intentions seraient remplies, ce qui en effet eut lieu peu de temps après.

Le 23 juillet 1822, le Congrès national du Chili se réunit à Santiago; il fut ouvert par le gouverneur suprême Don Bernardo O'Higgins, qui remit son autorité directoriale aux représentants de la République, et termina ainsi sa harangue : « Compatriotes, mon commandement est à sa fin. Les défauts sont insépa-

rables de l'humanité; les plus grandes difficultés m'ont assailli de tous les côtés. Peut-être mon manque de connaissances et d'expérience m'a-t-il fait commettre quelques erreurs bien involontaires; je ne peux oublier les honneurs que j'ai reçus, et j'espère que, soutenu par ma reconnaissance, je pourrai vivre assez longtemps pour voir le Chili aussi heureux et aussi prospère que les contrées les plus florissantes de la terre. »

Immédiatement après que le Directeur se fut retiré, le Congrès se rendit près de lui, et le réinstalla dans la suprême autorité exécutive, en lui disant : « Lorsqu'il existera une constitution qui spécifiera le temps des travaux des magistrats, les représentants pourront accepter votre démission, et alors votre Excellence jouira, dans sa retraite, de la gloire et de la fortune qu'elle aura si bien méritées. »

La première réunion du Congrès préparatoire eut lieu le 29, à dix heures du matin.

Le 25 septembre 1822, on apprit au Chili que Monteagudo avait été destitué de son ministère et exilé du Pérou. Voici un extrait des publications qui eurent lieu à ce sujet :

« Lima avait à peine pu commencer à

entrevoir un avenir plus heureux, qu'un individu, traître à la confiance du gouvernement, commença à se jouer de notre patriotisme et de ses défenseurs.

» Ce perfide oppresseur se prévalut de l'absence de San Martin pour manifester toute la perversité de son cœur.

» Tout honorable citoyen a constamment trouvé dans Monteagudo un ennemi. Combien de victimes n'a-t-il pas sacrifiées dans son ministère d'une année ! Plus de huit cents familles ont été réduites par lui à l'indigence, et toute la ville plongée dans le malheur et le désespoir.

» Les patriotes de Lima n'étaient occupés qu'à chercher où ils pourraient trouver un asile en pays étranger. Les satellites de ce bandit étaient aussi despotes que lui, et commettaient, sous sa protection, les crimes les plus atroces. Il serait inconvenant de rappeler ici la bassesse avec laquelle il a indignement abusé de la délicatesse et de la faiblesse des femmes.

» De tels actes de despotisme, souvent répétés, ont exaspéré les habitants de Lima. Le 25 juillet, le peuple se réunit sur la place, et demanda une assemblée de la corporation, qui eût lieu aussitôt. Le cri général du peuple fut qu'on devait

déposer le ministre, le juger, et lui faire éprouver toute la rigueur des lois. Le conseil-d'état s'assembla, et, convaincu de la nécessité d'ôter Monteagudo du ministère, l'instruisit aussitôt de ce qui se passait. Alors il donna sa démission, et le Délégué suprême assura la corporation que l'ex-ministre serait appelé devant un comité du conseil-d'état, pour rendre compte de son administration passée, en conformité des statuts provinciaux.

» La municipalité demanda, le 26, que l'ex-ministre fût mis en arrestation, ce qui fut exécuté. Le peuple de Lima, connaissant l'ascendant que Monteagudo exerçait sur le délégué Torre Tagle, s'assembla de nouveau le 29. Alors la corporation demanda au gouvernement que l'ex-ministre fût embarqué et exilé à jamais de l'État, ce qui fut accordé; et, le 30, jour anniversaire de son arrivée à Lima, Monteagudo fut envoyé, sous escorte, à Callao, et sortit du port à six heures du matin. »

Tandis que tous ces évènements se passaient, San Martin était à Guayaquil où il s'était rendu pour solliciter de Bolivar des troupes pour continuer ses campagnes dans le pays. Il est impossible de dire ce qui se passa entre ces deux chefs;

mais le résultat n'en fut pas du tout favorable pour San Martin; car il revint de fort mauvaise humeur à Callao où, à sa grande mortification, il apprit que son protégé avait été exilé pendant son absence. Avant de se hasarder à débarquer, il eut une entrevue avec les principaux officiers de l'armée, qui l'assurèrent que les troupes lui étaient fidèles; sur cette assurance, il se présenta au palais de Lima, où il blâma tout ce qui s'était passé, menaça les conseillers-d'état, la corporation et la ville elle-même; déclara qu'il rappellerait sur-le-champ Monteagudo et le réintégrerait dans son ministère. Cependant, observant que les Liménéens n'étaient point intimidés par ses menaces de vengeance, il quitta le palais, et partit pour sa maison de campagne près de Callao.

Au commencement d'octobre, la conduite arbitraire de Rodrigues, ministre de la guerre et des finances du Chili, commença à exciter l'indignation publique, et des pétitions furent envoyées de toutes parts au gouverneur suprême O'-Higgins, pour le prier de renvoyer son ministre. On l'accusa des délits les plus attentatoires à la prospérité de l'Etat, d'une vénalité sordide, du monopole des

transactions commerciales, et même de s'être illégalement approprié les fonds publics, et cependant tout cela ne suffit pas pour le forcer à donner sa démission, ou pour déterminer O'Higgins à le congédier. Tandis que tout le Chili était dans cet état d'incertitude, et que des menaces alarmantes circulaient de différents points, l'évènement le plus inattendu eut lieu, et calma pour quelque temps l'orage qui commençait à se former. Ce n'était rien moins que la soudaine arrivée à Valparaiso du général San Martin.

Il avait continué de résider à sa maison de campagne jusqu'au 20 septembre, époque de la réunion du Congrès souverain, dont il reçut, le même jour, une communication dans laquelle il le remerciait, au nom de la nation, des services qu'il lui avait rendus, et le regardait comme son libérateur. Déclaration ridicule lorsque Lima était à la veille de retomber sous le joug espagnol dont il aurait été si facile à San Martin de le préserver.

Ne sachant quelle conduite tenir dans des circonstances aussi difficiles, il jugea plus convenable de se retirer, et publia la proclamation suivante, dont nous donnons un extrait comme le dernier acte de

sa carrière politique et militaire dans le Pérou.

« J'ai été témoin de la déclaration d'indépendance des états du Chili et du Pérou, j'ai en ma possession l'étendard que déploya Pizarre lorsqu'il subjuga l'empire des Incas, et je cesse d'être un homme public. Ainsi je me vois plus que récompensé de dix années de révolutions et de guerre.

» J'ai rempli mes promesses envers le pays pour lequel j'ai combattu : je le laisse indépendant, et libre de choisir son gouvernement.

» La présence d'un soldat heureux, quelque désintéressé qu'il puisse être, n'en est pas moins inquiétante pour les États nouvellement constitués. Je suis aussi fatigué d'entendre dire que j'aspire à la souveraineté : je serai toujours prêt, il est vrai, à faire les derniers sacrifices pour maintenir la liberté de ce pays, mais ce sera comme simple individu et non *autrement*.

» Quant à ma conduite publique, mes compatriotes peuvent être divisés d'opinions (ainsi que cela arrive généralement) ; il sera réservé à leurs enfants de me juger avec impartialité. »

Si San Martin avait été sincère, même

dans ses dernières assurances, ou s'il avait été convaincu que ses services auraient encore pu être utiles à la chose publique, il aurait certainement dû ne point abandonner le Pérou, lorsqu'il savait que l'armée royale était presque sous les murs de la capitale. Il s'arrêta quelque temps à Valparaiso, jusqu'à ce qu'il arrivât de Santiago une escorte pour l'accompagner dans cette ville ; il y résida jusqu'au commencement de janvier. Observant alors l'aspect menaçant que prenaient les affaires du Chili, résultat de la détermination prononcée de O'Higgins, de ne point renvoyer son ministre favori Rodrigues, il traversa les Cordilières pour se rendre à son ancienne résidence, à Mendosa.

Le général Freire, qui avait le commandement des troupes chiléennes stationnées sur les frontières de l'Araucanie, consistantes en environ trois cents hommes, se détermina à marcher contre la capitale pour renverser Rodrigues et lui faire son procès; il réussit comme il le désirait, et obligea en même temps le directeur à abdiquer son autorité suprême le 28 janvier 1823.

Dans son acte d'abdication, O'Higgins remit l'exercice du pouvoir suprême à une

junte administrative composée des citoyens D. Agostin Eyzaguirra, D. Jose Miguel Infante et D. Fernando Errazaris. Cette junte devait convoquer la représentation nationale ; et si, après un délai de six mois, les différents qui existaient entre les provinces n'avaient pas cessé, elle devait être remplacée de la manière que le peuple de Santiago jugerait la plus convenable.

Pendant ces époques de troubles et de convulsions politiques, lord Cochrane résidait dans son domaine de Quintero où il reçut du Pérou la communication suivante : «Le souverain Congrès constituant, considérant combien la liberté du Pérou doit au très-honorable lord Cochrane, dont les talents, la valeur, et la constance, ont délivré la mer Pacifique de ses ennemis les plus invétérés, et ont déployé l'étendard de la liberté sur les côtes du Pérou, arrête : que la Junte du gouvernement, au nom de la nation péruvienne, présentera au lord Cochrane, amiral de l'escadre du Chili, les expressions de la plus vive reconnaissance, pour ses exploits en faveur de cette contrée, autrefois tyrannisée par de puissants ennemis, et maintenant l'arbitre de ses propres destinées. »

En décembre, il arriva du Brésil un message du gouvernement de Rio-Janeiro, par lequel lord Cochrane était instamment prié d'accepter le commandement de la marine impériale du Brésil, pour assurer à cette contrée le bonheur qu'il était parvenu à répandre sur la côte opposée du nouveau continent.

Les troubles civils du Chili, dans lesquels il ne voulait prendre aucun parti, le décidèrent à s'en éloigner, et il partit pour le Brésil, le 19 janvier 1823.

CHAPITRE XX.

Situation de Morales. — Ouverture du premier Congrès de Colombie. — Message du Président. — Combat naval entre l'escadre colombienne et la flotte espagnole. — La junte établie à Santiago abdique le pouvoir. — Le général Freire est nommé Directeur. — Expédition de Bolivar contre Pasto et Quito. — Départ de Bolivar de Quito pour Guayaquil. — Les indépendants évacuent Lima. — Entrée de Canterac dans cette ville. — Les Indépendants en reprennent possession. — Traité conclu entre la Colombie et le Pérou. — État de la république de Colombie.

Les mouvements de Morales indiquaient l'intention d'ouvrir la campagne dans la province de Truxillo. Vers le milieu du mois de janvier 1823, Montillo avec quatre mille hommes, Paez avec trois mille, Soublette avec quatre mille, Narvès avec deux mille, et Clementi avec dix-huit cents hommes, étaient partis de divers points pour le cerner.

Morales, ayant échoué dans ses mou-

vements vers Truxillo et Merida, qui avaient pour objet de rattacher à sa cause les peuples de ces districts, s'était trouvé forcé de se jeter dans Maracaïbo avec trois mille hommes, dont douze cents vieux soldats, sur le dévoûment desquels il pouvait compter. Ce farouche militaire s'y était livré aux plus grandes cruautés envers les personnes, et aux plus coupables excès sur leurs propriétés. Il s'y trouvait bloqué par les forces des indépendants.

Au mois de mars, l'envoyé du Pérou au Chili se trouvant à Guayaquil avec Bolivar, lui écrivit pour solliciter des secours de la république de Colombie en faveur de son pays. Bolivar lui répondit que déjà des bataillons colombiens avaient mis à la voile pour aller combattre les ennemis du Pérou, et que de nouvelles forces devaient porter à six mille hommes les secours que les citoyens de la Colombie offraient à leurs frères du sud. Dans les premiers jours d'avril, sept cents hommes de troupes, envoyés par Bolivar, arrivèrent à Lima où le président Aguero faisait de grands préparatifs de défense. Canterac se trouvait à quarante lieues de cette ville, et avait sous son commandement sept mille hommes de troupes, dont deux mille de cavalerie.

L'ouverture du premier Congrès constitutionnel de la république de Colombie eut lieu le 17 avril. Le pouvoir exécutif fit connaître, dans son message, que le gouvernement des Etats-Unis avait donné un sublime exemple de justice en reconnaissant solennellement l'indépendance et la souveraineté des Etats de l'Amérique du sud, et en déclarant que cet acte public était réclamé par la politique aussi bien que par la saine raison; et qu'aussitôt l'arrivée du ministre de ce gouvernement dans la capitale, le pouvoir exécutif s'était hâté d'envoyer un ministre plénipotentiaire aux Etats-Unis, et de préparer les mesures qui devaient servir de préliminaires aux négociations.

Le gouvernement de Colombie déclarait aussi qu'il avait réussi, auprès des puissances européennes, à entrer dans quelques relations diplomatiques qui se réduisaient, pour le présent, à obtenir la reconnaissance explicite de sa souveraineté nationale.

La marine de Colombie se trouva alors renforcée de plusieurs bâtiments, entre autres du vaisseau de soixante-quatre, l'Esperanza, arrivé de Hollande avec vingt mille armements et dix mille habillements complets pour l'armée; et du

Charles, brick de dix-huit canons, venant d'Angleterre où il avait été armé pour le compte du gouvernement Colombien; mais, au moment où cette augmentation de forces maritimes donnait de justes espérances, on apprit le désastre de la flotte.

Le 1er mai 1823, l'escadre de Colombie, composée du *Bolivar*, de vingt-quatre canons et de cent cinquante hommes d'équipage; du *Mosquito*, de dix-huit canons et de cent vingt hommes; du *Saphir*, de dix-huit canons et de cent dix hommes, et de la *Maria-Francisca*, de vingt-deux canons et de quatre-vingt-dix-huit hommes: total, quatre-vingt-deux canons et quatre cent soixante-dix-huit hommes, bloquait Porto-Cabello, lorsqu'elle aperçut, venant du large, une division de six gros bâtiments de guerre. C'était la division espagnole composée de la *Diamanta*, de quarante-quatre canons et de quatre cents hommes d'équipage; de la *Cassilda*, de cinquante canons et de six cent vingt hommes; de l'*Hyena*, de dix-huit canons et de cent quatre-vingt-dix-sept hommes; de la *Cérès*, de quarante canons et de trois cent quatre-vingt-sept hommes; de la *Constitution*, de quatorze canons et de quatre-vingt-dix hommes, et de la *Ja-*

cinta, de seize canons et de cent hommes ; total, cent quatre-vingt-six canons et mille huit cent quatre hommes. Ces bâtiments s'avançaient sous pavillon anglais, et les Colombiens eurent le tort de se fier à cette apparence trompeuse. Arrivés à portée de canon, les vaisseaux substituèrent leur pavillon aux couleurs britanniques, et commencèrent le feu. Malgré leur infériorité, les Colombiens soutinrent l'action pendant sept heures et un quart, et ne se rendirent qu'à la dernière extrémité. Le commodore Daniels fit des prodiges de valeur avec sa corvette; il combattit constamment contre la *Cassilda* et l'*Hyena*; il ne cessa le feu que lorsqu'il n'eut plus de boulets, et son bâtiment coulait quand l'ennemi en prit possession. Il avait cloué son pavillon avant de commencer l'action. Ce brave marin fut blessé légèrement dans ce combat.

Cependant les provinces du Chili désavouaient l'autorité de la junte qui avait été établie à Santiago sans leur concours, et qui était composée en entier d'habitants de la ville. Des plénipotentiaires nommés par les assemblées se réunirent dans cette capitale, et, le 3 avril, installèrent provisoirement le général Freire

en qualité de directeur, pour en exercer les fonctions jusqu'à la réunion du Congrès qui devait ouvrir sa session dans quatre mois. Ce général jouissait d'une grande popularité, et était également bien vu de toutes les classes pour son patriotisme et sa bravoure; cependant son pouvoir directorial fut extrêmement limité par les plénipotentiaires, et il fut décidé que si un besoin urgent exigeait qu'on employât, pour secourir le Pérou, une partie des produits de l'emprunt de cinq millions de piastres, conclu à Londres, et dont le Congrès seul devait disposer, le pouvoir exécutif ne pourrait le faire qu'avec la sanction du sénat, et sous la condition que le Pérou répondrait de la somme.

Malgré le mauvais succès des ruineuses expéditions faites contre Pasto et Quito, par les généraux Narrino, Valdes et Torreles, Bolivar n'avait pas hésité à entreprendre une nouvelle campagne, et était parti de Popayan, le 12 mars 1823, à la tête d'un corps de sept mille hommes. Pendant vingt-cinq jours il avait été obligé de marcher sur des coteaux, des rochers et des terrains que jamais n'avait foulés un pied humain, et qui étaient couverts de buissons, de taillis, et d'herbes

plus hautes que les soldats; enfin, les colonnes commencèrent à se concentrer près de Pasto le 28 mai, après avoir été continuellement harcelées par les habitants que les moines et l'Evêque avaient excités au massacre des républicains, et qui égorgèrent les soldats isolés et les malades restés en arrière. Bientôt Bolivar parut, et la ville fut sommée de se rendre dans un temps déterminé, avec la menace de passer les habitants au fil de l'épée. Quelques jours après, la place capitula et l'armée apprit avec satisfaction que le drapeau de l'indépendance flottait aussi sur les murs de Quito où le général Bolivar se rendit, suivi d'une partie de ses troupes. Peu de jours après, Bolivar quitta la ville de Quito, après avoir donné ordre à son armée de le joindre à Guayaquil.

L'évêque de Popayan étant tombé entre les mains des patriotes, à la prise de Pasto, le général lui pardonna généreusement, en lui disant de retourner dans son diocèse prêcher un peu mieux l'Evangile.

Cependant les affaires des indépendants dans le Pérou étaient loin d'être prospères : l'armée royaliste approchait sans obstacles de Lima ; et les patriotes,

ne voulant pas exposer cette ville aux conséquences d'une prise de vive force, s'étaient retirés à Callao pour y attendre les troupes qui devaient arriver du Chili et de Colombie, cette position leur donnant une libre communication avec la mer, dont ils étaient maîtres.

Le général Canterac fit son entrée à Lima le 18 juin. Il était difficile de concevoir les raisons qui avaient pu déterminer ce général à se porter sur cette capitale; car, dans tous les cas, ce devait être là le terme de ses opérations; et il pouvait être obligé de battre bientôt en retraite en présence d'une armée beaucoup supérieure à la sienne. Ce mouvement ne pouvait qu'amener plus promptement qu'on ne devait l'espérer, l'issue de la lutte, qui eût pu être encore longue si les Espagnols se fussent bornés à se tenir sur la défensive.

Peu inquiets de l'occupation de leur capitale, les indépendants firent partir des forces sous les ordres du général Santa Cruz, pour délivrer Arequipa, le Potosi et la Paz.

Ce que toutes les personnes sensées avaient prévu arriva. Canterac, craignant d'être accablé de toutes parts, se détermina à évacuer Lima. Le 16 juillet, après

avoir levé une contribution de 300,000 piastres, brûlé la Monnaie, ainsi que plusieurs édifices particuliers, il abandonna une ville où il avait à peine séjourné un mois. Pour faire sa retraite vers le Haut-Pérou avec plus de célérité, le général espagnol fut obligé de partager son armée en trois divisions et de les faire marcher par des routes différentes. Le lendemain un détachement de la garnison de Callao prit possession de Lima.

Les gouvernements des états indépendants de Colombie et du Pérou avaient nommé pour commissaires, celui de Colombie, Don Joaquin Mosquera, et celui du Pérou, Don Bernardo Monteagudo, afin d'arrêter la rédaction d'un traité d'alliance. Le 12 juillet, ce traité, ayant pour titre : *Confédération perpétuelle pour la défense réciproque*, fut ratifié à Bogota par le vice-président Santander. Nous nous contenterons d'en citer les principaux passages :

« La république de Colombie et l'Etat du Pérou s'unissent à jamais en confédération, afin de s'assister mutuellement, en paix comme en guerre, et de défendre leur indépendance de la nation espagnole, ou de toute autre puissance étrangère.

» Les deux Etats s'engagent aussi à se prêter secours pour le maintien de la tranquillité intérieure, comme pour repousser toute invasion qui pourrait menacer leur existence politique.

» En cas d'invasion soudaine, chacun des deux Etats pourra faire marcher ses forces sur le territoire de l'autre. Toutefois l'Etat qui introduira ainsi ses troupes sur le territoire de l'autre, sera obligé de faire respecter les lois et les usages de celui-ci.

» Les habitants des deux Etats jouiront des droits de citoyen dans l'un comme dans l'autre.

» Chacun des deux Etats surveillera les corsaires de l'autre comme les siens propres, et décidera de la légalité des prises.

» Il y aura extradition réciproque des criminels d'état, ainsi que des déserteurs de l'armée et de la marine des deux pays. »

Un pareil traité avait déjà été signé entre la Colombie et le Chili, et entre Buenos Ayres et la Colombie.

Malgré les circonstances difficiles où s'était trouvée la république de Colombie, elle n'avait pas pour cela cessé d'améliorer sa situation intérieure : déjà une loi du 19 juillet de l'an 2 de la République,

avait accordé la liberté à tous les enfants nouveau-nés de pères et de mères esclaves, aboli la traite des noirs et établi des comités d'affranchissement. Au mois de décembre de la même année, plusieurs esclaves furent affranchis par ces comités, et l'année suivante un plus grand nombre reçurent leur liberté en bénissant les législateurs de Colombie.

La plus grande partie des Indiens civilisés de Colombie avaient été de véritables esclaves des Espagnols et du clergé qui se trouvaient à la tête de leurs aldées ou hameaux; le premier Congrès s'était occupé d'améliorer leur condition, et avait supprimé les tributs de travaux corporels auxquels ils étaient soumis, et le gouvernement leur avait concédé à perpétuité des terres communales qui furent divisées entre eux. En outre, des établissements de bienfaisance se multipliaient chaque jour à Bogota, à Quito et à Carracas.

La naturalisation des étrangers avait été un des principaux objets de la sollicitude de la République; la constitution et les lois ayant rendu faciles les moyens de se faire naturaliser, un nombre considérable d'étrangers se présentèrent et furent admis comme citoyens.

Une loi du 2 août 1821 qui ordonnait l'établissement d'une école primaire dans chaque paroisse, avait été exécutée autant que les circonstances l'avaient permis, et des écoles expérimentales d'enseignement mutuel existaient déjà dans la capitale et les provinces. Le gouvernement espagnol n'avait pas doté une seule école dans le cours de trois siècles, et celui de la République s'occupait activement à organiser l'instruction publique, même au milieu du tumulte de la guerre et des embarras d'un affranchissement.

Enfin, la liberté de la presse existait, et, loin d'y mettre des entraves, le gouvernement se plaignait du petit nombre d'imprimeries et s'occupait des moyens de propager les journaux.

CHAPITRE XVIII.

Convention préliminaire conclue entre le gouvernement de Buenos Ayres et les Commissaires de Ferdinand VII. — Ratification de la chambre des représentants. — Occupation d'Arequipa par les indépendants. — Cruauté de Morales. — Capitulation de Morales. — Riva Aguero déclaré traitre par le Congrès. — Force des troupes espagnoles dans le Haut-Pérou. — Combat près de Sepita. — Défaite de Santa Cruz. — Entrée de Bolivar à Lima. — Décrets du Congrès qui confèrent tous les pouvoirs à Bolivar. — Il envoie des Commissaires à Riva Aguero. — Blocus de Porto Cabello. — Les Espagnols chassés de Colombie. — Prise de Porto-Cabello.

Le 4 juillet, une convention préliminaire fut conclue entre le gouvernement de Buenos Ayres et les commissaires de Ferdinand VII, alors roi constitutionnel. Les commissaires furent Don Antonio-Luis Peveyra et Don Luis de la Robla, pour S. M. C.; et Bernardino Rivadavia, ministre des affaires étrangères du gou-

vernement de Buenos Ayres. Par cette convention préliminaire :

Soixante jours après sa ratification, les hostilités sur terre et sur mer devaient cesser entre les gouvernements indépendants et la nation espagnole.

Le général en chef des forces de S. M. au Pérou devait rester dans les positions qu'il occuperait au moment où la convention lui serait notifiée.

Les relations de commerce devaient, pendant la durée de la suspension des hostilités, être complètement rétablies entre les provinces de la monarchie espagnole, celles occupées au Pérou par les armées de S. M., et les États qui auraient ratifié la présente convention, et leurs pavillons respectés.

La suspension des hostilités devait durer dix-huit mois.

Pendant ce temps, le gouvernement de Buenos Ayres devait négocier un traité définitif de paix et d'amitié à conclure entre S. M. et les États indépendants du continent américain qui accéderaient à cette convention préliminaire.

Les hostilités ne pouvaient recommencer que quatre mois après une notification en bonne forme.

Le gouvernement de Buenos Ayres de-

vait, aussitôt qu'il aurait reçu de la Chambre des représentants l'autorisation de ratifier cette convention, négocier l'adhésion des gouvernements du Chili, du Pérou et des provinces unies del Rio de la Plata.

Par une loi rendue le 17 juillet, la Chambre des représentants accorda au gouvernement l'autorisation demandée; Don Félix Alzaga fut nommé ministre plénipotentiaire, et plusieurs commissaires furent envoyés auprès des différents États, même au Paraguay.

Les Espagnols ayant abandonné Arequipa, Don Porto Carrero, chef patriote, en prit possession. Deux expéditions qui avaient mis à la voile pour *los Intermedios*, sous les ordres des généraux Sucre et Miller, y étaient arrivées et leurs troupes s'étaient mises en marche pour aller rejoindre Santa Cruz. Canterac, après avoir dépassé Zea avec sa division et celle de Loriga, s'était retiré par les Cordilières vers Huamanga, non sans avoir été harcelé par les monteneros patriotes qui l'arrêtaient continuellement dans sa marche, en lui enlevant ses chevaux et ses convois.

Une feuille de Baltimore publia alors un acte d'atrocité commis par Morales sur un jeune Anglais âgé de quinze

ans. Ce jeune homme servait dans la marine colombienne ; dans un moment d'exaspération, suite de quelques mauvais traitements, il déserta et se cacha à terre. Il traita de son passage à Curaçao avec le capitaine d'une goëlette ; mais au lieu de le mener à sa destination, on le livra au général Morales. Après avoir éprouvé toutes les rigueurs qui étaient le partage des prisonniers colombiens qui tombaient entre les mains de ce général, il projeta de s'évader, et concerta son évasion avec deux jeunes Créoles de son âge. Au moment de mettre leur projet à exécution, les trois jeunes gens furent arrêtés et conduits devant le chef espagnol. Les deux Créoles nièrent le fait et furent mis en liberté. Le jeune Anglais ne fut pas si heureux : Moralès l'accabla d'outrages. Il ne put les endurer de sang-froid, et irrita le monstre, au point qu'il ordonna de conduire sur-le-champ cet enfant à bord d'un bâtiment, et de le pendre à la grande vergue. On eut la cruauté de lui faire courir la bouline, et ce ne fut qu'après avoir été déchiré de coups de garcette, qu'on le suspendit à la vergue, où son corps resta pendant 24 heures.

Le général Morales, se trouvant de plus en plus resserré, nomma des com-

missaires pour traiter de la reddition de Maracaïbo ; le 28 juillet ils envoyèrent des propositions, contenues en quinze articles, au général colombien Manrique, à son quartier-général d'Alta-Gracia ; le lendemain, ce général les leur renvoya, après en avoir rejeté trois et modifié quelques autres, dont deux seulement étaient importants pour les Espagnols. Quelques jours après, Morales se rendit à discrétion et fut transporté avec les troupes espagnoles à Cuba.

Cependant Riva Aguero, président du Pérou, s'était enfui de Callao et avait été s'installer à Truxillo. Arrivé dans cette ville, son premier acte fut de dénier au Congrès le droit de l'entraver dans aucune des mesures qu'il jugerait convenable de prendre; il publia ensuite un décret pour le dissoudre, fit emprisonner plusieurs députés, et forma un sénat de douze membres, à la tête duquel il se plaça. Il déporta sept représentants qu'il fit embarquer à bord d'un bâtiment destiné pour *los Intermedios ;* mais ce bâtiment, venant à manquer de vivres, fut obligé de toucher à un petit port entre Truxillo et Callao ; les déportés profitèrent de cette circonstance pour s'évader, et revinrent à Lima le 1er août. Ils y rétablirent le Congrès, et

déclarèrent Riva Aguero et ses adhérents traîtres à la patrie. Le marquis de Torre Tagle fut nommé président-gouverneur de Lima.

D'après un rapport officiel adressé au vice-roi La Serna, sur l'effectif des forces royalistes, et leur répartition, qui fut intercepté par Santa Cruz, le total des troupes royalistes dans le Haut-Pérou, se trouvait être, au 1er août 1823, de trois mille cent soixante-dix hommes, composées de : infanterie, deux mille six cents hommes; cavalerie, quatre cent vingt; et artillerie, cent cinquante, en quatre brigades, disséminées dans treize villes ou villages, et qui ne comptaient pas plus de cinq cents hommes de la vieille Espagne.

Gamora, chef patriote, marchait sur Arequipa avec trois mille hommes, et ses forces, ainsi que celles de Santa Cruz, étaient tout-à-fait indépendantes de l'armée de Lima. D'un autre côté le général colombien Sucre s'avançait avec trois mille hommes sur Cusco où le vice-roi La Serna se trouvait avec seulement mille hommes. Le bas Pérou était délivré de la présence des troupes espagnoles, à l'exception des postes qu'avait occupés l'armée de Canterac dans sa retraite de Lima.

Toute la côte du Pérou, depuis Arica, au vingt-cinquième degré sud, jusqu'à Para, au quatrième degré sud, était au pouvoir des indépendants.

On reçut alors à Lima des nouvelles de l'armée de Santa Cruz. Le général espagnol Valdez, après avoir marché le long de la côte, s'étant avancé à la tête de dix-huit cents hommes, Santa Cruz ordonna au colonel Cerdenna, qui était à Pomata, de se porter en arrière du défilé du Desaguadero, et il s'y rendit en personne, suivi du bataillon de chasseurs et des vainqueurs de Pichincha, avec un escadron de hussards. Il arriva, le 23 août, au pont de Desaguadero, et y resta sur la défensive. Ayant été renforcé, le 24 et le 25, par les corps qu'il attendait et par une colonne de treize cents hommes de différentes armes, Santa Cruz marcha à la rencontre de l'ennemi qu'il comptait trouver dans la ville de Sépita, laissant pour la garde du pont, deux compagnies de chaque bataillon et deux pièces de canon. L'avant-garde des indépendants atteignit l'ennemi au bout de deux heures de marche; mais, le reste de l'armée ayant tardé à arriver, il eut le temps de se retirer; cependant il fit halte près de la ville dans le dessein de soutenir l'atta-

que des patriotes. Santa Cruz ordonna cette attaque, quoique ses forces fussent d'un tiers inférieures à celles de l'ennemi. La ligne péruvienne s'étendait sur une plaine, ayant le bataillon de la légion à sa droite, le quatrième au centre, et les chasseurs à gauche; le bataillon des vainqueurs formait la réserve. Les deux pièces d'artillerie, placées au centre, firent un feu très-vif et bien dirigé. L'ennemi posta sa cavalerie, forte de quatre cents chevaux, en arrière, et son artillerie, établie sur une éminence, ripostait à celle des patriotes. L'infanterie, au nombre de quatorze cents hommes, s'étendait sur le penchant des collines, seul point où elle pouvait combattre avec quelque chance de succès. Au commencement de l'action les Espagnols crurent avoir l'avantage et descendirent dans la plaine où ils furent mis en déroute : le résultat de cette bataille fut cent Epagnols tués et cent quatre-vingt-quatre prisonniers, deux cent quatre-vingts fusils, cinquante-deux chevaux et des munitions qui tombèrent au pouvoir des Péruviens, qui n'eurent que vingt-huit hommes tués et quatre-vingt-quatre blessés.

On apprit aussi qu'une colonne du corps d'armée du général Sucre, aux

ordres du colonel Miller, avait occupé la ville d'Arequipa le 30 août; l'ennemi, fort de six cents hommes, s'était retiré sur Cangallo. Les patriotes avaient été reçus avec enthousiasme.

La joie que causèrent ces nouvelles fut bientôt troublée par le bruit qui courut d'un échec essuyé par Santa Cruz. Quelques jours après on apprit que Valdez lui ayant offert la bataille près de la Paz, la plus grande partie de l'armée patriote, forte de quatre à cinq mille hommes, tous Péruviens, s'était rendue sans tirer un coup de fusil, et qu'il avait même été impossible de les maintenir dans leurs rangs en présence de l'ennemi. Le général Sucre avait été alors obligé d'évacuer Arequipa, et Valdez avait fait sa jonction avec Canterac.

Enfin, la flotte colombienne, portant Bolivar, parut à la hauteur de Callao le 1er septembre. Le 2 il entra dans le port où il fut reçu par le Président; la troupe bordait la route, et le peuple accourait de toutes parts à sa rencontre. Ce fut au bruit des cloches et de l'artillerie qu'il fut conduit des portes de la ville à la maison qui lui avait été préparée, où il fut reçu par une députation du Congrès. Le soir la ville fut illuminée.

Le 3 septembre, le Congrès constituant du Pérou rendit un décret par lequel il autorisait le président Simon Bolivar à terminer les différents provenants de la continuation du gouvernement de Don Jose Riva Aguero, dans une partie de la République, depuis sa destitution, prononcée le 23 juin 1823, et la dissolution de la représentation nationale.

Le 10 du même mois, le Congrès rendit un autre décret par lequel il déposait entre les mains de Bolivar, sous le titre de Libérateur, l'autorité suprême dans toute l'étendue du territoire de la République, ainsi que l'autorité politique directoriale.

Le Congrès arrêta aussi que le grand maréchal Tagle, chef du pouvoir exécutif, se concerterait avec le Libérateur sur tous les objets qui rentreraient dans ses attributions, et qui ne se trouveraient pas en opposition avec les pouvoirs accordés à ce chef suprême.

Bolivar envoya à Riva Aguero le colonel Urdanetta et M. Galduana, pour terminer les différents avec lui et avec ceux qui agissaient sous ses ordres; il lui adressa en même temps une lettre pour l'engager à abandonner ses injustes pré-

tentions et à abdiquer le pouvoir qu'il avait usurpé.

Le général Paez se trouvait à cette époque à la Guayra, où il était occupé à accélérer les préparatifs maritimes pour l'attaque de Porto Cabello. Les forces navales qui se trouvaient alors dans le port se composaient de la frégate la Venezuela de trente-six canons; des corvettes le Bolivar de vingt-huit, le Bocaya de vingt-deux, l'Urica de vingt, et du brick le Pichincha de vingt-deux. On y attendait, pour les premiers jours d'octobre, un vaisseau de soixante-quatre, arrivé il y avait quelque temps à Margaretta.

L'escadre de Maracaïbo devait se joindre à celle de la Guayra, pour former le blocus de Porto Cabello, et y porter douze canons de dix-huit et de vingt-trois, dix-huit mille boulets, des mortiers et d'autres attirails de siége. L'investissement par terre avait déjà eu lieu, et la place n'était approvisionnée que pour deux mois.

Le gouvernement de Colombie ayant alors découvert que les Espagnols entretenaient des intelligences avec l'Espagne, rendit un décret qui ordonnait leur expulsion du territoire de la République, et

fixait leur départ de Caracas et de la Guayra au 27 septembre. Huit seulement devaient rester dans la première ville, et deux dans la seconde.

Dans le mois d'octobre, l'armée indépendante qui assiégeait Porto Cabello fut renforcée par une division de deux mille hommes, venant de Caracas sous le commandement du colonel Lyster. Enfin, le 8 novembre, les troupes des généraux Paez et Bermudez donnèrent l'assaut à la ville, et, après avoir passé au fil de l'épée tout ce qui faisait résistance, restèrent maîtres de la place. La formidable forteresse de San Felipe cessa son feu aussitôt que la musique militaire de l'armée victorieuse eut été entendue de la garnison qui, convaincue que tout était perdu, fit aux troupes colombiennes des ouvertures de capitulation, et, le 10, se rendit. Les indépendants s'emparèrent alors de tous les bâtiments légers qui se trouvaient dans le port, et les équipages furent faits prisonniers de guerre.

Le 13, un exprès apporta la nouvelle de cette victoire à la Guayra, avec l'ordre de préparer des transports pour conduire la garnison espagnole à Cuba.

CHAPITRE XIX.

Riva Aguero est abandonné de ses troupes. — Il est fait prisonnier et envoyé à Guayaquil. — Le général Miller est nommé en remplacement de Santa-Cruz.—Trahison du marquis de Torre Tagle. — La garnison livre la place de Callao. — Mouvement à Guayaquil. — Arrivée des Commissaires anglais à Bogota. — Arrivée du brick français la Gazelle. — Message du Vice-président de Colombie au Congrès de 1824. — Prise de la corvette espagnole la Cérès. — Message du pouvoir exécutif de Buenos Ayres à l'assemblée législative. — Dissensions entre les deux vice-rois Olanetta et La Serna.—Combat de cavalerie en avant de Jauja. — Blocus de Callao. — Proclamation de Bolivar. — Attaque de Callao. — Combat livré sur les bords de l'Apurimac. — Valdez abandonne le Haut-Pérou. — Bataille d'Ayacucho. — Principaux articles de la capitulation. — Lettre de Canterac à Bolivar. — Mort de M. Rowecroft.

Dans les premiers jours de décembre 1823, on reçut, à Lima, la nouvelle des succès de Bolivar dans sa marche sur

Truxillo. A son approche, les troupes de Riva Aguero avaient abandonné ce chef qui avait ensuite été fait prisonnier et envoyé à Guayaquil. L'armée, après sa jonction avec les insurgés, montait à quatorze mille hommes. Les troupes chiléennes qui avaient été envoyées à Arica ayant trouvé, à leur arrivée, les Intermedios au pouvoir de l'armée de Valdez, par suite de la défaite de Santa Cruz, étaient retournées à Valparaiso. Le général Miller avait été nommé général en chef de l'armée péruvienne, en remplacement de Santa Cruz qui demandait que sa conduite fût l'objet d'une enquête.

Des soupçons s'étaient déjà élevés sur le marquis de Torre Tagle, président du Pérou ; on craignait qu'il ne suivît l'exemple de son prédécesseur qui avait entretenu des intelligences avec les Espagnols ; et ces craintes avaient été la cause première de la nomination de Bolivar au poste de dictateur. Tant que le Libérateur de la Colombie resta à Lima, tout fut tranquille ; mais lorsqu'il se rendit à Truxillo, pour faire rentrer dans le devoir Riva Aguero, le marquis excita secrètement à la révolte les troupes noires de la garnison de Callao, et il y réussit. Les

soldats révoltés firent proposer à Canterac de lui remettre les forts de Callao, s'il voulait leur payer leur solde arriérée. Cette proposition fut acceptée; mais aussitôt que le général fut en possession de la place, au lieu de remplir ses engagements envers eux, il en fit fusiller un grand nombre.

Cependant l'occupation probable de Lima par les royalistes ne fut par regardée, par Bolivar, comme assez importante pour l'engager à changer son plan de campagne, et il refusa de rétrograder vers la capitale dont les Espagnols prirent possession le 27 février 1824.

Bolivar occupait alors la forte position de Truxillo, en s'étendant jusqu'à Huanuco; il avait déclaré traître le marquis de Torre Tagle. Le général Sucre avait dans une Sierra fertile plusieurs postes très-formidables, communiquant parfaitement entre eux. Son corps n'était pas plus nombreux que celui de l'ennemi; mais il était plus concentré et en position de prendre l'offensive; tandis que le général royaliste ne pouvait réunir ses forces sans abandonner les positions qu'il occupait, et qu'il lui était indispensable de conserver pour faire subsister ses troupes.

A Guayaquil, le parti servile voulut mettre à profit l'effet produit par la nouvelle de l'occupation de Lima, et chercha à opérer une contre-révolution en faveur de Ferdinand; mais les autorités étaient sur leurs gardes et déjouèrent le complot. Plusieurs Espagnols et quelques étrangers furent fusillés.

Les commissaires anglais, si impatiemment attendus, arrivèrent enfin à Bogota, et leur présentation eut lieu le 8 mars. M. Hamilton porta la parole et assura le vice-président Santander « que nulle puissance sur la terre n'interviendrait dans les affaires politiques de la République. »

Dans les derniers jours de mars, le brick français la Gazelle arriva dans la baie de Guayara, ayant à bord M. Chasseriau, chargé d'une mission diplomatique du gouvernement français auprès de la république. Il était aussi porteur d'une lettre du comte Donzelot, gouverneur-général de la Martinique, adressée au chef du gouvernement de Colombie, dans laquelle il l'assurait que les bruits qui couraient que la France était dans l'intention d'aider l'Espagne dans la guerre existante entre ce pays et les gouvernements de ses possessions dans l'Amérique du sud,

étaient dénués de fondement ; et que les vaisseaux de guerre et les troupes arrivés à la Martinique, étaient destinés à renforcer la station et à compléter le corps des garnisons des colonies françaises des Indes occidentales.

Le message du vice-président de Colombie à la législature de 1824 fut remarquable en ce qu'il proclamait l'entière délivrance du territoire et l'expulsion totale des Espagnols de la République : les Colombiens étaient encore en guerre, mais pour la délivrance du Pérou. On y trouvait aussi la première annonce d'un congrès général de tous les états de l'Amérique.

On apprit alors la prise de la corvette espagnole la Cérès. Le 4 avril, les sloops de guerre le Bolivar et le Boyaca signalèrent un bâtiment qu'ils reconnurent être une corvette espagnole, lui donnèrent la chasse, l'atteignirent et lui livrèrent un combat après lequel elle se rendit. La Cérès était armée de trente-six pièces de dix-huit, de deux autres plus fortes, et avait à bord trois cent vingt-six hommes. Le Bolivar était armé de vingt-deux caronades et avait cent cinquante-six hommes d'équipage; le Boyaca était monté par cent quarante hommes et portait

vingt caronades. La Cérès eut trente hommes tués et soixante blessés, dont trente moururent de leurs blessures; le Bolivar n'eut que quatre hommes blessés et le Boyaca un blessé seulement.

Le 3 mai, le pouvoir exécutif de Buenos Ayres adressa un message à l'assemblée législative de cette République.

« Il y a lieu de regretter, y était-il dit, que la cour du Brésil ait refusé de prêter l'oreille aux premières remontrances qui lui ont été adressées pour la restitution de la province de Monte-Video. Nous avons fait assez pour prouver notre modération; il reste maintenant au gouvernement général à agir : c'est une cause nationale et c'est à la nation à la défendre.

» Le gouvernement s'était flatté que la voix de la raison aurait dicté la ratification de la convention du 4 juillet, signée par les commissaires de S. M. C., et amené une paix durable; mais la politique qui domine à Madrid depuis le renversement de la Constitution, et les mesures hostiles adoptées depuis cette époque, nous portent à croire qu'il sera peut-être nécessaire d'achever, l'épée à la main, l'œuvre de notre indépendance. Après avoir donné à S. M. C. un exemple inoui de générosité, nous lui montrerons que

notre énergie première s'est accrue avec nos moyens de défense. »

En janvier, on avait appris à Lima, que le général Olanetta s'était fait proclamer, dans le Haut-Pérou, vice-roi de Ferdinand, et que le vice-roi constitutionnel La Serna et le général Canterac n'avaient pas approuvé cette usurpation.

A la fin de juin on reçut quelques détails sur la défection du général Olanetta. Pesuela et Ramirez, ennemis de La Serna, avaient réussi, en Espagne, à décider le Roi à investir Olanetta de la vice-royauté du Pérou. Quand la nouvelle de cette nomination arriva, les généraux royalistes prirent le parti de La Serna et s'opposèrent à ce que le nouveau Vice-Roi exerçât son autorité. Olanetta, se trouvant entouré par les forces de son adversaire, contre lesquelles il ne pouvait lutter avec succès, se déclara en faveur de l'indépendance, et se porta vers les provinces de Jujuy et Sotta. Valdez le fit poursuivre par la division Caratella qu'Olanetta battit complètement et dont il fit le chef prisonnier; alors Valdez, avec son armée, traversa le Desaguadero pour le combattre.

Bolivar ayant obtenu quelques avantages de position dans les premiers jours

d'août, Canterac battit en retraite vers Pasco, et de là sur Jauja où il avait élevé des retranchements. La cavalerie des indépendants le poursuivit à marche forcée, et atteignit l'armée royaliste dans les plaines en avant de Jauja; ce n'était pas la position où Bolivar avait compté l'atteindre; car elle était désavantageuse pour lui, d'autant plus que son infanterie se trouvait considérablement en arrière. Sa cavalerie, qu'il commandait en personne, ayant sous ses ordres l'intrépide général Nicochea, fut attaquée par celle de Canterac, que ce général commandait en personne. Le choc fut terrible. Après plusieurs charges, dans lesquelles chaque parti eut tour-à-tour l'avantage, la cavalerie de Canterac, quoique supérieure en nombre, mieux montée et mieux équipée, fut mise en déroute, poursuivie et sabrée jusque dans les rangs de son infanterie qui continuait son mouvement de retraite, et qui bientôt prit la fuite, se retirant en toute hâte sur Jauja. Le résultat de cette brillante affaire fut deux cent trente-cinq cavaliers tués sur le champ de bataille, un grand nombre de blessés et plus de trois cents beaux chevaux pris tout équipés, outre une immense quantité de butin dont le champ de bataille

était couvert. Canterac s'était enfui avec moins du tiers de la cavalerie qu'il avait eue en commençant l'attaque.

Bolivar continua le lendemain son mouvement en avant; après avoir établi le blocus de Callao, et lâché dans Lima le bataillon de Zulia, il poursuivit Canterac et le força d'abandonner ses retranchements.

Après les évènements du 6 à Jauja, l'ennemi avait continué à battre en retraite : il avait déjà perdu six provinces et plus de la moitié de ses forces, de sorte que son armée était réduite de ce côté à trois mille hommes presque entièrement démoralisés. A mesure que les indépendants avançaient, l'ennemi précipitait sa retraite de telle manière qu'il était impossible de le joindre. L'armée du Libérateur s'augmentait journellement des déserteurs de l'armée royale. Le vice-roi La Serna avait fait sa jonction avec Canterac à Andahuaylas; mais il n'avait avec lui que sa garde de hallebardiers. Valdez était dans les environs de Potosi, observant, avec deux ou trois mille hommes, Olanetta qui se trouvait à Tupisa avec un nombre égal de soldats, et qui opérait de concert avec les patriotes de Salta.

Un corps indépendant, se portant de

Huaraucavelica à Huamanga, prit quatre cent soixante-douze fusils anglais tout neufs, et fit prisonnier le lieutenant-colonel Don Ramond Dias qui escortait le convoi.

Le 28 août, Bolivar arriva à Huamanga où l'avant-garde de son armée était entrée le 22; quelques corps détachés poursuivaient l'ennemi de près. Il publia alors la proclamation suivante :

« Soldats, vous allez achever la plus grande entreprise qui ait jamais été confiée à des hommes, celle d'arracher tout un monde à l'esclavage. Les ennemis que vous allez détruire se vantent de quatorze années de triomphes : ils doivent donc être dignes de mesurer leurs armes avec les vôtres qui ont brillé dans mille combats. Soldats, le Pérou et l'Amérique entière attendent de vous la paix qui sera le fruit de vos victoires, et l'Europe libérale tourne ses regards vers vous avec délices, parce que la liberté du Nouveau-Monde est l'espérance de l'Univers. Vous ne tromperez pas son attente. Non, non, vous êtes invincibles. »

La place de Callao essuya, dans le mois de septembre, une attaque combinée par terre et par mer. Le général Miller commandait le corps assiégeant, et l'amiral

Guise était entré dans le port, et avait capturé plusieurs bâtiments, quoique mouillés sous la protection des batteries.

Le 29 septembre, le général Bolivar ayant atteint l'armée royaliste sur les bords de l'Apurimac, il s'ensuivit un combat opiniâtre dans lequel Canterac fut défait et obligé de se retirer dans le plus grand désordre, avec seulement seize cents hommes, du côté de Cusco.

Dans les premiers jours d'octobre, le général Valdez fut obligé d'abandonner le Haut-Pérou en conséquence des ordres réitérés de La Serna, motivés sur le danger imminent où se trouvait Canterac d'être écrasé par l'armée de Bolivar qui avait son quartier-général à Andahuaylas, sur la route de Cusco.

Enfin, après cinq mois de manœuvres habiles de part et d'autre, et plusieurs combats qui avaient toujours été glorieux pour les patriotes, le général Sucre prit position à Ayacucho, à soixante lieues de Cusco, et y attendit l'ennemi. Le 8 novembre, il y eut quelques escarmouches entre les deux armées. Le 9, l'armée libératrice fut attaquée par Canterac qui s'était posté sur les hauteurs, en face du camp des indépendants, quoiqu'il eût, depuis peu de temps, refusé deux fois le

combat. Le général Valdez, qui se trouvait le plus en avant, commandait l'aile droite, composée de quatre bataillons de ligne, de deux escadrons de hussards et de quatre pièces de campagne. Le général Monent commandait le centre, fort de cinq bataillons et de sept pièces d'artillerie. Le reste de la cavalerie et de l'infanterie espagnole était derrière et en réserve.

Le général patriote Cordova attaqua sur la droite avec la deuxième division de Colombie, composée des bataillons de Bogota et des voltigeurs de Pichincha et de Caracas. Le général La Mar commandait la gauche avec les bataillons du Pérou et les légions numéros 1, 2 et 3; la division du général Lara était en réserve.

Les deux armées, quoique de force très-inégale, désiraient ardemment en venir aux mains. Les Espagnols avaient environ dix mille hommes, et l'armée libératrice n'en comptait dans ses rangs que cinq mille huit cents.

Les bataillons de la seconde division des indépendants s'avancèrent l'arme au bras avec une intrépidité remarquable. Elle eut à peine commencé le feu, que les Espagnols cédèrent du terrain, et que le désordre devint visible dans leurs rangs.

La division du Pérou, ayant éprouvé une plus vigoureuse résistance de la part de l'avant-garde espagnole sous les ordres du général Valdez, fut renforcée de deux bataillons de la division du général Lara, commandés par Vencedor et Vargas de la garde colombienne. Dès ce moment, rien ne put résister à l'impétuosité des patriotes. Le second escadron des hussards de Junin, commandé par Olabarria, fit une charge brillante contre l'escadron qui était posté à la droite du général Valdez, et obtint une victoire complète sur cette cavalerie. Les grenadiers à cheval de Colombie ayant mis pied à terre, chargèrent l'infanterie espagnole, en se portant contre elle par leur flanc droit. Le régiment des hussards de Colombie, sous les ordres du colonel Silva, chargea, la lance en avant, les grenadiers à cheval de la garde du Vice-Roi, et les mit en déroute : ce brave colonel reçut trois coups de lance. Le choc qui décida de l'action fut court, mais terrible. L'armée libératrice eut un général, huit officiers et trois cents hommes tués, et six généraux, trente-quatre officiers et quatre cent quatre-vingts soldats blessés. Du côté des Espagnols, le Vice-Roi blessé et prisonnier, six généraux tués, et deux mille six cents soldats tués ou

blessés. Les débris de l'armée espagnole, sous les ordres du général Canterac, capitulèrent le même jour avec le général Sucre.

Les principaux articles de la capitulation furent :

« Les troupes espagnoles évacueront tout le territoire qu'elles occupent jusqu'à Desaguora, et livreront à l'armée colombienne tout leur matériel.

» L'armée se rendra prisonnière de guerre. Tous les employés pourront se rendre librement dans leurs foyers aux frais du Pérou, ou entrer dans l'armée péruvienne en conservant leurs grades.

» Les propriétés des Espagnols absents seront respectées.

» La forteresse de Callao sera livrée à l'armée libératrice.

» Les vaisseaux de guerre et de commerce pourront quitter la mer Pacifique, toutefois sans s'arrêter dans les ports occupés par les Espagnols.

» Tous les officiers prisonniers seront mis de suite en liberté. »

Quelques jours après la bataille d'Ayacucho, le général Canterac écrivit à Bolivar la lettre suivante :

» Admirateur ardent de votre gloire, quoique vaincu, je ne puis m'empêcher de vous féliciter sur l'heureuse issue de

voire expédition du Pérou, et sur la journée si bien disputée d'Ayacucho. Je saisis cette occasion de vous offrir mes services et de vous saluer au nom des autres généraux espagnols. »

Un évènement déplorable arriva le 11 décembre, aux portes de la capitale du Pérou. Les patriotes rentrés à Lima avaient investi Callao, et leurs avant-postes étaient très-près de ceux de la garnison. Les Espagnols avaient deux pièces de canon destinées principalement à battre la route, mais qui, selon le besoin, se portaient sur divers points de la ligne. M. Rowecroft, consul-général de S. M. Britannique au Pérou, en uniforme de l'association des chevau-légers de Londres, retournait de Callao à Lima le 11 décembre au soir, accompagné d'un domestique et suivi de sa voiture dans laquelle se trouvait sa fille. Arrivé à portée de voix des postes colombiens, on cria trois fois : *Qui vive!* mais, au lieu de répondre et de faire arrêter sa voiture, il continua de s'avancer. Les soldats crurent, aux pas des chevaux et au bruit des roues de la voiture, que les deux pièces de canon approchaient; ils firent feu, et M. Rowecroft fut atteint. Ramené à Callao, il expira le lendemain.

CHAPITRE XX.

Le colonel Rodil refuse de remettre aux indépendants les forteresses de Callao. — Bolivar le déclare hors la loi des nations. — Assassinat de Monteagudo. — Tentatives d'assassinat sur la personne de Bolivar. — Dépêche de Bolivar au Sénat de Colombie. — Bolivar convoque le Congrès constituant du Pérou et abdique la dictature. — Honneurs et récompenses qui lui sont décernés ainsi qu'à l'armée libératrice. — Olanetta battu et blessé mortellement. — Décrets du Congrès du Rio de la Plata relatifs à la guerre avec le Brésil. — Bolivar convoque une assemblée des provinces du Haut-Pérou. — La corvette espagnole l'Achille est livrée au gouvernement chiléen. — Ambassade du Congrès des Provinces-Unies du Rio de la Plata envoyée à Bolivar. — Décrets. — Escadre brésilienne devant Buenos Ayres. — Monte-Video. — Invasion de la province de Chiquitos par les Brésiliens.—Le général Rodil propose de capituler. — Description de Callao. — Lettre du Pape.

Le colonel Rodil ayant refusé de recevoir des parlementaires et de rendre les forteresses de Callao d'après la capitula-

tion du général Canterac, le général Bolivar rendit dans le mois de janvier 1825 le décret suivant :

« Les ennemis qui occupent les forteresses de Callao sont considérés comme s'étant séparés de la nation espagnole. Ils sont, quant à la République du Pérou, hors la loi des nations.

» Tous bâtiments qui fourniraient des secours à la forteresse de Callao, ne pourront entrer dans les ports de la République. Toutes personnes qui, par terre, introduiront ou tenteront d'y introduire des secours, seront punies de la peine capitale. »

Dans la soirée du 30, Don Bernardo Monteagudo fut assassiné à Lima, près de l'Eglise de San Juan de Dios. Un individu lui plongea un poignard dans la poitrine, et il mourut sur la place. En examinant la plaie, on reconnut que l'arme dont il avait été frappé était très-acérée. Tous les couteliers de Lima furent mandés et interrogés à ce sujet. L'un d'eux ayant dit qu'il avait aiguisé deux poignards que lui avait apportés un nègre dont il ignorait le nom, mais qu'il pourrait reconnaître ; on fit sur-le-champ publier une proclamation sur le recrutement de l'armée, portant exemption

pour tous les esclaves et les noirs libres, auxquels on enjoignait de se présenter au bureau de l'adjudant-général pour obtenir un certificat. Ce stratagème réussit : un grand nombre de noirs se présentèrent, et le coutelier, qu'on avait fait cacher, reconnut celui qui l'avait employé ; on le saisit et on lui demanda ce qu'étaient devenus les deux poignards dont l'un, évidemment, avait servi à assassiner Monteagudo. Le nègre confessa son crime, remit celui qu'il avait, et ajouta que, découvert par un décret de la Providence, il devait déclarer qu'il avait été poussé à ce meurtre par le gouverneur de la forteresse de Callao, et qu'on trouverait le second poignard dans la manche gauche du premier domestique du général Bolivar, qui devait s'en servir le soir même pour assassiner son maître. Le poignard fut en effet trouvé sur ce domestique. Bolivar avait déjà échappé cinq ou six fois au fer d'assassins soudoyés par les Espagnols.

La nouvelle de la victoire d'Ayacucho ne parvint à Bogota que le 8 février ; on reçut en même temps une dépêche du Président-Libérateur, en date du 22 décembre 1824, adressée au Président du Sénat de Colombie, dans laquelle il déclarait : Qu'il avait terminé sa mission,

et que le temps était venu de remplir la promesse qu'il avait faite à son pays, de se retirer de la vie publique dès qu'il n'aurait plus d'ennemis en Amérique. « Je veux, y disait-il, convaincre l'Europe et le Nouveau-Monde de l'horreur que j'ai pour le pouvoir suprême. Ma conscience souffre du poids des atroces calomnies dont je suis accablé également par les *liberales* d'Amérique et les *serviles* d'Europe. Nuit et jour je suis tourmenté de l'idée qu'on peut penser que les services que j'ai rendus à la cause de la liberté sont le résultat de mon ambition. »

Il finissait en priant le Sénat d'accepter sa démission de la présidence de Colombie.

Le lendemain 9, le Congrès tint une séance extraordinaire pour prendre en considération la dépêche du Président. La lecture de cette pièce fut suivie du plus profond silence. Enfin M. Torres se leva, déclara que ce serait un déshonneur pour la nation et un crime pour le Congrès que de consentir à la demande du Président; elle fut ensuite mise aux voix et rejetée à l'unanimité. Le résultat du scrutin fut accueilli aux cris de Vive le Libérateur !

Le 10 février 1825, jour anniversaire

de l'établissement de la dictature, le Congrès constituant du Pérou tint sa première séance depuis sa dissolution par le fait du rétablissement momentané de l'autorité de l'Espagne à Lima. Bolivar, en qualité de chef suprême de la république, se rendit en grande pompe au sein de l'assemblée et prononça un long discours. Après avoir fait remarquer aux représentants du peuple péruvien qu'ils s'assemblaient sous les drapeaux pris à Ayacucho, dans cette bataille qui avait pour jamais fixé les destinées du Nouveau-Monde, et parmi lesquels on distinguait celui avec lequel Pizarre était entré, il y avait trois cents ans, dans la capitale des Incas ; il leur rendit compte de son administration civile et militaire, et termina ainsi son discours : « Le Congrès péruvien doit regarder aujourd'hui son pays affranchi des deux plus terribles fléaux qui existent dans le monde : de la guerre, par la victoire d'Ayacucho, et du despotisme, par ma démission de la dictature. Proscrivez à jamais, je vous en conjure, cette terrible autorité qui devint le tombeau de la liberté romaine. Mon devoir comme soldat m'appelle à contribuer à l'affranchissement du Haut-Pérou et à la reddition de Callao, ce dernier boul evart

despotisme espagnol en Amérique. Je retournerai ensuite dans ma patrie rendre compte aux représentants du peuple colombien de ma mission au Pérou pour l'établissement de notre liberté et la gloire de l'armée libératrice. »

Le Président du Congrès répondit au Libérateur en le pressant de conserver la dictature; mais Bolivar répliqua qu'il était venu dans le pays pour l'assister comme soldat, et non pas pour le gouverner, et que les générations futures auraient en exécration la mémoire des hommes qui proposeraient de faire gouverner le Pérou par un dictateur et par un étranger. Après son départ, le Congrès vota des remercîments à l'armée libératrice, et rendit un décret qui prolongeait la dictature sous un autre titre, jusqu'au commencement de 1826. Une députation se rendit aussitôt auprès de Bolivar qui accepta la direction des affaires, mais qui délégua une portion de son autorité au conseil des ministres.

Aussitôt après son installation, le Congrès nomma une députation pour aller remercier le Congrès et le pouvoir exécutif de Colombie de la part active et importante qu'ils avaient prise à la conquête de la liberté et de l'indépendance

du pays des Incas, et en même temps pour demander que le Libérateur restât au Pérou le temps nécessaire pour consolider l'œuvre de sa sagesse et de sa valeur.

Le Congrès décerna ensuite à Bolivar le titre de *Père du peuple et Sauveur du Pérou*. Le 12 février il rendit un décret portant qu'il serait frappé une médaille ayant d'un côté le buste de Bolivar, avec cette légende : «*A son Libérateur Simon Bolivar.*» Et au revers les armes de la république, avec ces mots : *Le Pérou délivré à Ayacucho*, 1824. » Une statue équestre devait lui être érigée à Lima, et il devait conserver à vie le titre de Président de la république. Le Congrès conféra ensuite celui de grand maréchal d'Ayacucho au général Sucre, et accorda une forte récompense pécuniaire à l'armée libératrice.

Le général Bolivar refusa absolument de recevoir des récompenses telles que celles qu'on voulait lui décerner, en disant qu'il les refuserait de son propre pays; et en déclarant qu'il acceptait seulement la médaille, comme étant à ses yeux une récompense au-dessus de ses désirs.

Le général Olanetta ayant évacué la

ville de Potosi le 28 mars, le général Sucre entra le lendemain dans cette capitale. Le 1er avril, à trois heures, Olanetta, avec un corps de sept cents soldats, fut rencontré à Tumusla par le colonel Don Carlos de Medina Cœli à la tête de trois cents hommes du district de Chichas ; le combat dura jusqu'à sept heures du soir. Olanetta, blessé mortellement, expira le lendemain. Le résultat de cette affaire fut l'anéantissement de ce corps, deux cents prisonniers, dont vingt officiers, toutes les munitions, et une grande quantité de bagages.

Le 17 avril, le gouvernement péruvien rendit un décret ordonnant la confiscation, au profit de l'état, de tous biens et marchandises appartenant à des sujets de l'Espagne, qui seraient à l'avenir introduits sur le territoire de la république, ainsi que les produits du sol de l'Espagne; et quatre mois après la publication de ce décret, la confiscation de tous bâtiments à bord desquels on trouverait des propriétés espagnoles de quelque nature que ce fût.

Le 9 mai, le Conseil exécutif de la république de Buenos Ayres adressa au Congrès un message dans lequel il lui annonçait qu'une guerre venait de com-

mencer dans la partie orientale des provinces unies de la Plata avec le Brésil, et lui demandait d'augmenter les forces militaires de l'Uruguay.

Dans sa séance du 11, le Congrès rendit un décret pour autoriser le gouvernement :

1° A prendre des mesures pour la sûreté de l'État, et à renforcer le corps qui se trouvait dans l'Uruguay.

2° A demander aux gouvernements des différentes provinces de mettre à sa disposition toutes les troupes dont on n'avait pas besoin pour le service intérieur.

3° A leur demander une partie de leurs milices.

4° A envoyer aux frontières toutes les recrues.

De 16 mai, Bolivar, ayant son quartier-général à Arequipa, ordonna la réunion en assemblée générale des provinces du Haut-Pérou, pour exprimer librement leur volonté relativement à leurs intérêts et au mode de gouvernement à établir. Les délibérations de cette assemblée ne pouvaient recevoir de sanction jusqu'à l'installation du Congrès péruvien de 1826; et, en attendant, ces provinces devaient rester soumises à l'autorité directe du général Sucre, tout en dépendant du gouvernement suprême du Pérou.

Dans le mois de juin, la corvette espagnole *l'Achille* entra dans le port de Valparaiso. Ce bâtiment s'était séparé de *l'Asia* et du *Constante*, pour retourner en Europe; mais, l'équipage s'en étant emparé, les officiers ne purent mettre ce dessein à exécution, et furent obligés de se laisser conduire à Valparaiso où la corvette fut livrée au gouvernement chiléen.

Le Congrès général des provinces unies du Rio de la Plata, rendit alors un décret portant qu'une ambassade serait envoyée au libérateur Simon Bolivar, pour le complimenter sur les services éminents qu'il avait rendus à la cause de l'indépendance du Nouveau-Monde dont il avait irrévocablement établi la liberté. L'ambassade devait régler avec lui toutes les difficultés relatives aux quatre provinces du Haut-Pérou qui faisaient depuis long-temps partie de l'Union : leur négociation devant avoir pour base de laisser ces provinces parfaitement libres de décider, dans l'assemblée indiquée par le grand-maréchal d'Ayacucho, Jose Sucre, ce qu'elles jugeraient être le plus avantageux pour leurs intérêts et leur bien-être : déclarant ne point s'y opposer.

Le 4 et le 5 juillet 1825, Bolivar rendit plusieurs décrets à Cusco.

Dans le premier, il commençait par déclarer que l'égalité est la base de toute Constitution; et, après avoir fait le détail des services personnels exigés autrefois des indigènes, ainsi que des exactions et de l'oppression sous lesquelles ils gémissaient, il ordonne que ceux qui voudront les employer devront faire avec eux des contrats réguliers, et les payer pour les services qu'ils réclameront d'eux.

Le deuxième décret était relatif à la distribution des terres appartenantes à l'Etat.

Le troisième prononçait l'abolition de tous les titres héréditaires, et, en particulier, de celui de Cacique.

Le quatrième et le cinquième étaient relatifs à l'éducation des troupeaux et à l'amélioration des races de bêtes à laine, objets pour lesquels il instituait des prix.

Le sixième décret concernait l'établissement d'écoles à la Lancastre au Pérou, et les postes.

Dans les premiers jours de juillet une division navale brésilienne, sous le commandement du vice-amiral Lobaz, arriva dans la rade extérieure de Buenos Ayres. Le Vice-Amiral envoya aussitôt un officier à terre pour demander que le gouvernement renonçât à toutes prétentions

sur la Banda oriental, et reconnût l'empereur pour possesseur légitime de cette province.

Le gouvernement de Buenos Ayres répondit que l'Amiral devait faire retirer ses forces de devant la place, comme mesure préliminaire de toute espèce de négociation.

Monte-Video était alors investi par cinq cents hommes sous les ordres du major Ariba. Ce corps était un détachement de l'armée patriote commandée par le général en chef *ad interim*, don Juan Antonio Savalleja, qui était composée de trois mille hommes bien armés et bien disciplinés.

Le général Sucre venait d'informer par une dépêche le Congrès des provinces unies de la Plata, que les troupes de l'empereur du Brésil avaient envahi et occupé la province de Chiquitos dans le Haut-Pérou, vers le 16 avril.

Le général brésilien avait adressé au commandant de l'armée libératrice du Pérou une note insolente dans laquelle il lui faisait savoir que la province de Chiquitos avait été placée sous le gouvernement de S. M. T. F. d'après le vœu des habitants, et incorporée à l'empire du Brésil.

En adressant la même note au chef militaire de Santa-Cruz, il avait ajouté :

« Je vous envoie cette dépêche afin que vous soyez instruit de ce qui s'est passé, vous donnant en même temps ma parole que dans le cas d'une violation de la paix, je marcherai contre vous : je détruirai vos troupes et la ville de Santa-Cruz, dont je laisserai à peine quelques débris pour rappeler cet évènement à la postérité. »

Le général Sucre avait répondu à la lettre du commandant brésilien, que la province de Chiquitos appartenait au Pérou ; que le gouvernement péruvien désirait la paix et ne craignait pas la guerre, et que si les Brésiliens ne quittaient pas sur-le-champ cette province, il marcherait contre eux, entrerait sur leur territoire, et y porterait le ravage pour répondre à la note indécente du général, et en représaille de la guerre atroce dont il le menace.

Le général Rodil, convaincu enfin de l'impossibilité de recevoir des secours et de prolonger la défense de la forteresse de Callao, écrivit au commandant du siége :

« La garnison de Callao désire capituler à condition qu'il sera permis aux troupes de sortir avec les honneurs de la

guerre, et de conserver ce qu'elles possèdent actuellement en numéraire et en autres objets; qu'elles jouiront de leur liberté personnelle, et qu'elles seront embarquées pour l'Europe le plus tôt possible. A ces conditions, le général Rodil consent à rendre la forteresse.»

Cette proposition fut envoyée immédiatement au général Sucre, qui était à Potosi, et qui la rejeta.

La ville de Callao est bâtie sur une langue de terre qui avance dans la mer. Les fortifications consistent en trois châteaux armés de cent quatre-vingt-dix pièces de canon. Ces châteaux commandent la ville, le port et l'espèce d'isthme par lequel on arrive à la place. Ils sont bâtis en pierre, leurs murailles trés-épaisses ont un fort talus destiné à rendre plus difficile de les battre en brèche; des fossés larges et profonds, avec chemins couverts et palissadés, entourent ces fortifications. Au 1er août la garnison se trouvait réduite à huit cents hommes. Les châteaux, qui contenaient une grande quantité de munitions et des sommes considérables en or et en argent, étaient assiégés, par terre, par une armée de quatre mille patriotes, et bloqués du côté de la mer par une escadrille de cinq à six bâ-

timents de guerre. Comme Rodil faisait pêcher sous le canon de la place, et qu'il possédait assez de terrain sous cette même protection pour y faire venir des herbes potagères, il était à même de procurer quelques vivres frais à ses soldats. L'armée indépendante occupait la petite ville de Bellavista, située sur la route de Lima; elle avait été presque entièrement détruite par les batteries des châteaux; pendant trois mois on s'était battu presque tous les jours, et le feu de la place était terrible : elle rendait aux assiégeants au moins dix boulets pour un.

Rodil redoutait le mécontentement de ses troupes, et s'attachait à prévenir toute tentative de sédition par une sévérité barbare. Il avait établi parmi la garnison la discipline la plus rigoureuse; tout rassemblement de plus de trois personnes était défendu, et toute marque de mécontentement punie de mort à l'instant même. Un colonel lui ayant un jour représenté que les soldats étaient disposés à mourir sous son commandement en défendant les châteaux, mais qu'ils désiraient savoir quelles étaient les chances de succès, Rodil fit aussitôt assembler la garnison, à laquelle il déclara que ses affaires étaient dans un état désespéré, et qu'il ne voulait

garder avec lui que des hommes de bonne volonté : qu'en conséquence il engageait ceux qui ne se sentaient pas disposés à rester, à poser leurs armes et à s'avancer vers lui. Il y eut environ quarante hommes, ce colonel compris, qui donnèrent dans le piége : il les fit fusiller sur-le-champ. Depuis ce temps personne n'osait se plaindre.

Le pape ayant enjoint par une lettre encyclique aux évêques de recommander l'union des Etats dans lesquels ils résidaient avec la métropole, le gouvernement de Bogota adressa, à la fin de juillet, une circulaire aux intendants des départements, pour que tout membre du clergé qui, par des paroles, des écrits ou de toute autre manière, se conformerait aux injonctions du pape, fût sur-le-champ déféré aux tribunaux pour être jugé d'après la loi *de patronato*.

CHAPITRE XXI.

Les provinces du Haut-Pérou s'érigent en état indépendant, sous le titre de république de Bolivia. — Troubles à San Juan. — Bolivar quitte Lima. — Déclaration d'indépendance de la Banda oriental. — Traité conclu entre Colombie et le Mexique. — Victoire remportée sur les Brésiliens par Fructuoso Ribeira. — L'armée brésilienne défaite complètement à Sarandi. Note du secrétaire des affaires étrangères de Buenos Ayres. — Prise du château de St.-Jean d'Ulloa. — Iturbide empereur. — Son abdication. — Son exil. — Son retour. — Sa mort. — Départ de la flotte chiléenne pour l'île de Chiloë. — Déclaration de guerre du Brésil. — Proclamation du général Lavalleja. — Manifeste de la République des Provinces-Unies du Rio de la Plata. — Adresse d'Alvear à Bolivar. — Sa réponse. — Reddition de Callao. — Prise de Chiloë. — Prise de Santa Theresa et du fort Miguel. — Situation de l'armée patriote sur l'Uruguay. — Réélections de Bolivar et de Santander à Bogota.

Le 5 août 1825, les provinces du Haut-Pérou, c'est-à-dire La Paz, Potosi, Cher-

chas, Cochabamba et Santa-Cruz, publièrent un manifeste dans lequel la représentation souveraine déclarait, au nom et d'après les pouvoirs illimités de ses électeurs, que l'instant était arrivé de s'affranchir du joug oppressif, injuste et misérable du roi Ferdinand VII; que le pays cessait de se soumettre à la dégradante condition de colonie espagnole; qu'en conséquence la représentation déclarait en même temps que, l'intérêt du pays n'étant pas d'être réuni à aucune république limitrophe, les provinces du Haut-Pérou s'étaient érigées en état souverain et indépendant de toute nation, aussi bien de l'ancien que du Nouveau-Monde. L'assemblée décréta, le 11 août, que cet état porterait à l'avenir le nom de *République de Bolivia.*

Des troubles avaient eu lieu à San Juan le 26 juin : le gouverneur Carrel de la Carrera de Cuyo avait été arrêté par une partie des troupes de la garnison, et un autre nommé à sa place.

Cependant, quoique les factieux, augmentés des criminels des prisons, qui occupaient San Juan, eussent fait un traité de réconciliation avec les habitants qui s'étaient réunis dans la ville d'Angaco, les premiers étaient encore maî-

tres de la ville dans le mois de septembre. Ces séditieux et ces vagabonds avaient été excités par un prêtre fanatique nommé Astonga. Le gouverneur Carrel s'était réfugié à Mendoza, avec quelques-uns des habitants les plus respectables, jugeant que la révolution ne pouvait être apaisée sans secours. Aussitôt que le gouvernement de Buenos Ayres reçut la nouvelle de cette rébellion, il soumit l'affaire au Congrès qui prit des mesures répressives pour faire rentrer ces fanatiques dans le devoir.

Avant de quitter Lima, Bolivar adressa aux citoyens une proclamation pour leur annoncer qu'il allait s'absenter et se rendre dans les départements du sud, pour tâcher d'améliorer la situation de leurs habitants qui avaient besoin de la présence d'une autorité suprême pour les soulager des maux du despotisme.

Le 26 août la chambre des représentants de la Banda oriental, assemblée à Florida, publia une déclaration d'indépendance par laquelle elle renonçait à l'autorité du Roi de Portugal, de l'Empereur du Brésil ou de tout autre Prince ou Etat; déclarant se joindre aux provinces unies du Rio de la Plata.

Un traité d'union, de ligue et de confédération, fut conclu le 20 septembre,

entre la Colombie et le Mexique. Ce traité était à peu près semblable à ceux que la Colombie avait déjà faits avec les républiques voisines de son territoire.

Le 22 septembre, le général Lavalleja reçut avis que l'ennemi se préparait à marcher contre lui en deux colonnes. Le 24 septembre, au point du jour, Fructuoso Ribeira, avec deux cent cinquante hommes, surprit un grand dépôt de chevaux de cavalerie, et s'en emparait lorsqu'on lui annonça l'approche d'une colonne impériale forte de sept cents hommes. Ribeira alla prendre position à une demi-lieue du Rio Negro où il attendit l'ennemi qui fut attaqué avec vigueur et défait complétement. La perte des impériaux fut de cent hommes tués, dont seize officiers et un colonel, et de plus de trois cents prisonniers. Ribeira fit ensuite sa jonction avec Lavalleja.

Le 19 octobre, le major Valasco apporta à Buenos Ayres la nouvelle de la défaite des troupes brésiliennes dans la Banda oriental, et de leur retraite sur le Rio Grande.

La totalité des forces patriotes avaient rencontré, le 12, l'armée impériale dans la Oxqueta de Sarandi, et l'avait complétement battue après un combat opi-

niâtre. Plus de cent officiers et huit cents soldats avaient été faits prisonniers. Le champ de bataille était couvert de morts sur un espace de trois lieues : toute la cavalerie brésilienne avait été détruite.

Le 4 novembre, Don Manuel Jose Garcia, secrétaire des affaires étrangères de la république de Buenos-Ayres, adressa une note au ministre des affaires étrangères du Brésil, relativement à la Banda oriental.

« Les habitants de la Banda oriental, y était-il dit, ayant affranchi leur territoire qui était occupé par les troupes de S. M. I., et ayant établi un gouvernement régulier, ont solennellement declaré nuls les actes par lesquels on avait prétendu incorporer cette province à l'Empire brésilien, et ont déclaré que leur vœu était de se réunir aux autres provinces de la Plata.

» Le Congrès général des provinces unies ne peut refuser d'user d'un droit qui n'a jamais été contestable, ni, sans déshonneur, abandonner à son sort un peuple brave et exaspéré.

» D'après ces motifs, il a été décrété, dans la séance du 25 octobre dernier :

» Que le Congrès reconnaît, *de facto*, la province de la Banda oriental comme

incorporée à la République des provinces unies du Rio de la Plata, à laquelle elle appartient de droit, et en outre désire appartenir.

» D'après cette déclaration, le gouvernement général est obligé de pourvoir à la sûreté et à la défense de la Banda oriental. Il emploiera donc tous ses moyens pour accélérer l'évacuation des deux seuls points encore occupés par les forces de S. M. I. »

Le dernier boulevart des Espagnols dans le Mexique, le château de Saint-Jean d'Ulloa, tomba alors au pouvoir des indépendants.

Quelque temps après la prise du Mexico par Iturbide et la mort d'Odonoju, la régence avait déclaré que, vu l'état du Mexique, il était nécessaire d'élire un empereur, et nommé Iturbide à cette haute dignité. Tandis qu'il se faisait couronner, un corps de dix mille patriotes se formait. Il a recours aux supplices, fait arrêter quinze membres du Congrès et un grand nombre de citoyens. Il remplace l'assemblée nationale par une junte qu'il compose à son gré.

Cependant l'armée impériale est battue dans toutes les rencontres, et Iturbide est forcé d'abdiquer.

Une constitution, d'après le système fédératif, est proclamée, et le Mexique se forme en République. Le premier soin du Congrès fut d'agir généreusement envers l'ex-empereur; mais, jugeant sa présence dangereuse, il lui fut enjoint de se rendre en Italie où il devait jouir d'une rente de 15,000 dollars avec le titre d'Excellence.

Après être resté peu de temps dans cette contrée, Iturbide passa en Angleterre d'où il partit pour retourner au Mexique. Il débarqua à la barre de Soto de la Marina, le 14 juillet 1824, avec sa femme, deux de ses enfants et quelques personnes. Arrêté aussitôt son débarquement par le général de la Garza, peu de jours après il fut jugé et fusillé.

Chassés du Mexique, les Espagnols s'étaient retirés dans le château d'Ulloa; ils s'y maintinrent trois années; enfin, en novembre 1825, la garnison se trouvant réduite à cinquante-sept hommes, le général Coppinger capitula, et remit aux Américains ce dernier morceau, si longtemps disputé, d'un territoire possédé pendant tant d'années par la couronne d'Espagne.

Le 27 novembre, la flotte chiléenne, ayant à bord trois mille cinq cents hommes, mit à la voile de Valparaiso pour agir contre l'île de Chiloë, dernier refuge des Espagnols dans le Chili.

Dans les premiers jours de décembre, la nouvelle de la défaite des Brésiliens, étant parvenue à Rio Janeiro, y fit une profonde sensation; il y eut des changements dans le ministère, et l'Empereur prépara une nouvelle expédition. Le 10, Don Pedro publia une déclaration de guerre contre les provinces unies du Rio de la Plata, et autorisa l'armement des corsaires contre cette République.

Le général Lavalleja, capitaine général de la province orientale, publia, le 19 décembre, une proclamation adressée aux habitants.

« Quand j'ai débarqué sur les rivages de mon pays natal, y disait-il, pour l'affranchir du joug honteux du despote du Brésil, je n'ai compté que sur le noble enthousiasme qui enflammait vos âmes contre un perfide usurpateur..... J'ai été victorieux le 24 septembre, et le 12 octobre..... La liberté de la province a été scellée du sang de quelques-uns de ses

valeureux enfants, et l'alarme et la terreur sont répandues sur le territoire du Brésil.....

» Habitants de la province orientale, le moment est venu de courir aux armes : votre devoir vous y appelle.... Nous sommes forcés de faire la guerre : faisons en sorte que nos ennemis en ressentent les fatales conséquences. Le tyran craint la résistance des hommes libres. Soyez assurés que ses lâches esclaves n'oublieront pas de sitôt la charge de Sarandi.....

Le 2 janvier 1826, la République des provinces unies de la Plata publia contre l'empereur du Brésil un manifeste suivi d'un décret par lequel, quoiqu'à regret, le gouvernement, chargé du pouvoir exécutif national, autorisait la course maritime contre les bâtiments et marchandises ou autres propriétés de l'Empereur du Brésil et de ses sujets.

Déjà, dans le mois de décembre, il avait été fait des additions à la loi du 17 décembre 1823, concernant les milices de la République : tous les hommes mariés, de dix-huit à quarante-cinq ans, et les célibataires jusqu'à cinquante, devaient être enrôlés dans la milice active ; et les hommes mariés de quarante-cinq à soixante, et les célibataires, de cin-

quante à soixante ans, faire partie de la milice passive.

Le Congrès général avait ouvert au gouvernement un crédit de 1,200,000 piastres pour les dépenses extraordinaires de l'année.

Dans les premiers jours de janvier il parut, dans le Constitucional de Bogota, une adresse du général Alvear, ambassadeur de la république du Rio de la Plata, à Bolivar, dans laquelle il complimentait le Libérateur et le pays auquel il appartient, sur les glorieux efforts qui avaient terminé la lutte avec l'Espagne dans cette partie de l'Amérique. Il se plaignait ensuite des agressions de l'empereur du Brésil, et réclamait l'assistance du héros colombien, pour les réprimer.

Dans sa réponse, le général Bolivar manifesta le plus vif intérêt pour la prospérité de la république du Rio de la Plata. Il regrettait que l'Empereur du Brésil occupât une province et fortifiât des villes qui ne lui appartenaient pas; et il s'indignait particulièrement de l'invasion de ses troupes dans la province de Chiquitos. Enfin, il parlait dans des termes non-équivoques des moyens que les Etats de l'Amérique du sud avaient de faire valoir leurs droits contre *les violateurs de la loi*

des nations, par lesquels ils avaient été insultés et dont on avait bien voulu laisser jusqu'alors les excès impunis.

Depuis long-temps des négociations avaient été entamées pour la reddition de Callao, sans amener aucun résultat. Dans les premiers jours de janvier, Rodil proposa un nouveau projet de capitulation en trente et un articles, portant : Qu'il serait accordé une amnistie ou pardon général à tous et à chacun des individus enfermés dans la place, à quelque classe ou à quelque condition qu'ils appartinssent, soit militaire, soit ecclésiastique ou civile, en sorte que leurs personnes soient inviolables, quels que puissent être les services qu'ils aient rendus au Roi.

Les officiers, les fonctionnaires publics et autres personnes, enfermés dans la place, devaient être transportés à bord de bâtiments anglais et aux frais des indépendants, dans le lieu où ils désireraient se rendre, avec permission toutefois de rester en Amérique pour tous ceux qui préféreraient prendre ce parti. Six mois leur étaient accordés pour disposer de leurs propriétés et de leurs effets.

Mais les articles 11 et 21 furent rejetés par les indépendants. Ils étaient ainsi conçus :

« Les officiers supérieurs et les fonctionnaires qui voudraient entrer au service de la république seront admis avec leurs grades respectifs. »

« La république du Pérou se chargera de toutes les dettes contractées par le gouverneur depuis la prise de possession de la forteresse, le 29 février 1824. »

Enfin, Rodil ayant accepté cette capitulation ainsi modifiée, elle fut ratifiée le 22 janvier, et le 23 la forteresse fut remise à l'armée indépendante sous les ordres du général Solon.

Les royalistes avaient mangé tous leurs chevaux et mules, et, en dernier lieu, s'étaient nourris de la chair de leurs compagnons tués par les assiégeants. Lorsque ces derniers prirent possession de la forteresse, il y régnait un si mauvais air qu'on fut obligé d'en défendre l'entrée : une grande quantité de cadavres n'ayant point été enterrés.

Dix jours s'étaient à peine écoulés depuis l'occupation de Callao, que celle de Chiloë porta le dernier coup à la puissance espagnole, et consomma la séparation de l'Amérique de l'Espagne. Dix années de guerres partielles, soutenues avec plus ou moins de succès, mais toujours sans ensemble de la part des répu-

bliques naissantes, ont pourtant suffi, grâce au génie d'un seul homme, l'immortel Bolivar, pour renverser la puissance espagnole dans l'Amérique du sud.

Les journaux de Buenos Ayres publièrent alors le récit des avantages remportés à la suite des opérations militaires du général Lavalleja, avantages qui consistaient dans la prise que les républicains avaient faite de l'importante place de Santa Theresa et du fort Miguel qu'ils regardaient comme la clef du territoire de l'ennemi.

Le gouverneur de Monte-Video, se trouvant à cette époque très-resserré, publia ou laissa publier un avis à tous les habitants de la Cisplatine, par lequel on promettait trois mille milreas à la personne qui livrerait la tête de Juan Antonio Lavalleja, et quatre mille à celui qui livrerait celle de Fructuoso Ribeira.

Le quartier-général de l'armée patriote se trouvait le 12 mars à Arrago de San Jose de l'Uruguay. L'infanterie, qui était restée sur la rive droite du fleuve venait de se rallier. L'ennemi n'avait fait aucun mouvement vers les frontières. Le général Benito Marlinez, nommé chef d'état-major de l'armée nationale, était parti le 20 pour le camp des indépendants.

Tous les membres du sénat ou de la chambre des représentants se réunirent le 14 mars dans l'église de Santo Domingo, à Bogota, pour procéder au dépouillement des scrutins pour l'élection du président et du vice-président de la République. Bolivar, ayant obtenu cinq cent quatre-vingt-trois voix sur six cent deux personnes qui composaient les assemblées électorales, fut unanimement proclamé président. Les candidats pour la vice-présidence étaient les généraux Santander, Brieno Mendez et Jose Marin Castillo. Le premier fut réélu comme ayant obtenu le plus de voix et proclamé à l'unanimité par les deux assemblées réunies.

Le 23 mars, le vice-président Santander écrivit à Bolivar :

« J'ai l'honneur de vous communiquer une nouvelle qui ne peut vous surprendre. Les suffrages de la République vous appellent de nouveau à la présidence de l'Etat.....

» Vous êtes appelé à compléter dans la paix l'œuvre que votre génie a fondé dans la guerre, et sans vous Colombie ne croit pas qu'elle puisse être élevée au faîte de la prospérité et du bonheur.....

» La vice-présidence de la République

est une seconde fois tombée sur moi ; mais, d'un côté, mon insuffisance ne me permettra pas de soutenir plus long-temps le fardeau pénible du gouvernement; et, de l'autre, je dois vous déclarer que cette conviction me force à me démettre de mes fonctions. Ce n'est qu'en évitant de devenir indigne de la haute opinion qu'on a eue de moi, que je puis répondre aux nombreuses et généreuses marques d'honneur que j'ai obtenues de mon pays, parmi lesquelles je compte principalement celle d'avoir été deux fois votre collègue dans la première magistrature. »

CHAPITRE XXII.

Le général Paez est décrété d'accusation par la Chambre des représentants de Colombie. — Le Sénat admet l'accusation. — Paez reçoit l'ordre de se rendre à Bogota. — Insurrection à Valence. — Le peuple et les soldats le rétablissent dans son commandement. — Proclamation de Paez. — Les autorités de Caracas se joignent à celles de Valence. — Résolutions des deux municipalités. — Entrée de Paez à Caracas. — Lettre de Paez à Bolivar. — Alvear reçoit son audience de congé du Libérateur. — Proclamation de Bolivar aux citoyens de la république de Bolivia. — Exécution du comte de San Domas. — Pétition de cinquante-deux députés du congrès du Pérou. — Réponse de Bolivar. — Décret du gouvernement. — Congrès de Panama.

La chambre des représentants de Colombie avait décidé le 6 mars 1826, à la majorité de quarante et une voix contre seize, de décréter d'accusation le général Paez devant le sénat; cette accusation avait été ensuite admise par le sénat à la majorité de quinze voix contre six. Elle avait pour cause quelques mesures vio-

lentes prises par ce général pour mettre à exécution le décret du tirage de la milice, en faisant arrêter et conduire dans une prison civile, sans l'autorisation du pouvoir municipal, tous les hommes trouvés dans les rues de Caracas, de quelque âge ou de quelque classe qu'ils fussent.

Le général Paez fut mandé à Bogota pour rendre compte de sa conduite, et reçut ordre de remettre le commandement au général Escalona. Il feignit d'obéir; mais les troupes déclarèrent hautement qu'elles ne reconnaîtraient d'autre chef que Paez.

Des clameurs ne tardèrent pas à s'élever contre le gouvernement central, et les habitants de Valence manifestèrent l'intention de former un état séparé, n'ayant qu'un lien fédéral avec le reste de la République. La Colombie, formée des provinces de Cundinamarca et de Quito, de Venezuela et de la Guiane espagnole, n'avait pas été organisée, comme le Mexique, d'après le système fédéral, mais en république une et indivisible comme le fut autrefois la république française. En conséquence, beaucoup d'habitants de Venezuela avaient été jaloux de l'influence acquise par la Neuvelle-Grenade, au

séin de laquelle la capitale, Bogota, se trouve située.

Une insurrection éclata à Valence le 29 avril; les troupes et les autorités, proclamèrent le général Paez président de la république de Venezuela. Le général Escalona fut arrêté avec son état-major, des excès furent commis, et il y eut plusieurs personnes tuées.

Le général Marino se mit immédiatement en marche sur Caracas pour sommer les habitants de se joindre à ceux de Valence, et de déclarer fédératif le département de Venezuela.

Le général Paez publia le 3 mai une proclamation adressée aux habitants de Venezuela, dans laquelle il leur annonçait qu'après avoir résigné le commandement selon l'ordre du gouvernement de Bogota, il avait plu au peuple de le rétablir dans son pouvoir, ce qu'il avait dû accepter. Il promettait de seconder le mouvement et de maintenir la tranquillité.

Le même jour, le corps municipal, réuni aux autorités de la ville de Caracas, s'assembla extraordinairement. Le chef politique présenta à l'assemblée la copie de l'acte par lequel le corps municipal de Valence s'était soumis au commandement du général Paez. Il engagea

les habitants de Caracas à suivre son exemple; mais l'intendant s'y opposa, regardant cette décision comme contraire aux lois, et offrit sa démission. Cependant, sur la proposition du syndic, il fut décidé par acclamation de reconnaître Paez en qualité de commandant-général du département, la municipalité et le peuple y donnant leur adhésion.

Les corps municipaux de Caracas et de Valence, prirent, le 16 mai, les résolutions suivantes :

1°. De réunir promptement des députations de toutes les municipalités qui ont donné leur assentiment, dans le lieu que le général Paez désignerait, pour y dresser un manifeste.

2°. D'y exprimer que le vœu du peuple est de devancer l'époque prévue par la Constitution (1831) pour y faire des changements.

3°. De dépêcher immédiatement un envoyé près le Libérateur-Président pour le supplier de venir visiter son sol natal.

4°. D'investir le général Paez de toute l'autorité nécessaire pour maintenir l'ordre et la tranquillité publique, lever des armées, et faire continuer la marche de l'administration, dont il exercera les fonc-

tions avec la dénomination de chef civil et militaire de Venezuela, etc., etc.

Le 19, dans l'après-midi, le général Paez fit son entrée à Caracas, accompagné par la municipalité et par un corps nombreux d'habitants qui s'étaient rendus pour l'attendre au village d'Artimano. L'air retentissait des acclamations de *vive la République! vive Bolivar! vive le général Paez!*

Le Colombiano du 25 mai publia une lettre adressée à Bolivar par le général Paez. Il y faisait une longue exposition de sa conduite et des raisons qui l'avaient forcé de désobéir aux autorités de Bogota, et de se mettre à la tête du parti qui demandait un gouvernement fédéral.

Nous avons déjà dit que le gouvernement des provinces-unies de la Plata avait envoyé deux ambassadeurs à Bolivar, pour solliciter ses secours dans la guerre qu'il soutenait contre le Brésil. Le 1er. janvier 1826, Alvear, l'un d'eux, reçut son audience de congé. Après lui avoir témoigné le regret qu'il éprouvait de son départ, Bolivar ajouta : « Vous pouvez assurer le gouvernement Argentin de mon attachement à une république qui doit être pour toujours une des parties les plus intéressantes du Nouveau-

Monde. Je me flatte que ses différends avec le Brésil seront bientôt terminés d'une manière glorieuse; car la justice finit toujours par triompher. »

Le même jour, le Libérateur adressa aux citoyens de la nouvelle république de Bolivia la proclamation suivante, datée de Chuquisca :

« Citoyens, un devoir sacré pour un républicain me met dans l'agréable nécessité de rendre compte de mon administration aux représentants du peuple. Le Congrès péruvien va se réunir, et je dois remettre en ses mains le pouvoir qu'il m'a confié. Je vais à cet effet partir pour Lima; mais c'est avec une véritable peine que je m'éloigne momentanément de votre patrie, qui est celle de mon cœur et de mon nom.

» Citoyens, vos représentants m'ont fait connaître toutes vos espérances; elles seront réalisées autant qu'il dépendra de moi. Vous serez reconnus comme nation indépendante; vous aurez la constitution la plus libérale du monde; vos lois organiques seront dignes de la plus haute civilisation. Le grand maréchal d'Ayacucho reste à la tête de vos affaires, et le 25 mai prochain sera le jour d'où datera l'existence de Bolivia : je vous le promets. »

Lors de la révolte des troupes noires de Buenos Ayres, dans la forteresse de Callao, le comte de San Domas, alors ministre de la guerre et de la marine, commandait dans cette forteresse, et la livra aux Espagnols. Ayant depuis tenté de s'échapper de la place, il fut arrêté et conduit à Lima. Quatre mois après son arrestation, son procès fut commencé, ainsi que celui d'un habitant nommé Tiron, qu'il avait dénoncé, et le 13 avril 1826, ils furent tous deux condamnés à mort.

Le 15, San Domas fut conduit au lieu de l'exécution; il avait perdu connaissance lorsqu'il reçut le coup mortel.

Le 13 mai, il parut dans les journaux de Lima une pétition de cinquante-deux députés au président Bolivar, par laquelle, attendu que le principe d'égalité devant la loi n'existe pas, et qu'on a confié par un décret du 17 avril, aux colléges électoraux de quelques provinces, des pouvoirs qui appartiennent aux représentants; que la représentation est incomplète, et que les députés n'ont aucun moyen d'existence assuré; qu'il est en outre nécessaire de connaître le vœu du peuple sur la réforme et la révision de la Constitution et sur celui qui doit être élevé à la

magistrature suprême, ils demandent que le gouvernement prennent les résolutions :

1°. De suspendre la convocation du Congrès jusqu'à l'année 1827 ;

2°. D'ordonner aux Préfets de faire le recensement des citoyens dans toutes les provinces ;

3°. De demander au peuple qu'il veuille bien indemniser ses représentants des pertes que leur fera éprouver l'exercice de leurs fonctions.

4°. De consulter d'abord les provinces sur la question de savoir si la Constitution doit être conservée telle qu'elle est, ou réformée ;

5°. De les consulter aussi sur l'étendue de cette réforme et de savoir si elle doit être entière ou partielle ;

6°. De demander aux provinces si leurs représentants doivent délibérer d'après leurs opinions particulières, ou s'ils doivent le faire en vertu de mandats spéciaux des électeurs provinciaux qui leur prescriraient le vote qu'ils devront émettre ;

7°. De demander à la nation, déjà deux fois si cruellement trompée, quel citoyen elle désire élever à la présidence, en supposant que le sénat, qui doit le proposer, n'existe pas alors.

Dans sa réponse au Conseil du gouvernement, le président Bolivar lui fait savoir qu'il a pris en considération la pétition, et qu'après une mûre délibération, il a approuvé le projet des représentants qui désirent avoir recours à la source de leur pouvoir : « Rien n'est plus conforme, dit-il, aux doctrines populaires que de recourir à la masse de la nation pour les principaux points qui forment la base des États ; c'est-à-dire, les lois fondamentales et la magistrature suprême. Tout homme est sujet à l'erreur et à la séduction ; il n'en est pas ainsi d'une nation qui possède au plus haut degré la connaissance de son bien-être et la mesure de son indépendance. Il en résulte que son jugement est sain, sa volonté forte, et que personne ne peut la corrompre et encore moins l'intimider. »

En conséquence, le Conseil rendit aussitôt un décret pour l'exécution des mesures approuvées par le Président.

Il nous reste à parler du Congrès général qui doit s'assembler à Panama, de ce Congrès qui seul peut affermir l'indépendance américaine et consolider l'œuvre de la valeur et du génie, en établissant sur des bases inébranlables la fédération de toutes les républiques.

Il appartenait à Bolivar, au libérateur de Colombie et du Pérou, de provoquer une union qui doit le rendre à jamais célèbre. C'est ce qu'il a fait par une lettre adressée, le 7 décembre 1824, aux gouvernements américains, dont voici un extrait :

« Après quinze années de sacrifices pour obtenir la liberté de l'Amérique et un système de garanties qui, en paix comme en guerre, devienne l'égide de notre nouvelle destinée, il est temps que les intérêts et les relations qui unissent entre elles les républiques autrefois colonies de l'Espagne, soient établis sur des bases positives qui rendent, s'il est possible, la durée de nos États éternelle.

» L'établissement de ce système et la consolidation du pouvoir de notre grand corps politique ne peuvent appartenir qu'à une autorité suprême qui dirige la politique de nos gouvernements, dont l'influence puisse maintenir l'uniformité dans nos principes, et dont le nom seul suffise pour apaiser nos dissensions. Une autorité semblable, pour mériter tout le respect nécessaire, ne peut être établie que du consentement unanime des plénipotentiaires de chacune de nos républiques.

» Profondément pénétré de ces idées,

en 1823 j'invitai les gouvernements du Mexique, du Pérou, du Chili et de Buenos Ayres, à établir une confédération, et à former un Congrès des députés de tous les États.

» Retarder plus long-temps l'époque de la réunion des plénipotentiaires des républiques, qui sont déjà *de facto* confédérées, jusqu'à ce qu'on ait obtenu le consentement de chacune d'entre elles, ce serait nous priver des avantages que cette assemblée doit nous procurer dès le moment de son installation. . . . . .

» Placé au centre du globe, et dans un lieu d'où les regards peuvent se tourner, d'un côté, vers l'Asie, et de l'autre vers l'Europe et l'Afrique, l'isthme de Panama a été offert par le gouvernement colombien. Cet isthme étant à une égale distance des deux extrémités du continent américain, pourrait être choisi comme le lieu où la première assemblée des confédérés se tiendrait.

. . . . . .

» Le jour où nos plénipotentiaires échangeront leurs pleins-pouvoirs, formera une époque mémorable dans l'histoire diplomatique de l'Amérique; lorsque, dans une centaine de siècles, la postérité cherchera l'origine de notre droit internatio-

nal et se rappellera les conventions qui auront consolidé l'existence politique de l'Amérique, elle consultera avec respect les archives des assemblées qui auront été tenues sur l'isthme. Elle y découvrira la base de nos premières alliances et les principes qui auront réglé le système de nos relations avec l'Univers. Que sera alors l'isthme de Corinthe auprès de celui de Panama ! BOLIVAR. »

En réponse à cette lettre, le vice-président de Colombie, Santander, écrivit au Libérateur, le 28 février : « Je vous annonce que j'ai pris à l'avance toutes les mesures propres à hâter l'exécution d'un projet si utile à notré sécurité future..... Le dangereux principe d'intervention que quelques cabinets de l'ancien monde ont adopté et pratiqué avec énergie, mérite notre plus sérieuse attention, tant à cause de sa tendance à encourager les mourantes espérances de nos ennemis acharnés, qu'à cause des fatales conséquences qui pourraient résulter en Amérique de l'introduction d'une maxime aussi subversive des droits du peuple. Nous avons fait les démarches nécessaires pour obtenir l'assentiment des autres Républiques. Le gouvernement de Colombie se propose d'envoyer, d'ici à quatre mois, ses deux

plénipotentiaires à l'isthme de Panama où ils pourront se réunir à ceux du Pérou et avoir avec eux des conférences préparatoires. Dans le dessein de faciliter ce résultat, j'ai pris sur moi d'adresser aux divers Etats les résolutions suivantes :

« Que les gouvernements de Colombie et du Pérou autorisent leurs plénipotentiaires, réunis en conférences préparatoires à l'isthme de Panama, à entrer en correspondance directe avec les ministres des affaires étrangères du Mexique, de Guatimala, du Chili et de Buenos Ayres, pour leur faire sentir la nécessité d'envoyer sans délai des plénipotentiaires à l'assemblée générale ;

» Qu'aussitôt que les plénipotentiaires de trois de ces Etats seront réunis, ils pourront fixer de concert le jour où l'assemblée générale sera installée ;

» Que les plénipotentiaires de Colombie et du Pérou ne pourront s'absenter de l'isthme, jusqu'à ce que le Congrès général se soit assemblé et qu'il ait terminé ses travaux. »

Le ministre des affaires étrangères de Colombie publia alors la note des affaires qui devront occuper l'assemblée de Panama :

1°. Renouveler le traité d'union, d'al-

liance et de confédération perpétuelle contre l'Espagne ou toute autre puissance qui entreprendrait de nous attaquer ;

2°. Publier un manifeste exposant la justice de notre cause, les projets insensés de l'Espagne et notre système politique envers les autres puissances de la chrétienté ;

3°. Prendre une détermination à l'égard des îles de Cuba et de Porto-Rico, et décider s'il convient de combiner pour cet objet les forces de tous les Etats qui se sont affranchis du joug de l'Espagne, et, dans ce cas, de régler le contingent de troupes que chaque Etat devra fournir ; enfin, décider si ces îles seront annexées à quelqu'un des Etats confédérés, ou si on les laissera libres de se choisir un gouvernement ;

4°. Conclure ou renouveler les traités de commerce entre les différents Etats ;

5°. Régler, par des conventions, les attributions et prérogatives des consuls ;

6°. Prendre en considération les moyens de s'opposer à toute tentative ultérieure de colonisation sur ce continent de la part des puissances de l'Europe, et de résister à toute intervention dans nos affaires intérieures ;

7°. Fixer de concert les principes du

droit des gens, et principalement ceux qui se rapportent à deux nations dont l'une est en guerre, et l'autre neutre.

On ne savait pour quel motif Bolivar et le gouvernement de Colombie avaient placé le sort futur des îles de Cuba et de Porto-Rico au nombre des premiers objets des délibérations. On ignorait qu'une adresse des habitants de Cuba avait été envoyée au général Bolivar. Dans cette adresse, qui fut imprimée et publiée à Panama avec la date du 26 février 1825, les habitants félicitaient Bolivar sur ses succès et les services qu'il avait rendus à sa patrie et au Pérou, et le priaient de voler à leur secours.

Le 12 juillet 1825, le directeur suprême du Chili convoqua pour le 15 septembre un nouveau Congrès, afin de prendre les mesures nécessaires pour répondre à l'invitation d'envoyer des plénipotentiaires au Congrès général de Panama.

Dans une note jointe à un projet de loi présenté, dans le mois d'août, au Congrès général constituant de Buenos Ayres, le gouvernement déclarait qu'à une époque antérieure il avait refusé d'adhérer à l'invitation d'envoyer des députés au Congrès de Panama; mais que la majeure partie des républiques américaines ayant ap-

prouvé le projet d'un Congrès, il pensait qu'il n'était pas convenable de paraître dans un état de dissension avec les autres républiques. En conséquence, il proposait d'envoyer des députés chargés d'exposer franchement, aux républiques alliées, les représentations du gouvernement de Buenos Ayres.

Le projet de loi présenté n'avait d'autre but que de faire sanctionner par le Congrès la conduite du gouvernement dont la dissidence avec les autres républiques consistait dans son refus de consentir à l'établissement d'une autorité suprême qui réglerait les affaires générales de la confédération des Etats américains, dirigerait leur politique extérieure et serait arbitre dans les différends qui pourraient s'élever entre les confédérés.

Dans les premiers jours de septembre, le comité de législature, par son rapport sur ce projet de loi, exprima sa surprise de ce que cette proposition ait été soumise à l'assemblée, puisqu'elle rentrait entièrement dans les attributions du pouvoir exécutif, qui devait décider cette affaire sous sa responsabilité. Le comité conseillait à l'assemblée de n'intervenir d'aucune autre manière que pour pourvoir aux dépenses que la mission, si elle

a lieu, pourra occasionner à la nation.

D'après ce rapport, l'assemblée, dans sa séance du 9 septembre, a adopté une loi qui met à la disposition du gouvernement les fonds nécessaires aux dépenses de l'envoi et de l'entretien de deux plénipotentiaires au Congrès de Panama.

Le 25 janvier, l'empereur don Pedro nomma par un décret Théodore Biancardi son plénipotentiaire au Congrès de Panama.

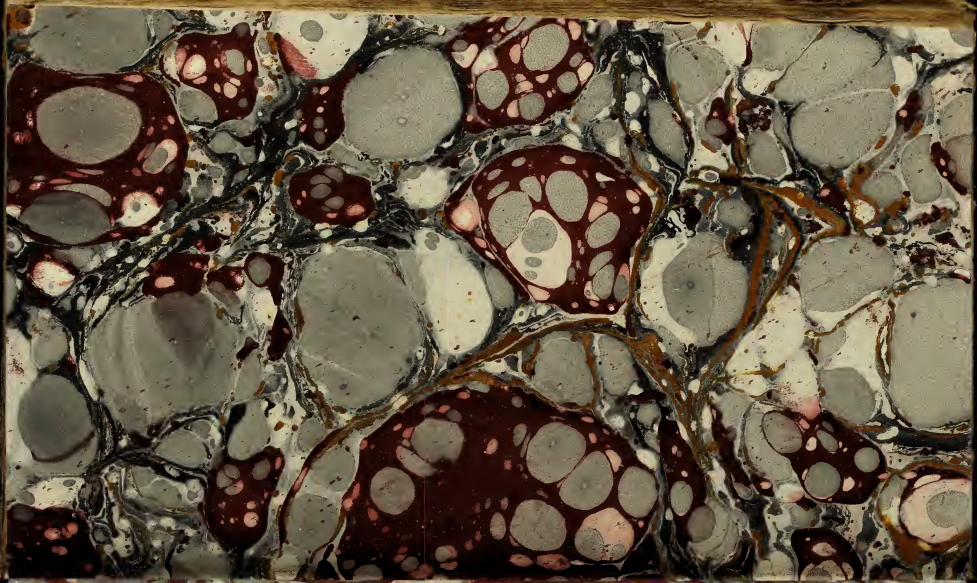
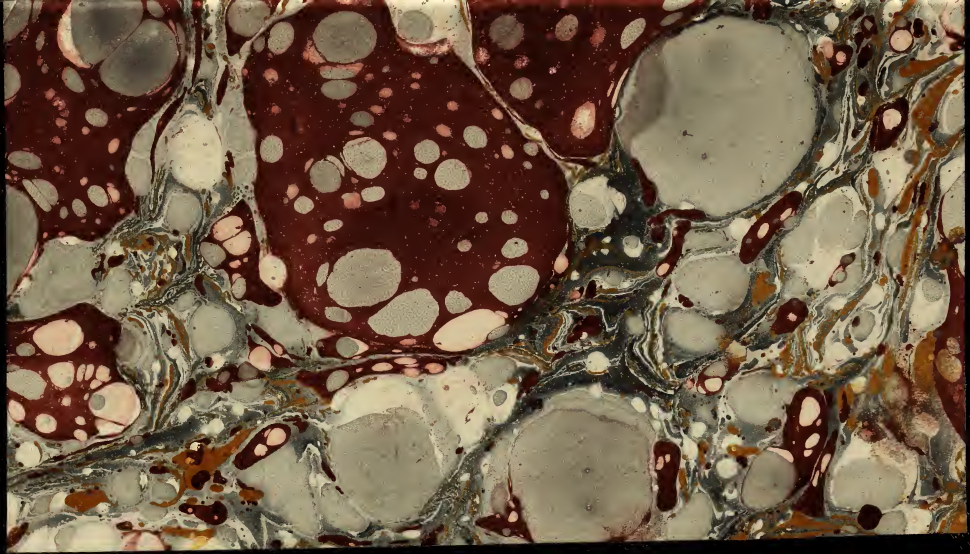
Le 20 avril 1826, la question de l'envoi de plénipotentiaires au Congrès de Panama a été décidée affirmativement par le Congrès des Etats-Unis.

Déjà depuis long-temps les plénipotentiaires de la majorité des républiques de l'Amérique du sud sont à Panama et ont eu des conférences; mais rien n'a encore transpiré sur leur nature. Cependant l'assemblée générale a été installée le 22 juin, et, avant peu, les actes du Congrès de Panama apprendront à l'Europe si les Américains du sud sont dignes de la liberté.

FIN.

93-16

CC-19/8/21-RLR

E 827
S 495r

25D